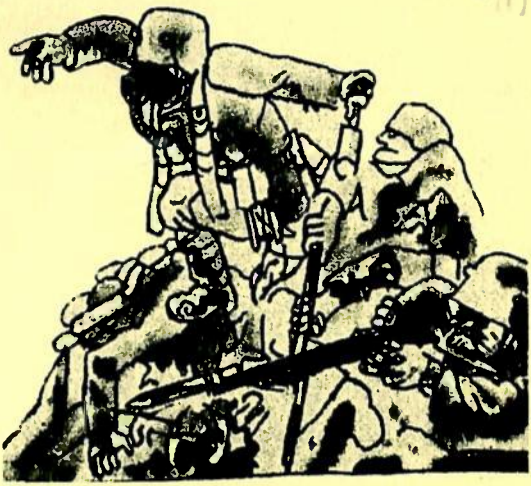
MAÍRA

Bimestriel brasilianiste
de l'association
de capoeira éponyme



D'après George Grosz, peintre et dessinateur allemand, antimilitariste et spartakiste

Bourgeoisie et prolétariat brésiliens dans la Première Guerre mondiale

• Avertissement **4** • Onde de choc **5** • La guerre des missions **8** • Logique de guerre **13** • Détruire l'économie pour restaurer son pouvoir **14** • Droit aux buts **17** • L'Amérique latine : forcément « antiboche » ! **19** • Stratégique Mexique **22** • 1914, l'année où les socialistes ont cessé de l'être… **23** • « On ne peut pas dire qu'ils furent esclaves… » **28** • Anarco-comunistas e sindicalistas revolucionários **30** • Quand la social-démocratie ne dépassait pas les cercles d'intellectuels **31** • La montée en puissance **32** • Juillet 1917 : premier essai **34** • « Le patriotisme est l'ultime refuge de la canaille » **37** • 1918 : l'année rouge **40** • « Octobre » en novembre **41** • États-Unis : the iron heel **44** • 1919 : l'année des révolutions **45** • Luta final **46** • Lima Barreto o maximalista **48** • Algumas conseqüências **51** • Sous le capitalisme la guerre **53** • Bibliographie **55**

Pages centrales — La fracture martiale **I** • Céline, Barbusse : la nuit et rien d'autre **III** • « Tout le monde, il est cadavré » ou la participation des troupes coloniales à « 14-18 » **VIII** • « La chanson de Craonne » n'est pas « L'Internationale » **XI** • Quatorze millions de « malgré-eux » **XII** • « Pardonnez-moi cette précision accablante » **XV**

10 F avril-mai 1998 — ISSN : 1151-0447 n° 48-49

Numéro double : 10 F

Maíra
Bimestriel de l'association
de capoeira éponyme

Comité de rédac : Bruno Bachmann, Yvo Carail, Herbie Chnoy, Pierre Larribe, Bruno Meyer, Léon Montenegro, Janine Vidal, Serge Voline.
Responsable business : Bruno Richer.
Maquéquette : Eugène Tomaselli.
Illustrations : Pierre Larribe, Alex Zéma, B.B.

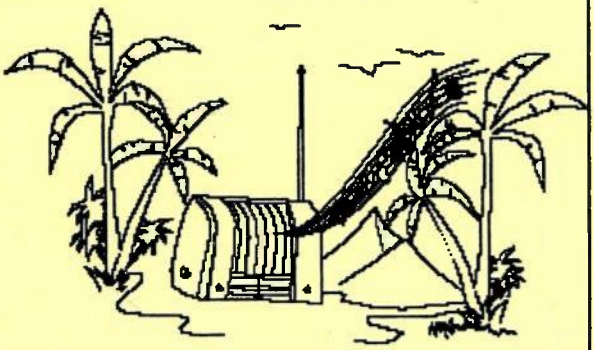
ISSN : 1151—0447

À la mémoire de mon grand-père, syndicaliste-révolutionnaire, qui avait 20 ans en 1918 ;
à celle de ma grand-mère, munitionnette en 1915, qui m'interdisait de dire du mal de la bande à Bonnot ;
à celle de mon grand-oncle venu de Floride pour se battre et épouser une autre munitionnette.
À ma famille brésilienne qui n'a jamais entendu parler du *Soviete de São Paulo.*

B.B.

Dépôt légal : avril-mai 1998
Imprimé par nos soins au
15, rue de Suez 75018 Paris.

DECALAGE HORAIRE
La seule émission de musique brésilienne qui ne vous brouille pas l'écoute.
Le dimanche entre midi et 14 h,
retrouvez Paul et Yvon,
as vozes do Brasil
na França ! ! !
Fréquence Paris
Plurielle *106,3 Mhz*



Points de vente de MAÍRA:

• Librairie lusophone 22, rue du Sommerard (en face de la Sorbonne), Paris 75005 ☎ 01 46 33 59 39 ;

• Publico 145, rue Amelot Paris 75011 ;

• L'Harmattan 16, rue des Ecoles Paris 75004.

• Kiosque 1, rue de Belleville 75019.

Les cours de CAPOEIRA de Maíra ont lieu le mardi et le jeudi au gymnase F.-Villon, 2, av. Marc-Sangnier Paris 15e (M° Porte-de-Vanves).
19h30-22h
Profs de choc : Zanc et Franck.
Rens. au 01 46 48 68 02.
Até logo, camará !

EN GUISE D'ÉDITO...

En été 1914, l'Europe bascule dans l'horreur d'une guerre moderne, industrielle, totale, d'une sauvagerie sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Le monde « civilisé » qui semblait cingler vers les rives joyeuses du Progrès, tel l'insubmersible *Titanic* – il a coulé en 1912 –, sombre dans la boue et le sang. Pour certains, Dieu est mort dans les tranchées. Pour d'autres, cette boucherie marque le début d'un XXe siècle riche en génocides – celui des Arméniens se déroule en 1915. Quelques doctes penseurs y voient une folie inexplicable, comme pour mieux masquer le caractère barbare d'une société fondée sur le capital. Car on s'est entre-tués pour des « marchands de canons », il n'y a pas d'alibi antifasciste : fors la Russie tsariste, tous les grands pays qui se font la guerre sont des démocraties. Bien des contemporains de cet holocauste ne sont pas dupes, qui ont identifié les racines du mal : le capitalisme. *« L'État actuel, c'est l'argent, et l'argent c'est la bourgeoisie qui fomente des guerres »*, proclame de son très lointain Brésil l'écrivain Lima Barreto.

On l'aura compris par le titre même du dossier, nous ne verserons pas dans l'objectivité officielle : trois lignes pour les nazis, trois lignes pour les juifs. Page sanglante du grand livre noir du capitalisme (même pas d'État), la Première Guerre mondiale, que d'aucuns s'évertuent, non sans indécence, à appeler la « Grande Guerre », est riche en enseignements pour nous tous qui vivons aujourd'hui. Nullement due au hasard, elle est s'inscrite dans les gènes du système économique, le même qui nous gouverne encore. Par ailleurs, elle signe la trahison de la social-démocratie, qui dans tous les grands pays belligérants vote les crédits de guerre. Depuis 1914, la gauche réformiste est clairement et définitivement passée dans le camp bourgeois. Pire, c'est la social-démocratie allemande qui assassine la révolution dans son pays. Car la guerre en aggravant les conditions de vie des prolétaires civils a été à l'origine des plus formidables mouvements sociaux de ce siècle. On pense bien sûr à la révolution en Russie. Moins au prolétariat d'Allemagne, qui, en novembre 1918, alors que les armées du Kaiser ne sont pas défaites, met fin par sa lutte à un conflit qui dure depuis plus de quatre ans. La Hongrie, la Bavière, basculent un temps dans la révolution, les ouvriers sont en armes dans la Ruhr, il y a des conseils ouvriers et des gardes rouges à Turin... Et le Brésil n'est pas en reste. De 1917 à 1921, les grèves qui s'y déroulent – elles n'occupent généralement que deux lignes et demie dans les livres d'histoire – prouvent que la très minoritaire classe ouvrière affiche la même combativité que ses homologues des pays plus développés (ce qui devrait clouer le bec aux crétins tiers-mondistes). L'entrée en guerre contre l'Allemagne, en octobre 1917, fournit un prétexte de choix à la bourgeoisie brésilienne pour tenter d'étouffer le mouvement ouvrier. Mais ce ne sera pas suffisant. Pendant près de quatre ans, le prolétariat brésilien ne désarmera pas. Et c'est à cet épisode oublié que nous consacrerons une grande partie de ce double numéro, mais pas la totalité, car « 14-18 » constitue vraiment un moment clef de l'histoire contemporaine, marquant le début de la suprématie mondiale des États-Unis et, par conséquent, l'éclipse relative de l'Europe, ébranlée jusque dans ses colonies, qui rêvent déjà d'indépendance.

Au Brésil, la guerre favorise l'industrie locale et entérine la pénétration du marché par le nouveau parrain nord-américain. En somme, nous vivons tous en partie sur les « acquis » ou les décombres de la Première Guerre mondiale.

Un ancien engagé volontaire de 1914, un certain Céline, écrivit ceci : *« Je vous le dis, petits bonshommes, couillons de la vie, battus, rançonnés, transpirants de toujours, je vous préviens, quand les grands de ce monde se mettent à vous aimer, c'est qu'ils vont vous tourner en saucissons de bataille. C'est le signe... Il est infaillible. »*

La guerre est toujours un crime comme l'humanité, sauf quand les esclaves se battent pour leur liberté et non pour le bien-être de leurs maîtres respectifs. ■

AVERTISSEMENT – AVISO

Aux alentours de 1914, le socialiste Maurício Lacerda écrivait : « *Pour un* Mineiro, *un anarchiste doit ressembler à quelque chose comme une sorcière au Moyen Âge.* » Quatre-vingts ans plus tard, ceux qui pensent à un changement radical de société sont souvent considérés comme de doux utopistes, des attardés nostalgiques, voire pire... À l'heure où *Le Livre noir du communisme* est un best-seller, où Mai 68 est travesti en simple révolte estudiantine et où le choix ne se pose plus, si l'on ne veut pas faire le jeu du Front national, qu'entre le capitalisme d'État version Laguiller et le néolibéralisme jospino-balladurien, ne pas jouer dans la cour des révisionnistes de tout poil, ça 'le fait pas... Mais comme, disait Jaurès, « *c'est en se jetant dans la mer que les fleuves sont les plus fidèles à eux-mêmes* », nous tenons à mettre les poin(g)ts sur les « i ». Dans ce double numéro, il sera beaucoup question de sociaux-démocrates et dans le cas du Brésil du rapprochement entre les anarchistes et les partisans de la Révolution russe...

Jusqu'au parjure de 1914, les PS de la IIe Internationale, bien que sur la pente douce du réformisme, demeurent très respectables. Liebknecht, Mehring ou des écrivains comme Jack London ou William Morris sont d'un autre calibre que Martine Aubry ou Jacques Attali. Quant aux anarchistes ci-après présentés, ils sont assez éloignés des poseurs de bombes ou de ceux qui aujourd'hui se fourvoient avec AC ! ou SUD. Ce sont des anarcho-syndicalistes ou des anarchistes-communistes, qui, selon Louis Lecoin, « *n'ont pas de grands rapports avec ceux qui se réclament de l'anarchie pour* "vivre leur vie tout de suite", "faire leur révolution dans le présent" *en pratiquant ce qu'ils dénomment la* "reprise individuelle" ». Mieux, ils figurent parmi les premiers à rendre hommage à la Révolution russe. Organe de la CNT de Catalogne, *Tierra y Libertad* salue par exemple les bolcheviks comme « *leurs frères en idées et en révolution* ». Il est à cela plusieurs raisons. Dans *L'État et la Révolution*, paru en 1918, Lénine écrit : « *Nous ne sommes pas le moins du monde en désaccord avec les anarchistes quant à l'abolition de l'État en tant que* but. » Tranchant avec le parlementarisme et la frilosité de certains socialistes, les bolcheviks sont au départ vus par les libertaires comme des révolutionnaires bien trempés pour qui la révolution est au bout du fusil. Ce n'est donc pas fortuitement si se rallient à Lénine et Trotsky Andrés Nín, patron de la CNT espagnole, Victor Serge et tant d'autres. En Russie, c'est un anarchiste qui est envoyé par Lénine reconquérir la Sibérie. Intègrent même la terrible Tcheka les libertaires Alexandre Goldberg, Mikhaïl Brener, Timofei Samsonov. Halte-là ! avec les bolcheviks, surtout après le fameux *Livre noir*, nous marchons sur des œufs... Et pourtant l'honnêteté exige qu'on replace leur rôle dans la perspective du mouvement ouvrier. « *Leur lutte pour la paix, leur combat acharné contre la guerre – cette guerre monstrueuse qu'on fait mine d'ignorer –*, écrit Pierre Broué, *ont légitimé les bolcheviks de Lénine et donné à la révolution d'Octobre un éclat et un attrait incomparables.* » Il est incontestable que les bolcheviks furent d'authentiques révolutionnaires et d'intransigeants internationalistes à une époque où beaucoup ont trahi. En cela, ils n'ont rien à voir avec le stalinisme, contre-révolution bureaucratique débouchant sur un capitalisme d'État. Néanmoins, on ne peut passer sous silence les méthodes expéditives des dirigeants bolcheviques, pour qui, après Brest-Litovsk, dans un pays exsangue, il s'agit de tenir à tout prix jusqu'au déclenchement de la révolution en Allemagne. Pourtant la guerre civile ne peut tout justifier. Elle ne peut cautionner leur vision substitutionniste, qui veut que le parti se confonde avec la classe ouvrière et la dictature du prolétariat avec celle d'un parti qui se massifie et tolère de moins en moins les fractions. Après Octobre, les soviets sont rapidement vidés de leur substance, les libertés élémentaires, supprimées, les grèves ouvrières, durement réprimées (dès mars 1919, à l'usine Poutilov). Non, la guerre civile n'explique pas qu'on s'en prenne à des alliés sincères comme la socialiste-révolutionnaire Maria Spiridonova, les anarchistes Makhno et Voline, voire des communistes de gauche comme Miasnikov. Solidaire des bolcheviks tout en étant hostile à certaines de leurs façons de faire, Rosa Luxemburg écrivit : « *La révolution prolétarienne n'implique dans ses buts aucune terreur, elle hait et abhorre le meurtre. Elle n'a pas besoin de verser le sang, car elle ne s'attaque pas aux êtres humains mais aux institutions et aux choses.* » Les chemins de la liberté sont tortueux. ■

Dossier – Bourgeoisie et prolétariat brésiliens dans la Première Guerre mondiale

ONDE DE CHOC

QUAND le monde bascule dans la guerre en été 1914, à quoi ressemble le Brésil ?

C'est un pays peu peuplé (environ 18 millions d'habitants), faiblement industrialisé, mais qui a besoin de main-d'œuvre pour la culture du café (les trois quarts des 3,8 millions d'immigrants qui s'installent entre 1887 et 1930 le font avant 1914). Ce qui explique qu'en quarante ans, São Paulo (600 000 hab.) a vu sa population multipliée par quatre. Rio de Janeiro, la capitale fédérale, compte le double d'habitants, Salvador est la troisième ville du pays et Belo Horizonte vient de fêter son 17e anniversaire.

D'un point de vue politique, le Brésil est une jeune république, issue du coup d'État militaire de novembre 1889 qui a renversé par la vieille monarchie de Dom Pedro II. Voilà pourquoi ce nouveau régime, vaguement d'inspiration positiviste, est regardé avec méfiance par Londres, permettant à Washington d'avancer ses pions. Mais au Brésil, république ne signifie pas démocratie, fût-elle bourgeoise. Ne votent – comme dans la plupart des pays – que les hommes mais de plus de 21 ans et sachant lire et écrire. Ainsi sont exclus de la farce électorale 80 % de la population. Qui plus est, le vote n'étant pas secret, comme au temps de l'Empire, ce sont moins de 6 % des Brésiliens qui, avant 1930, se rendent aux urnes.

Encore dans son enfance, cette république a déjà connu une noria de crises violentes comme la guerre civile au Rio Grande do Sul (1893-95), différents soulèvements militaires, la révolte des messianistes de Canudos *[voir* Maîra *oct.-nov. 97]*, celle des millénaristes du Contestado entre 1912 et 1916 *[voir* Maîra *janv.-fév. 93]*, qui fera 20 000 morts. Tout cela n'empêche pas le régime politique de trouver sa vitesse de croisière sous la présidence du *Paulista* Manuel Campos Sales, instigateur de l'inique mais efficace politique des gouverneurs. Ce noble représentant de l'oligarchie caféière s'est inspiré du modèle du général argentin Roca. *« Chez le voisin du Sud,* explique l'historienne Armelle Enders, *les gouverneurs des 14 provinces de la République cooptent le futur président avant de le soumettre aux suffrages des électeurs. »* Ainsi, au Brésil, le président, non rééligible, est-il le patron absolu pour quatre ans. *« En échange de son élection et du soutien à sa politique,* poursuit Armelle Enders, *le président de la République assure de son appui les situations au pouvoir dans les États. Les candidats d'opposition n'ont que peu de chances de faire leur entrée au Congrès. En admettant qu'ils parviennent à se faire élire, leur victoire est immédiatement invalidée par la "commission de vérification des pouvoirs", souveraine en matière de justice électorale. »*

Si, par exemple, le Brésil a procédé à la séparation de l'Église et de l'État quelque quinze ans avant la France, il ne connaît pas de partis au rayonnement national. Au Congrès, on siège non par formation, mais par État. Les gouverneurs qui décident de la vie politique sont ceux de São Paulo, du Minas Gerais, de Bahia, du Rio Grande do Sul, du Pernambuco et de Rio. Il est convenu que le président de la République sera tour à tour *paulista* et *mineiro* et son vice-président issu d'un État du *Nordeste*. (Entre 1889 et 1930, c'est le cas 8 fois sur 13.) Et quand le droit résiste, la poudre parle. Le président Hermes da Fonseca fait bombarder, en janvier 1912, la ville de Salvador par les forces fédérales pour permettre à un de ses fidèles de devenir gouverneur de Bahia. Lorsque, par exemple, le sénateur *gaúcho* Pinheiro Machado, aidé du redoutable Bahianais Rui Barbosa, montre des velléités présidentielles, il trouve la mort, le 8 septembre 1915, dans des conditions mystérieuses.

La vie politique est tout aussi tumultueuse au niveau des municipalités, livrées, selon l'expression d'Armelle Enders, au *« bon plaisir des* coronéis *»*. Les fameux *coronéis !* Ces officiers d'opérette investis du grade de colonel par la fantoche Garde nationale. Tout-

puissants, ils n'hésitent pas à renverser un gouverneur trop réformateur, comme c'est le cas en mars 1914 avec Franco Rabelo, déposé par une marche de *coronéis* bénie par l'ineffable *Padre* Cícero, de Juazeiro.

¶

Que j'aime ta couleur, café. Pays de la périphérie du capitalisme, le Brésil vit et croît grâce à sa balance commerciale. Mais nuançons : la part du volume du commerce brésilien en 1914 est inférieure à 1 % des échanges mondiaux.

Son principal produit d'exportation, on le sait, est le café, dont il assure les deux tiers de la production mondiale. Pourtant, Rio n'en contrôle pas les taux, fluctuants, qui se négocient dans les Bourses de Londres, Liverpool et New York. Entre 1889 et 1930, le café est, à lui seul, responsable d'au moins la moitié de la valeur des exportations. Ce produit qui a su conquérir le monde entier a connu sa première crise en 1895-96. Trois ans plus tard, Rio, malgré l'opposition présidentielle du départ, et le lobbying de São Paulo, qui, alors, assure environ 70 % de la production nationale, prend la décision de stocker le café (afin d'en augmenter le prix) et celle de taxer lourdement quiconque installerait de nouvelles plantations. Après avoir frôlé derechef la surproduction en 1906, les dirigeants des trois États les plus riches de la Fédération se réunissent avec le président Afonso Pena et déclarent par l'accord de Taubaté le café cause nationale. Ce qui sous-entend le contrôle des prix (obtenu par le stockage) et la lutte à l'échelle internationale contre les différents ersatz, qui notamment feront fureur dans les tranchées européennes... *« Le financement du programme*, explique Armelle Enders, *est assuré par une taxe de 3 F par sac exporté et surtout par un emprunt de 15 millions de livres sterling que l'État de São Paulo est chargé de contracter. »* Et comme les Rothschild, grands bailleurs de fonds du Brésil depuis l'indépendance, ont du mal à bourse délier, Rio fait appel à des banques allemandes, françaises et nord-américaines. Ce dirigisme d'État, à l'heure où les économies européennes se montrent agressives, ne manque pas d'être critiqué, notamment par Clemenceau, futur « Père la Victoire », qui de passage au Brésil en 1910 qualifie la première valorisation du café d'*« opération de socialisme d'État à outrance qui est en voie de réussir contre l'attente des économistes et* [qu'il] *ne conseillerait pas de recommencer légèrement »*.

Le Brésil de l'exportation n'est pas gagnant sur tous les fronts. Alors que la demande internationale en caoutchouc s'envole grâce à l'essor de l'industrie automobile, il a perdu le monopole du latex au profit des Anglais. Après avoir soudoyé des fonctionnaires du port de Belém, un espion de sa Très Gracieuse Majesté a dérobé des plants d'hévéas. Bientôt les Britanniques développent de vastes et rationnelles exploitations en Malaisie, ridiculisant la production artisanale brésilienne. Un autre produit d'exportation subit quelques revers : le cacao, venu du Sud bahianais, et qui résiste difficilement à ses concurrents de São Tomé ou du Ghana.

¶

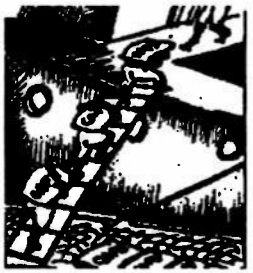
Rule Britannia. Si les Brésiliens sont si doués en football, c'est notamment parce que, pendant plus d'un siècle, les rubiconds Anglais ont entretenu des liens durables dans ce pays puisqu'ils en étaient les patrons économiques. À l'aube de la Première Guerre mondiale, ils dominent les voies ferrées, la navigation, l'exploitation de l'or, celle du fer (avec les Belges), dirigent l'économie sucrière du Pernambuco, contrôlent, associés avec les Canadiens, 98% de l'énergie électrique. Mieux, selon l'expression du journaliste Max Leclerc, *« les Anglais sont les maîtres financiers du marché de Rio »*. Comme on peut s'y attendre, l'Angleterre achète peu au Brésil (les exportations vers Albion ne représentent que 5 % du total), ce qui aggrave encore sa dépendance financière. Car s'il s'en tire en surface grâce à sa balance commerciale, quasiment toujours excédentaire, en revanche, sa balance finale des paiements ne l'est jamais, loin s'en faut. Pendant les quarante

Au tournant du siècle, les États-Unis deviennent le premier client du Brésil avec 60 % des exportations, contre 10 % pour l'Allemagne du Kaiser, 5 % pour l'Angleterre, 6 % pour la vieillissante Autriche-Hongrie, 1,5 % pour l'Italie et seulement 3 % pour la France.

ans que dure la Ire République, le Brésil contracte 27 emprunts à l'étranger et voir sa dette publique extérieure croître de 236,1 millions de livres sterling. *« À la fin de la Première République*, écrit Armelle Enders, *le revenu des douanes de l'Union sert de garantie aux emprunts de consolidation de 1898 et de 1914 émis à Londres. Les chemins de fer fédéraux sont hypothéqués, comme le sont les travaux des ports de Rio et de Recife et l'impôt de consommation et de timbre.* » L'État brésilien ne tire ses revenus que des fortes taxes sur les importations, la circulation des bateaux étrangers, les postes et les télégraphes fédéraux, ce qui représente à la fin de la Première Guerre environ un tiers du total des rentrées financières de l'*União*. Les taxes comptent parmi les plus élevées du monde. Autrement dit le coût de la vie est exorbitant pour les plus modestes, qui par ailleurs sont lésés par le miniboom économique de 1910-13, au cours duquel la bourgeoisie s'enrichit tandis que les prix s'envolent.

Industrialisation et américanisation. Tous les articles manufacturés viennent d'Europe, y compris les cercueils. Les chaussures s'appellent Bostock, le beurre, Pelletier, le thé, Lipton... La très modeste industrie brésilienne couvre péniblement 5 % des nécessités nationales. Ce qui n'est pas le cas du textile, qui subvient à la moitié de la demande. (Présents dans le Sud du pays, les Allemands ne sont pas inactifs dans la vie industrielle : Hermann Hering dirige les principales usines textiles de Blumenau, au Santa Catarina. Les Allemands possèdent, en 1918, 14 des plus importantes branches textiles du Brésil. Beaucoup échapperont à la confiscation de leurs entreprises à la déclaration de guerre en s'associant à des Brésiliens.)

Quand la Première Guerre mondiale éclate et que les *U-Boote* interrompent partiellement les échanges avec les partenaires économiques traditionnels, le constat est sévère comme l'écrit l'historien José Maria Belo : *« La guerre de 1914 confirme l'infériorité des nations qui dépendent de l'étranger pour les choses essentielles de la vie. Elle démontre, d'autre part, que nous sommes alors capables d'improviser des industries diverses.* » Du fait de la perturbation des importations, le solde de la balance de paiements devient favorable, des capitaux se libèrent pour l'industrie, tandis que les salaires sont en moyenne amputés de 15 %. Ainsi, entre 1915 et 1919 surgissent 5 940 entreprises industrielles, soit presque autant qu'entre 1890 et 1914 (6 946). Et ce grâce à l'Angleterre, qui a investi 1,1 milliard de dollars (de l'époque), soit un peu plus que l'ensemble des autres pays européens. En 1920, le Brésil compte 13 569 firmes et surtout une classe ouvrière forte de 293 673 personnes, chiffre non négligeable pour un pays de moins de 20 millions d'habitants. La guerre aggrave la situation déjà précaire du prolétariat. Le sucre est vendu deux fois plus cher au Brésil qu'il ne l'est à l'exportation. Il en va de même pour la



viande, dont un des grands exportateurs n'est autre qu'Antônio Prado. Matarazzo, le Rockefeller italien, détient le quasi-monople du haricot. Entre 1911 et 1918, le capital des *Indústrias Reunidas Francisco Matarazzo S.A.* est multiplié par dix. L'ambassadeur de France, Paul Claudel (le même !), à travers la *Prado, Chaves & Cia.* achète pour la France une grande partie de la récolte *paulista*. L'Italie rafle presque toute la farine produite à São Paulo, tandis que les États-Unis, qui investissent au Brésil durant la guerre seulement 50 millions de dollars, consolident leurs intérêts en devenant les principaux exportateurs des produits alimentaires brésiliens à destination des pays alliés. Subrepticement, Washington, qui était déjà le premier partenaire commercial du Brésil, se transforme naturellement, à l'ère du capitalisme financier triomphant, en nouveau banquier d'un pays condamné à l'endettement. Quand le président Epitácio Pessoa, de retour de la conférence de Versailles, arrive en baie de Rio, c'est à bord d'un croiseur de guerre *US*. Entretemps, il avait demandé un emprunt à Wall Street et non plus à la City. ■

Léon MONTENEGRO

LA GUERRE DES MISSIONS

Si la guerre est, selon le mot célèbre de Clausewitz, *«la continuation de la politique par d'autres moyens»*, les rapports militaires entre États préparent également le terrain au commerce. Quinze ans avant la Première Guerre mondiale, la lutte que se livrent les états-majors français et allemand pour le « parrainage » de l'armée de terre brésilienne camoufle mal leurs rivalités dans la conquête du pourtant modeste marché brésilien, dont les rênes financières sont fermement tenues par l'Angleterre. Et bien que Paris sorte vainqueur de ce duel fait d'intox médiatique et d'alliances internationales sans que toutefois Rio de Janeiro soit capable d'envoyer une force expéditionnaire sur le front français, ce sont les États-Unis qui tirent leur épingle du jeu et accessoirement les forces armées brésiliennes, professionnalisées, modernisées, mais toujours germanophiles...

Lancée au début du XXe siècle, l'idée de Paris d'envoyer des missions dans l'armée de terre brésilienne *(Exército)* va mettre vingt ans à se concrétiser. Il faut dire que, condescendent, l'état-major français n'y met pas toujours du sien. De Rio, en octobre 1901, M. Bizel écrit au ministre de la Guerre: *« En fait, l'armée brésilienne se compose des pires sujets, ramassés dans des rafles, dont les moindres défauts sont la paresse et l'ivrognerie. On peut donc présumer facilement de l'état de discipline de pareilles troupes. »* Neuf ans plus tard, le rapport de M. Lacombe, rédigé à Petrópolis, ne dit pas autre chose: *« L'armée brésilienne est surtout composée de vagabonds, Nègres ou mulâtres pour la plupart, envoyés dans les régiments généralement après arrestation. Il n'est guère de spectacle plus divertissant que de les voir défiler dans les avenues de Rio, peu soucieux de l'ensemble de leurs mouvements, accompagnés de pelotons de cyclistes et d'automobiles militaires qu'il serait bien difficile de faire sortir de la capitale, toute espèce de route qui leur soit praticable faisant défaut. »* D'une manière générale, comme le souligne Fanneau de La Horie, célèbre attaché militaire durant la Première Guerre, *« beaucoup d'officiers brésiliens ont une instruction assez étendue, sinon profonde et sur laquelle se greffe une instruction militaire souvent purement livresque »*. Néanmoins, si l'armée de terre brésilienne rassemble une soldatesque d'opérette qui, comme l'écrit Manuel Domingos Neto, *« réclame des uniformes chamarrés et s'affuble de titres ronflants »*, elle dispose d'un *« armement presque satisfaisant »* (fusils Comblain, canons Krupp, mitrailleuses Nordensfelt, différentes armes de la maison Remington). Voire de troupes d'élite à Rio, la capitale, ainsi que dans le Sud, frontière argentine oblige. On l'aura compris, pour les Français, le gros défaut de l'armée de terre brésilienne, c'est principalement d'être équipée de matériel allemand. Ce qui n'est pas le cas de la très conservatrice marine, cornaquée par l'Angleterre. Dans un rapport ultra-confidentiel, M. Lacombe écrit à ses supérieurs en 1910: *« De tous les amiraux et capitaines de vaisseaux brésiliens – et ils sont prodigieusement nombreux – bien peu ont commandé à la mer. Quelques-uns ont fait campagne jusqu'au Pará ou au Rio Grande do Sul, et il en est un, non des moindres, qui a commandé deux fois pendant quinze jours, et mis chaque fois son navire à la côte. »* De l'ancienne école, les amiraux sont dans l'ensemble hostiles aux missions étrangères, qui remettraient en cause leur compétence et leur amour-propre. Lequel est grand, puisque, comme l'explique Manuel Domingos Neto, *« les écoles de préparation d'officiers privilégient fortement les fils des militaires, ce qui n'a certainement pas peu contribué à la formation du sentiment de caste »*.

Pour mieux évaluer le contexte dans lequel évoluent les attachés militaires français, il n'est sans doute pas inopportun d'opérer un rapide survol de l'histoire de l'armée brésilienne.

Archaïsmes. Conquise en 1822, l'indépendance n'a guère de conséquences sur la composition ni l'organisation de l'armée, pas plus d'ailleurs que la Constitution de 1824, qui

consacre les formations militaires (*milícias* et *ordonanças*) datant de l'époque coloniale et subordonnées à l'autorité locale. En 1830, un décret, qui restera en vigueur des décennies entières (!), organise notamment la distribution de l'armée sur le territoire national. Plus prestigieuse que l'armée car recrutant sur la base serrée du revenu individuel, la *Guarda Nacional* est créée en 1831 pour lutter contre l'ennemi intérieur. Voilà qui explique que, trente-quatre ans plus tard, à l'aube de la guerre contre le Paraguay, l'armée, composée d'« involontaires » plébéiens, ne compte que 18 000 hommes mal équipés. En 1870, au terme d'un conflit qui a anéanti la quasi-totalité de la population masculine de la République des Guaranis, elle en dispose de plus de 100 000 ! Enivré par des victoires aussi laborieuses que sanglantes, l'*Exército* réclame un rôle politique de premier ordre et ébranle quelque peu l'autorité de l'empereur, avant de prendre langue avec les milieux républicains. Admiratrice de la puissance montante prussienne, qui a mis à genoux la France, l'armée de terre adopte le canon Krupp dès 1872. Mais c'est assez pacifiquement qu'en 1889 elle détrône l'empereur par le truchement du maréchal Deodoro da Fonseca, rapidement poussé vers la sortie par un autre maréchal, Floriano Peixoto. Comme l'affirment certains historiens, la République naît d'une alliance entre l'oligarchie caféière et l'armée de terre. Laquelle demeure une force bien modeste militairement parlant puisqu'un rapport français de l'époque affirme que « *toute l'armée brésilienne ne tiendrait pas trois heures devant quinze cents hommes de troupes européennes* ».

En 1893, le territoire national est divisé en sept districts militaires depuis deux ans quand éclate, au Rio Grande do Sul, la « révolution fédéraliste ». Sont alors votés de nouveaux crédits affectés, entre autres choses, à la marine, dont une partie, encore monarchiste, a appuyé les rebelles du Sud. Or, Londres, méfiant à l'égard de la jeune République, se laisse souffler le marché par les États-Unis, qui font une percée remarquée en emportant plusieurs commandes de navires en 1894 et 1895. Cette dernière année marque l'adoption par l'*Exército* du fusil Mauser, preuve de l'éclectisme de Rio.

Réformes et missions. En 1902, le monopole allemand en matière d'armement est percé par la France, fournisseur de pièces d'artillerie pour la défense du port de Santos. Mais il ne s'agit que d'une péripétie puisque, en 1904, Krupp rafle le créneau de l'artillerie de campagne à tir rapide, comme nous le précise l'historien Manuel Domingos Neto. Dès l'année suivante, les Français commencent à négocier l'envoi d'une mission à São Paulo, cœur de l'oligarchie caféière. Et c'est précisément en 1905 qu'est restructurée et professionnalisée l'École militaire. Jusqu'à présent, les officiers brésiliens ressemblaient plus à des sorbonnards qu'à des saint-cyriens. 1905 marque, partant,

la naissance d'une nouvelle génération d'officiers plus en prise avec son époque. Une génération qui ne considère pas l'armée comme une voie de garage ni les troupes qu'elle est appelée à commander comme la lie de la société.

Grâce au lobby profrançais, une mission débarque à São Paulo en 1906 pour en réorganiser la police. D'emblée, son commandant, Balagny, se rend franchement impopulaire, comme le montrera une lettre du général Castelnan, de novembre 1911 : « *Dès ses débuts, Balagny a fait preuve d'une très grande maladresse vis-à-vis des Brésiliens. Grossier avec les soldats et surtout avec les officiers, il a rapidement été détesté et même haï. C'est sa façon d'agir qui a provoqué, semble-t-il, l'assassinat du lieutenant Negrel, tué dans la cour du quartier* [par un sergent de police] *le 11 juin 1906.* » Antidreyfusard, Balagny se met à dos un certain nombre hommes d'affaires de confession juive qu'ils soient *paulistas* ou français, même si, en mercenaire de luxe et adepte des dessus-de-table, il sert sans faiblir la cause des barons du café. Disposant, grâce à cette mission, de 7 000 hommes parfaitement entraînés, São Paulo représente une menace potentielle pour Rio. En 1918, l'état-major tricolore avouera avoir été tenté d'« *aider le gouvernement de Saint-Paul à prendre un jour le pouvoir* [pour] *supprimer la géronto-*

cratie qui fait perdre au Brésil des années de progrès ». Mais revenons dix ans plus tôt...

Le lobby français. Le maréchal Hermes da Fonseca fait de 1908 une année décisive, marquée par la loi du service militaire, réduit à deux ans, par la répartition des ressources disponibles en cas de mobilisation et, surtout, par la naissance d'une industrie d'armement. Est décidée la mise en fonctionnement d'une fabrique de poudre sans fumée à Piquete, d'une cartoucherie à Realengo, d'une fabrique de projectiles de plusieurs calibres pour l'arsenal de Rio de Janeiro. Manuel Domingos Neto ajoute qu'une *« impulsion est donnée au programme des chemins de fer pour les lignes qui présentent un intérêt stratégique »*. Cette même année, le général Moraes se rend en visite officielle en France, qui vient d'envoyer une mission vétérinaire au Brésil auprès de la cavalerie. Progressivement, la position des Allemands a cessé d'être hégémonique.

Tandis que l'Angleterre parraine la réforme de l'École navale (1910-11) et que des dizaines d'officiers de l'*Exército* continuent d'aller se perfectionner en Allemagne, le Congrès aborde l'éventualité d'une mission étrangère dans l'armée fédérale. Celle-ci semble acquise aux Allemands, qui disposent de relais médiatiques comme le *Jornal do Comércio*, lequel commente avec force éloges la visite en dirigeable, au-dessus de la baie de Guanabara, du général von der Goltz, en 1910. Berlin jouit de l'indéfectible amitié du fameux baron du Rio Branco, alors ministre des Affaires étrangères. Mais les Français n'ont pas dit leur dernier mot. Ils peuvent se prévaloir de l'amitié du maréchal Hermes da Fonseca, fraîchement élu président de la République. Sont également acquis à leur cause le ministre Pandiá Calógeras, le très corruptible sénateur Antônio Azeredo, le major Villeroy, ingénieur militaire, les lieutenants Guimarães (proche parent d'Hermes da Fonseca). Sans oublier Clementino de Carvalho, journaliste militaire et responsable du suivi du matériel français, ainsi que le capitaine Fleury de Barros, organisateur du voyage présidentiel à Paris. Et *last but not least* le légendaire Santos-Dumont, d'origine française. Qui plus est, Paris bénéficie d'une situation internationale favorable... Sans être une puissance industrielle comme l'Allemagne, la France n'en est pas moins alors une *« monarchie financière »*, pour reprendre la formule de Lysis, auteur à succès de *Contre l'oligarchie financière en France*, dont la cinquième édition paraît en 1908. *« Les Français*, écrit-il, *sont les usuriers de l'Europe. »* Non sans objectivité, même s'il est flatté et appointé par Paris, le sénateur Azeredo affirme que le Brésil a absolument besoin de l'argent français pour son développement. Compte tenu de l'exacerbation des sentiments antiallemands chez les Français, il est persuadé que si Rio reçoit une mission allemande, Paris éconduira quelque demande d'emprunt. Arguant de la latinité commune aux deux peuples, brésilien et français, Azeredo fait encore quelques fines observations : *« La parfaite tenue de la Bourse et de l'opinion publique en France, l'affolement de la Bourse et de l'opinion publique en Allemagne, pendant la tension marocaine, montrent que les peuples sentent au fond que la force est plutôt du côté franco-anglais que du côté allemand. »* En outre, les officiels brésiliens ne sont pas sans craindre que *« le moindre incident avec une* [hypothétique] *mission allemande lui serait un prétexte pour prendre un point d'appui dans les États du Sud »*, à fortes colonies germanophones.

Accompagné du capitaine d'artillerie Salats, attaché militaire à Rio et père de la future mission Gamelin de 1919, le maréchal-président Hermes da Fonseca revient de France avec la décision de mettre un terme aux stages militaires en Allemagne. La relative réussite de la mission française à São Paulo y est pour beaucoup, d'autant qu'à l'horizon de 1912 la crainte d'une intervention de l'armée fédérale contre São Paulo s'efface avec la disparition de l'opposition dans cet État. Ainsi quand Hermes quitte le pouvoir en 1914, le français Schneider tente déjà de tailler des croupières à l'allemand Krupp. *Ipso facto*, la guerre déclarée, l'Allemagne est mise hors jeu.

Pourtant devant l'envolée technologie consécutive au conflit armé, le Brésil, à l'instar d'autres pays de la périphérie, doit s'équiper au plus vite. Et il s'équipe français, en achetant, par exemple, des canons 75.

Mais relativisons, l'hégémonie française va faire long feu devant les industries belliqueuses anglo-saxonnes... Avant d'aller plus avant, voyons quelles sont les motivations profondes de la « patrie des droits de l'homme ».

L'État à l'avant-garde de l'économie. À l'heure où des plumitifs stipendiés nous font croire que les grands États nationaux sont en perte de vitesse face au méchant marché sans frontières, il n'est pas convenable d'écrire que l'État oriente l'économie avec le crédit, que l'Amérique pseudo-libérale de Clinton vole au secours de Boeing au moindre battement d'aile d'Airbus, que l'École de guerre économique veille sous nos cieux à l'intouchabilité de « nos » entreprises. Allons-nous être blâmés par le *Monde diplo* ou *Charlie-Hebdo* si nous affirmons que les militaires français présents dans les années 10 au Brésil agissent davantage comme des propagandistes et des agents commerciaux que comme des hommes de guerre ? En « 14-18 », le Brésil n'est pas un pays stratégiquement important, bien que l'Entente craigne de voir l'Atlantique-Sud devenir une base de manœuvre pour les sous-marins allemands. Paris considère à juste titre que les liens tissés entre les instructeurs « boches » et les stagiaires brésiliens servent *« à merveille l'industrie allemande »*. Par conséquent, les officiers français ne se gênent pas pour traiter des affaires extramilitaires. On les voit s'intéresser, comment l'affirme Manuel Domingos Neto, *« à la renommée commerciale des monopoles français, à la balance commerciale entre les deux pays, etc. »*. Fanneau de La Horie ose écrire : *« Si je me permets d'attirer l'attention sur cette question commerciale (la vente d'armes), c'est que je la considère ici comme un instrument de propagande de premier ordre de pénétration. »* Pour la France, le Brésil, et plus largement l'Amérique latine, représente un importateur non négligeable de produits industriels et surtout un exportateur de matières premières encore moins négligeable, compte tenu de la voracité des industries hexagonales. En dotant la défense côtière d'un matériel moderne, la France, qui détrône Krupp, pense ouvrir des fabriques d'armement dans ce pays où, selon les mots de La Horie, *« on trouve chaque jour de nouvelles ressources métallurgiques »*. Par ailleurs, Paris voudrait faire du *« plus grand pays d'Amérique du Sud »* une vitrine pour son commerce. Se prévalant du prestige de la culture française, diplomates et militaires disposent assez facilement de la presse locale, notamment d'*O Comércio* (de Rio) et d'*O Estado de São Paulo*. (Le ministère de la Guerre songe un temps créer une revue au Brésil pour le rayonnement de la France.) Comme le résume Manuel Domingos Neto, *« l'influence militaire a fait partie d'un ensemble d'objectifs tactiques que l'on doit situer dans les démêlés pour obtenir le marché d'un pays arriéré et dépendant »*.

Un triomphe de courte durée. En 1915 débute une série de réformes de l'armée de terre – en janvier 1918 la *Guarda Nacional* est dissoute –, qui prépare le terrain à la mission française, dont l'idée fait son chemin grâce en partie à un civil francophile nommé ministre de la Guerre, Pandiá Calógeras, et surtout à une opinion publique germanophobe. Le 25 octobre 1917, six mois et vingt et un jours après les États-Unis, le Brésil entre en guerre sous la pression de ce nouveau suzerain. *« La participation directe de Brésiliens dans le conflit,* explique Manuel Domingos Neto, *se fait simplement par l'envoi d'une équipe hospitalière de campagne, obtenue d'ailleurs par insistance du gouvernement français, pour servir ses troupes au front. »*

Selon le même auteur, la France remporte quelques batailles, les officiers tricolores ayant su *« multiplier les contacts lors de l'étude des défenses côtières, de la production d'armement, et surtout à travers la mission militaire de vétérinaires, la mission de São Paulo et celle de l'aviation »*. Bénéficiant de l'aura de Santos-Dumont, *« ami sincère qui connaît son pays et ses mirages »* (*dixit* La Horie), la France a conquis le monopole de l'enseignement de l'aviation militaire et de la fourniture de matériel. Par le truchement de ses officiers, elle tente de se

frayer une place dans la balbutiante aviation civile. Pourtant, l'intendance ne suit pas. L'attaché militaire à Rio enjoint Paris à faire pression sur la Mission brésilienne en France, dirigée par le général Ache, et à demander aux industriels français d'être plus *« énergiques »*. *« J'ai lieu de supposer,* écrit Fanneau de La Horie, en juillet 1918, *que nous sommes actuellement dans l'impossibilité de fournir le Brésil en équipements, armements, moteurs, etc.* [...] *Je sais qu'Américains et Anglais font des propositions par l'intermédiaire de leurs maisons de commerce.»*

Quoi qu'il en soit, en 1919, le Brésil finit par accueillir en grande pompe la Mission française commandée par le jeune et prestigieux général Gamelin – il ne recevra une bonne trempe des Druzes qu'en 1925... La tâche de propagandiste multimédia incombe au capitaine Magny, organisateur de l'aviation militaire brésilienne. Encore une fois, l'intendance laisse à désirer : le consul de France à São Paulo déplore dans un rapport secret de juillet 1919 que les entreprises françaises d'aviation ne soient pas assez impliquées dans ce pays où *« l'aviation civile est appelée à un gros développement »*. Or, juillet 1919 voit précisément s'ouvrir l'École d'aviation de Campos dos Afonsos... (Notons que l'aviation militaire brésilienne, bientôt répartie entre l'armée de terre et la marine, demeurera d'obédience française et que le ministère de l'Aéronautique ne surgira qu'en 1941.)

Comme on pouvait s'y attendre, les Français essuient quelques déconvenues... de la part de leurs alliés cette fois. Le matériel nécessaire aux travaux d'installation de l'École d'aviation reste en souffrance pendant des semaines à la douane... On soupçonne de sabotage alors les États-Unis, qui remplacent les Allemands dans la fourniture de la cartoucherie de Realengo. *« Quant à l'Arsenal de Rio,* explique Manuel Domingos Neto, *ce sont les Américains également qui fournissent les équipements modernes qui, à partir de 1919, arrivent annuellement en grande quantité. »* C'est encore Washington qui soutient Rio contre la prétention de Paris à utiliser certains navires allemands saisis au large des côtes brésiliennes. En échange, le délégué Epitácio Pessoa soutiendra les émissaires de Wilson à la Conférence de Versailles... Mauvais camarades, les États-Unis livrent au Brésil du matériel d'artillerie cédé par la France et qui devait être utilisé sur le front, en Europe. Fanneau de La Horie, sans le nommer, montre l'Oncle Sam du doigt : *« Sans doute au point de vue moral bénéficions-nous au Brésil d'une situation privilégiée qui se maintiendra par notre influence intellectuelle grandissante, mais il ne faut pas nous illusionner : quand il s'agit d'affaires, malgré toute la sympathie dont nous jouissons, on songe de plus en plus à s'adresser à nos alliés (j'espère qu'il ne sera pas dit demain, à nos ennemis). »*

Quatre-vingts ans plus tard, force est de reconnaître que l'un des plus implacables rivaux des États-Unis, notamment au Proche-Orient et en Afrique, est la France.

En août 1942, pressé par les États-Unis, le Brésil participe à la deuxième Guerre mondiale et envoyant en Italie quelque 26 000 soldats. L'état-major a bien du mal à trouver des officiers qui ne soient pas d'obédience allemande. Autant dire que la Mission française de Gamelin n'a pas été une grande réussite. En revanche, après 1945, Washington va se charger de reprendre en main l'ensemble des forces armées brésiliennes et participe à la purge de leurs éléments progressistes au lendemain du coup d'État militaire d'avril 1964. ■

Bruno MEYER

Durant la guerre, la France aligne 1 150 avions, soit plus que l'Allemagne (764), l'Autriche-Hongrie (96) et l'Angleterre (166) réunies. En 1914, elle ne comptait que 134 pilotes avec brevet. Ils sont plus de 8 000 quatre ans plus tard.

Ah bon ? En 1914, le bon docteur Schweitzer est encore allemand • Albert Einstein est un des très rares scientifiques du *Reich* à se prononcer contre la guerre • José do Patrocínio Filho est emprisonné en Angleterre pour avoir eu quelques relations (de nature non précisée) avec l'espionne (à la petite semaine) Mata-Hari, fusillée le 16 octobre 1917.

Dans les trois articles qui suivent, nous allons nous poser quelques questions relatives aux causes profondes de la Première Guerre mondiale... la guerre est-elle ou non la continuation de l'impérialisme économique par d'autres moyens ? Les pacifistes de tous pays et les historiens allemands avaient-ils raison de disculper totalement l'Allemagne ? La guerre a-t-elle éclaté par hasard en 1914 ?

L O G I Q U E D E G U E R R E

Le lecteur habitué à parcourir nos colonnes ne sera guère surpris si à propos des causes de la guerre nous rejetons un certain nombre de sophismes du genre « la guerre est dans la nature humaine », si nous écartons les théories sur l'irrationalité de la guerre, la barbarie teutonne, voire sur les querelles de famille – Nicolas II, George V et Guillaume II étaient cousins !–, le retour de l'Alsace-Lorraine dans le giron de la mère-patrie, la malédiction de Sarajevo, où l'archiduc François-Ferdinand est assassiné, le 28 juin 1914, par un Serbe, ce qui déclenche, officiellement et par le ricochet du jeu des alliances, les hostilités. Etc., etc.

Avant de savoir *ce qui* a mis le feu aux poudres, essayons de voir *qui* a allumé la mèche... Là, l'Histoire paraît avoir tranché. En effet, l'article 231 du Traité de Versailles proclame la responsabilité de l'Allemagne et fonde le principe de réparations.

Évidemment une grande partie de l'historiographie allemande officielle va contester cette version qui affirme l'unilatérité des responsabilités, ouvrant involontairement ou non la voie du revanchisme puis du nazisme. Illustrent alors la théorie de la totale innocence de l'Allemagne des historiens comme Hans von Delbrück, F. Thimme, Erich Brandenburg, Hermann Oncken. (Ce qui n'empêche pas un Salomon Grumbach, auteur de *L'Allemagne annexionniste*, en 1917, ou un Richard Grelling et son *J'accuse* de 1915, de dénoncer, et en pleine guerre, l'impérialisme wilhelmien.)

De l'autre côté, bien des pacifistes ou des internationalistes français, fidèles au mot de Karl Liebknecht *(« l'ennemi est dans notre pays »*, 27 mai 1915), voient dans les pays de l'Entente les vrais fauteurs de guerre. C'est ce qu'établit la Société d'études documentaires et critiques de la guerre fondée en 1916. Cette association compte des personnalités venues d'horizons aussi différents que Mathias Morhardt, de la Ligue des droits de l'homme, l'économiste Charles Gide, Victor Basch, les syndicalistes-révolutionnaires Merrheim et Rosmer, le sénateur Accambray, le rollandiste Jacques Mesnil et le philosophe Alexandre. Pour eux, Poincaré-la-Guerre a abandonné le destin de la France entre les mains du gouvernement russe, *« le régime le plus corrompu du monde »*, qui s'est cru assez fort pour écraser l'héréditaire ennemi teuton. (Signalons en passant que la Russie tsariste, qui revient à la mode, est celle des millions de moujiks affamés, des juifs massacrés dans les pogroms, celle qui a envoyé mourir à la guerre 1 700 000 hommes ! Un détail...). En 1920, dans *Clarté*, revue pacifiste proche du mouvement communiste, l'anarchiste Gouttenoire de Toury tente de démontrer que Poincaré a été l'homme du comte Isvolsky contre Georges Louis, interprète des *« véritables intérêts de la France »*. Publiée en 1924, *La Victoire* d'Alfred Fabre-Luce s'efforce de prouver que l'Allemagne, malgré ses rodomontades diplomatiques, bluffait et ne serait jamais allée jusqu'au bout. Par conséquent, c'est la provocation russe qui est à l'origine de l'embrasement mondial. Auteur de *Comment fut provoquée la guerre de 1914 ?*, René Gérin affirme que l'Allemagne n'avait rien prémédité mais qu'elle ne réclamait que « sa sécurité ». L'appel lancé dans l'*Ère nouvelle* par le progressiste Victor Margueritte recueille 103 signatures de personnalités pour qui les aveux de l'Allemagne sur sa responsabilité ont été arrachés de force par les Alliés. D'une manière générale, ces auteurs aiment opposer Jaurès, assassiné sur l'autel de la paix, à Poincaré le va-t-en-guerre.

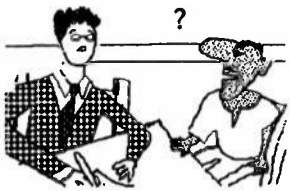
Pourtant « 14-18 » dépasse les querelles de personnes, dans la mesure où l'inéluctabilité de la guerre ne fait aucun doute si l'on regarde la situation économique et politique mondiale

depuis au moins la crise de 1905, l'affaire d'Agadir, en 1911, et les conflits balkaniques de 1912-13. À eux seuls, les différends frontaliers ou l'émergence des nationalismes ne sauraient justifier que 65 millions de soldats s'entretuent de Sarajevo à la Papouasie, du Tanganyika aux Dardanelles, que la guerre soit portée au cœur des pays les plus industrialisés, dont l'anéantissement total est visé.

« *N'est-on pas alors en droit de penser*, s'interroge le modéré Jacques Droz, *comme le faisait Lénine dès les années de guerre, qu'il est vain de rechercher les responsabilités de telle ou telle personnalité, plus ou moins malhabile ou malfaisante, mais que les hommes au pouvoir n'ont fait que continuer par le moyen de la guerre cette politique de rivalité économique dont les classes dirigeantes avaient pris depuis plusieurs années déjà la responsabilité ?* » Et même si Lénine n'a pas bonne presse ces derniers temps, jetons un coup d'œil sur les arguments de l'auteur de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, fin observateur de cette période, en dépit de la trop grande importance qu'il accorde aux questions coloniales. ■

Raoul TABILLE

– Ah bon ? Lénine écrivait aussi des livres ?
– Il n'a pas fait qu'inventer la Tcheka.



DÉTRUIRE L'ÉCONOMIE POUR RESTAURER SON POUVOIR

Si les origines profondes de la guerre ne sont pas à chercher du côté du personnel politique, on doit partant envisager les racines du mal dans la crise du développement du capitalisme pris dans son ensemble. Quand la guerre éclate, les économies les plus développées se distinguent par la concentration de la production au sein de monopoles (ou cartels), par la toute-puissance de la finance et par l'impérialisme colonial.

Mettant fin à l'ère de la libre concurrence, la crise économique de 1873 a poussé à la constitution des premiers cartels, aboutissant à une sélection des entreprises les plus performantes. Bientôt, au tournant du siècle (1900-1903), suite à une crise encore plus sérieuse, ceux-ci ont formé la base de la vie économique des pays les plus industrialisés. En Allemagne, par exemple, les cartels, qui comme partout ailleurs se répartissent les débouchés, fixent les prix, etc., parviennent à détenir les 7/10e de la production totale d'une branche d'industrie. Dans son *Impérialisme*, Lénine estime alors à 300 le nombre des capitalistes qui dirigent la très dynamique économie allemande. À la veille de la Première Guerre, près de la moitié de la production totale des États-Unis est due à un centième seulement de l'ensemble des entreprises, combinées pour la plupart. C'est la loi imparable du marché selon laquelle la libre concurrence débouche sur la concentration. Ainsi Th. Vogelstein peut-il écrire : « *De phénomène passager qu'ils étaient, les cartels deviennent une des bases de toute la vie économique.* [...] *Le grand essor de la fin du XIXe siècle et la crise de 1900-1903 se déroulent – tout au moins dans l'industrie minière et sidérurgique – pour la première fois entièrement sous le signe des cartels.* » En 1910, l'Autrichien Rudolf Hilferding, dans *Le Capital financier, la phase la plus récente du développement du capitalisme*, souligne la mainmise des monopoles sur les sources de matières premières, leur influence sur les politiques coloniales mais aussi leur soumission au capital financier.

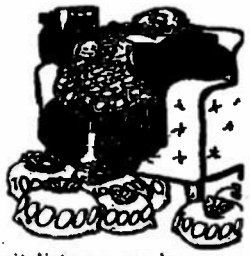
Concentration du capital financier. Naguère confinées au simple rôle d'intermédiaires dans les transactions, les banques assument subrepticement le gouvernement des entreprises, renforçant et accélérant la formation des monopoles. Elles-mêmes se concentrent. En 1908, neuf banques berlinoises contrôlent 83 % de l'ensemble du capital bancaire national. La Bourse et la bourgeoisie industrielle et commerciale sont subjuguées par les administrateurs de banques. En France, Lysis va jusqu'à affirmer que « *l'omnipotence de nos grandes banques est absolue : elles entraînent dans leur sillage le gouvernement, la presse* ». Lénine n'a plus

qu'à conclure : « *La suprématie du capital financier sur toutes les autres formes du capital signifie l'hégémonie du rentier et de l'oligarchie financière ; elle signifie une situation privilégiée pour un petit nombre d'États financièrement "puissants", par rapport à tous les autres.* »

Or en 1914, quatre pays sortent du lot : l'Angleterre et la France (riches en colonies) ; les États-Unis et l'Allemagne, « *dont le développement est plus rapide et le degré d'extension des monopoles capitalistes dans la production plus foudroyant* ». Principaux protagonistes de la guerre (si l'on excepte la Russie, l'Italie, et l'obsolète Autriche-Hongrie), ils possèdent à eux quatre, tenez-vous bien, 80 % du capital financier mondial !

Plutôt que des marchandises, on trouve davantage lucratif d'exporter du capital-argent, bienvenu dans les pays émergents, désireux de construire des chemins de fer, comme le Brésil. Grand créancier de ce dernier, la Grande-Bretagne a placé à l'étranger quelque 75 milliards de livres sterling en 1914, contre 22 à peine trente ans plus tôt. Environ 37 milliards sont investis alors par elle dans les Amériques, au Canada notamment. De son côté, la France préfère l'Europe, qui reçoit 23 milliards, contre 4 pour l'Amérique et 8 pour les autres continents. L'Allemagne, elle, place tous azimuts.

Conquête forcenée. On assiste, dans une période où les emprunts ne sont pas facilement garantis, à une véritable fuite en avant. La revue berlinoise *Die Bank* écrit : « *Et cependant, aucun des marchés financiers n'ose refuser les emprunts étrangers de crainte que le voisin* [...] *ne consente l'emprunt, en s'assurant ainsi services pour services. Dans les transactions internationales de cette sorte, le prêteur, en effet, obtient presque toujours quelque chose : un avantage lors de la conclusion d'un traité de commerce, une base houillère, la construction d'un port, une commande de canon.* » Se consolide le règne de la magouille, des arrangements extra. « *Rien de plus ordinaire,* constate Lénine, *que d'exiger, avant d'accorder un emprunt, qu'il soit affecté en partie à des achats de produits dans le pays prêteur, surtout à des commandes d'armements, de bateaux, etc.* » Le consul austro-hongrois à São Paulo confie avant guerre : « *La construction des chemins de fer brésiliens est réalisée principalement avec des capitaux français, belges, britanniques et allemands. Les pays intéressés s'assurent, au cours des opérations financières* [...] *des commandes de matériaux de construction.* » Lénine n'a pas tort d'écrire : « *Le capital financier jette ainsi ses filets au sens littéral du mot, pourrait-on dire, sur tous les pays du monde. Les banques qui se fondent dans les colonies et leurs succursales jouent en l'occurrence un rôle important. Les impérialistes allemands considèrent avec envie les "vieux" pays colonisateurs qui, à cet égard, ont assuré leur avenir de façon particulièrement "avantageuse" : en 1904, l'Angleterre avait 50 banques coloniales avec 2 279 succursales (en 1910, elle en avait 72 avec 5 449 succursales) ; la France en avait 20 avec 136 succursales* [...] *alors que l'Allemagne n'en avait "en tout et pour tout" que 13, avec 70 succursales.* » De leur côté, les États-Unis, puissance crypto-coloniale, principalement après la guerre contre l'Espagne, fidèles à la doctrine Monroe, s'inquiètent par exemple de voir que l'Angleterre et l'Allemagne bénéficient de 46 % de l'ensemble du commerce de l'Argentine, de l'Uruguay et du Brésil.



Le capitaliste vu par la presse prolétarienne brésilienne.

World Companies. D'une manière générale, on assiste à un partage du monde entre cartels, comme l'illustre notamment l'accord entre la marine marchande allemande, représentée par deux compagnies, et le trust dit de Morgan pour ne pas se concurrencer dans les transports entre l'Angleterre et les Amériques. Ainsi, que ce soit dans l'acier, le zinc ou le charbon, quatre ans avant le déclenchement de la guerre, une centaine de cartels dominent le monde.

Pour Vladimir Ilytch, « *parallèlement et conséquemment* » à cette redistribution « *s'établissent entre les groupements politiques, entre les États, des*

rapports fondés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la "lutte pour les territoires économiques"». Et là, l'Allemagne accuse un retard certain !

Le grand partage. On a peine, aujourd'hui, à imaginer qu'en 1876, neuf ans avant le découpage de l'Afrique à la Conférence de Berlin, seulement 10,8 % du continent noir était colonisé. En 1900, c'est 90,4 % de l'Afrique qui est occupée par une puissance européenne. Dans le même temps, 56,6 % de l'Asie est passée sous l'administration d'un État occidental, tandis que des nations indépendantes comme la Perse ou la Turquie deviennent de véritables protectorats commerciaux de l'Angleterre ou de l'Allemagne. Au terme de l'écrasement de la révolte des Boxers (1889-1901), la Chine est contrainte, le 7 septembre 1901, de signer un blanc-seing à la Grande-Bretagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Russie, les Pays-Bas, l'Espagne et les États-Unis, qui vont la piller en règle. Pour Lénine, la guerre hispano-américaine de 1898, qui voit l'annexion politique par l'Amérique de Th. Roosevelt, de Cuba, Porto-Rico, l'île de Guam, les Philippines, marque l'entrée dans l'ère impérialiste. « *Le groupe Rockefeller,* explique M. Debouzy, *était fortement représenté au gouvernement ce qui explique - rait peut-être une partie de la guerre hispano-américaine. Rockefeller en fut d'ailleurs un des bénéficiaires. C'est la National City Bank qui prit en main l'industrie sucrière cubaine.* » Au tournant de ce siècle, les États-Unis ont entamé leur longue marche vers l'Extrême-Orient...

Retour des colonies. Mais pourquoi cette précipitation à conquérir de nouveaux territoires surtout qu'en pleine période de libre concurrence (1840-73), les bourgeoisies européennes étaient hostiles au colonialisme ?

Lénine illustre ce changement de cap à travers une anecdote rapportée, en 1895, par le journaliste Stead, proche de Cecil Rhodes, roi de la finance, promoteur de la guerre contre les Boers et père de la Rhodésie : « *J'étais hier dans l'East End* [...] *à une réunion de sans-travail.* [...] *Ce n'était qu'un cri :* "Du pain ! Du pain !" *En rentrant chez moi, je me sentis encore plus convaincu qu'avant de l'impor - tance de l'impérialisme.* [...] *C'est la solution du problème social, à savoir : pour sauver les 40 millions d'habitants du Royaume-Uni d'une guerre civile meurtrière, nous* [...] *devons conquérir des terres nouvelles afin d'y installer l'excédent de notre population, d'y trouver de nouveaux débouchés pour les produits de nos fabriques et de nos mines.* » Entre 1865 et 1898, alors que le revenu national britannique double ou presque, son commerce avec l'étranger est multiplié par neuf !

Fin des territoires sans maître. Si les groupements monopolistes ont toujours davantage besoin de matières premières, d'où l'intérêt de coloniser des pays périphériques, où toute concurrence étrangère est éliminée, écouler la production sur des marchés où dominent des formes d'exploitation précapitaliste est une nécessité vitale. « *Si les capi - talistes se partagent le monde,* explique Lénine, *ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ; et ils le parta - gent "proportionnellement aux capitaux", "selon les forces de chacun", car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalis - me.* » Or, à l'aube de la Première Guerre, même en vendant à l'extérieur de son aire, le capitalisme ne trouve plus de débouchés suffisants. Cela ne signifie aucunement qu'en 1914, pas plus qu'aujourd'hui d'ailleurs, les besoins essentiels de l'immense majorité de l'humanité soient satisfaits. Le système produit trop par rapport aux marchés solvables. Et comme il n'y a plus de territoires sans maître, les propriétaires du monde n'ont d'autre option que de

Par rapport au Japon et à l'Allemagne, la France, dont la population et la superficie sont comparables à ces deux pays, administre trois fois plus de colonies que celles-ci et par son capital financier est moult fois plus prospère que ces deux puissances réunies !

s'entre-déchirer. Pour reprendre les termes d'Alexander Schwab, *« le capital restaure son pouvoir en détruisant l'économie »*. Le conflit mondial est imparable et invalide la thèse de Kautsky, un des pontes de la social-démocratie allemande. Pour cet éminent « marxiste », l'ultra-impérialisme en construction était censé établir l'équilibre entre les grandes puissances, voire garantir l'avènement pacifique et inéluctable du socialisme. Or, le capitalisme s'est inscrit désormais dans un cycle de guerres et de reconstructions...

« Contre le groupe franco-anglais, écrit Lénine en 1917, *s'est dressé un autre groupe capitaliste, le groupe allemand, encore plus rapace, encore plus doué pour le brigandage, qui est venu s'asseoir au banquet du festin capitaliste alors que toutes les places étaient déjà prises, apportant avec lui de nouveaux procédés de développement de la production capitaliste, une meilleure technique et une organisation incomparable dans les affaires... Ce groupe a apporté le principe de l'étatisation de la production capitaliste, de la fusion de ces forces gigantesques en un mécanisme unique où des dizaines de millions d'êtres rentrent dans le cadre d'une même organisation, celle du capitalisme d'État. »*

En 1913, les dépenses militaires planifiées par Berlin atteignent 4 % du revenu national, ce qui est inédit pour l'époque (mais on a fait mieux depuis...). La guerre peut enfin commencer... ■

R.T.

DROIT AUX BUTS

En 1961, L'historien F. Fischer publie un ouvrage assez détonant, *Griff nach der Weltmacht,* qui avance des arguments difficilement réfutables quant à la responsabilité de l'impérialisme wilhelmien dans le déclenchement de la guerre. Jacques Droz en retient que *« l'Allemagne était depuis longtemps décidée à provoquer cette guerre, et cela au moment choisi par elle. Il faut ici remonter au Conseil de guerre qui s'est tenu en présence de l'empereur le 8 décembre 1912, relaté par l'amiral Georg von Müller, au cours duquel Moltke et Tirpitz ont exposé des thèses divergentes : la guerre avait paru "inévitable", mais Tirpitz avait demandé qu'elle soit repoussée d'un an et demi, délai qui lui était indispensable pour aménager la base navale de Heligolard ; à quoi Moltke avait répondu que, pour ce qui était de l'armée de terre, le plus tôt était le mieux. Dès lors la date était fixée : la guerre devait éclater dans l'été 1914, ni plus tôt, ni plus tard. »*

L'État allemand s'emploie alors à préparer les esprits à l'issue belliqueuse en développant la doctrine dite de l'« encerclement » : la civilisation germanique est menacée de mort par le slavisme et ses hordes asiatiques ; à l'ouest bouillonne la France revancharde, que l'on devra se résoudre à attaquer... pour se défendre. (Le travestissement de la guerre offensive en guerre de défense permettra l'adhésion hypocrite de la majorité de social-démocratie allemande, la plus forte d'Europe, à la politique d'Union sacrée.) *« Dans ces conditions,* poursuit Jacques Droz, *Sarajevo n'a été que l'occasion saisie au vol pour mener une guerre qui n'était point déclenchée* "par crainte ou par désespoir", *mais dont le dessein était bien de* "régler leur compte" *à ceux qui pouvaient empêcher l'Allemagne de parvenir à l'hégémonie. Si l'on replace le comportement allemand pendant la crise de juillet 1914 au milieu de la politique impériale des dernières années de paix, on doit constater que l'Allemagne avait la ferme volonté d'assumer le conflit militaire considéré comme* "inévitable et prochain" *contre le colosse russe qui semblait toujours plus menaçant, et contre son créancier, la France, et cela à un moment où le sort des armes pouvait encore paraître favorable à l'Allemagne. »* Berlin n'a aucun doute : ce sera une *Blitzkrieg,* une guerre éclair...

En plein accord avec les milieux d'affaires, le chancelier Bethmann-Hollweg a, officieusement, fixé des objectifs ambitieux pour son pays, tels que la constitution d'une *Mitteleuropa,* où l'hégémonie économique allemande devrait s'exercer sur des États comme la France, les Pays-Bas, l'Autriche-Hongrie, le Danemark voisin et la Pologne, bien sûr. Quant à la Belgique, elle deviendrait rien de moins qu'un

État vassal appelé à céder Liège et Verviers, voire Anvers, ainsi qu'à accueillir des garnisons du *Reich*. De son côté, la France, non contente de signer un traité de commerce qui en ferait une colonie économique de l'Allemagne, serait soumise à de lourdes indemnités de guerre. Elle serait en outre contrainte d'abandonner la propriété et l'exploitation de ses gisements de minerai de fer lorrains (Briey et Longwy), de concéder le territoire de Belfort et de démanteler toutes ses fortifications de Dunkerque à Boulogne.

Berlin envisage également la création d'une *Mittelafrika*, dont le centre serait le Congo belge. (Rappelons que l'Allemagne possède cinq colonies africaines distantes entre elles géographiquement.) Toujours soucieux de ses frontières orientales, le *Reich* prévoit, selon les propres mots du ministre des Affaires étrangères Jagow en septembre 1915, de rejeter de la *« masse russe jusqu'à la ligne Mitau-Bug »* et de constituer une série d'États tampons entre lui et la Russie.

Comme on le sait, les choses ne se passeront pas ainsi pour Berlin. La guerre dure, certains éléments isolés offrent de part et d'autre des propositions de paix. *« Lorsque Painlevé, quoique ministre de la Guerre,* explique Jacques Droz, *envisage par l'intermédiaire de ses amis Szeps, d'origine autrichienne, de proposer aux Allemands une base de discussion (en mars 1917) qui comprendrait la restitution de l'Alsace-Lorraine, la restauration de la Belgique et de la Serbie, la création d'un nouvel État polonais, contre des compensations de très grande portée sur le domaine colonial et commercial, les Allemands rompent le contact, parce qu'ils sont certains de gagner la guerre sous-marine.* [Rappelons que la flotte allemande a été battue près des Malouines dès le 8 décembre 1914 !] *Ce qui frappe, c'est l'extraordinaire incohérence de la politique allemande des buts de guerre. Pris comme dans une souricière dans une guerre dont ils n'ont prévu ni le déroulement ni la durée, les Allemands frappent dans tous les sens, espérant obtenir sur un point ou sur un autre la désagrégation du front allié. »* L'état-major se lance dans une guerre sous-marine à outrance, le 31 janvier 1917, prétexte à l'entrée dans le conflit des États-Unis, le 6 avril, qui interviennent pour la première fois directement dans les affaires de la vieille Europe. (Enfin, John J. Pershing ne débarque avec son corps expéditionnaire qu'en juin 1918...)

En novembre 1918, la bourgeoisie allemande est contrainte par la révolution d'abréger une guerre qu'elle n'a pas vraiment perdue. De peur de voir le pays contaminé par l'onde *maximaliste*, le président Wilson se révèle, avec ses « 14 Points », particulièrement modéré envers une Allemagne que la France ne tient pas particulièrement à épargner comme le prouvera l'occupation de la Ruhr, décidée en janvier 1922.

Champions de la Liberté, les États-Unis entrent *accessoirement* en guerre pour garantir les crédits accumulés par leurs alliés de l'Entente, pour protéger leur commerce maritime, imposer leur industrie du pétrole, voire obtenir des puissances coloniales victorieuses des concessions pétrolifères...

« 14-18 » est également pour eux l'occasion de chasser les Européens de leur pré carré latino-américain... ■

Hans Hübert FOHRM

Pacifisme gaullien

En 1932, dans un ouvrage intitulé *Le Fil de l'épée*, Charles de Gaulle, qui fut fait prisonnier à Douaumont en 1916 avant de combattre les bolcheviks en Pologne quatre ans plus tard, affiche des buts de paix effrayants... Pour lui, la France doit « [...] *garder le Rhin, occuper Francfort, Düsseldorf, la Ruhr, prêter main forte aux Polonais, aux Tchèques, demeurer en Silésie, à Memel, au Schleswig, surveiller Constantinople, rétablir l'ordre au Maroc, réduire Abd El-Krim, soumettre la "tache" de Taza, s'opposer aux rezzous sahariens, prendre pied au Levant, pénétrer en Cilicie, chasser Fayçal de Damas, s'installer sur l'Euphrate et le Tigre, réprimer l'insurrection du djebel druze, montrer la force en tous points de nos colonies d'Afrique, d'Amérique, d'Océanie, contenir en Indochine l'agitation latente, protéger au milieu des émeutes et des révolutions nos établissements de Chine*». Vous l'avez compris ? ■

L'AMÉRIQUE LATINE : FORCÉMENT « ANTIBOCHE » !

« *La première victime de la guerre, c'est la vérité.* » Cette phrase que l'on prête à Clemenceau illustre parfaitement le travail de bourrage de crânes auquel publicistes et universitaires drapeautiques se sont livrés pendant la « Grande Guerre ». Car quand on lit les écrits de l'époque, on est partagé entre la nausée et l'envie de rire...

Dans le *Bulletin de l'Amérique latine* de mars-avril 1918, Ernest Martinenche consacre un article patriotard, « L'Amérique latine et la guerre ». On prend connaissance des dons récoltés par les humanitaires du Comité France-Amérique, entre le 28 octobre et le 12 décembre 1917. C'est de loin la bourgeoisie argentine qui, avec ses 1 130 440 F, s'est montrée la plus généreuse, suivie de ses homologues brésilienne (626 051 F) et chilienne (324 184 F). Plus chiche que Cuba et ou la Colombie, le Mexique, certes en pleine « révolution » (supervisée par les États-Unis), semble détaché des affaires de ce monde avec ses modestes 26 009 F. Patriote de l'arrière, Ernest Martinenche rappelle que *« l'Allemagne avait deux préoccupations en Amérique du Sud : s'allier la neutralité du Brésil et de l'Argentine »*. Échec aux Boches ! Soulignant le rôle des Français dans l'industrie du froid si nécessaire aux exportateurs de viande que sont les indispensables Argentine et Uruguay, Nénest se félicite que ces deux pays aient rejoint l'Entente ! Mieux, dès 1915, l'Uruguay a proclamé le 14 juillet fête nationale. Faisant fi de ses intérêts commerciaux – Berlin est un grand importateur de laine et de blé argentins – Buenos Aires peut s'enorgueillir des phrases suivantes de Manuel Carlés : *« Il y a un mot qui, venu des tranchées jusqu'en Amérique, caractérise ce revers de la civilisation, la régression de l'homme en état de guerre vers un passé brutal ; c'est le mot de Boche. Boche, le savant allemand qui proclame aujourd'hui l'empire de la force... ; boche, l'officier allemand qui exécute des ouvriers, détruit des moissons, bombarde des villes ouvertes, renverse des monuments... Boche, c'est le retour à la barbarie primitive... »* Martinenche exulte que Haïti – occupé par les *marines* depuis juillet 1915... – ait déclaré la guerre à Guillaume II, le 23 septembre 1917, qu'à Saint-Domingue, qui exporte principalement vers l'Allemagne son cacao et son tabac, *« le courant des idées ait été plus puissant que le courant des intérêts »*, que Cuba, cette autre colonie états-unienne, ait saisi des navires allemands dans ses ports et commandé 40 sous-marins aux Américains (comme par hasard) avant de déclarer la guerre au Kaiser le 8 avril 1917. Bien sûr, Nénest déplore que ne soit pas encore entré dans le conflit le Venezuela, dont d'illustres représentants ont donné leur vie pour la France : *« Sanchez Carrer* [s'est] *fait tuer pour nous en Champagne, tandis qu'un autre de ses compatriotes, le poète Ismael Urdaneta, est poignardé par les Turcs à l'attaque d'une tranchée aux Dardanelles. »* Et si la Colombie demeure neutre, son intelligentsia est bel et bien acquise aux idées de la Civilisation, donc de la France. Peu porté sur la géopolitique, Ernest Martinenche ne s'étonne pas que comme un seul homme les républiques bananières que sont le Panamá, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Costa-Rica et le Salvador aient précipitamment suivi leur suzerain de Washington. Qu'importe puisque, malgré leurs intérêts économiques, l'Équateur et le Pérou ont rompu avec les Empires centraux. Or tel n'est pas le cas du Chili, où une forte immigration allemande le dispute à des forces armées très germanophiles. Ernest Martinenche appelle au secours Carlos Silva Vildósola, qui s'offusqua qu'*« un beau jour, les Chiliens virent leurs soldats vêtus de tuniques à la prussienne et le casque à pointe sur leur tête brune »*. Mais notre va-t-en-guerre ne désespère pas : *« Certes la trame des intérêts qui les rattachent à l'Allemagne est loin d'être entièrement déchirée, et il y a encore chez eux des admirateurs de la force et des partisans de la philosophie simpliste de l'homme des cavernes. Le Chili n'en a pas moins prouvé qu'il n'est pas plus disposé aujourd'hui qu'au temps des Araucans à se laisser conquérir, et que sa forte et jalouse personnalité ne s'assimilera jamais qu'une humaine culture. »* Ernest

En « 14-18 », le Brésil envoie des infirmières en France pour soigner les blessés, leur remonter le moral et autre chose...

Martinenche ironise sur ces Allemands qui, devant l'hostilité grandissante de la population à l'égard des crimes perpétrés par les sous-marins du *Reich*, ont demandé la nationalité bolivienne. Quant au Paraguay, il demeure *« un des rares pays de l'Amérique où l'influence allemande ait réussi à pénétrer profondément »*. D'où sa neutralité affichée.

Francófilo, com certeza. Heureusement il y a le Brésil, *« sans conteste la plus française des républiques de l'Amérique latine »*, selon les termes de Medeiros Albuquerque. *« Dès la première heure*, pontifie Martinenche, *d'innombrables manifestations privées ont affirmé des sympathies qui se sont dévouées à notre cause sans compter et sans se lasser. Les produits du sol brésilien se sont entassés pour nos soldats. L'hôpital que dirigent à Paris Mlle C. da Silva Ramos et le Dr Paul de Rio Branco, médecin chef, assure à nos blessés des soins dont la douceur les émeut. En attendant que flotte sur notre front le drapeau vert et jaune où s'inscrit une devise chère à notre Auguste Comte, quelques-uns de ceux pour qui il est le symbole de la patrie sont venus servir sous nos étendards tricolores. Mais comment ne pas rappeler une fois de plus que c'est dans une enceinte législative du Brésil qu'en 1914 s'est fait entendre, pour l'honneur de l'humanité, la seule protestation publique, dans les pays neutres, contre la violation de la neutralité de la Belgique ? N'est-ce pas aussi un Brésilien, Ruy Barbosa, qui, dans le discours qu'il prononça à Buenos Aires, a porté sur le crime de l'Allemagne ce que Graça Aranha appelle si exactement* "la sentence du juge" *?* "La neutralité ne signifie pas impassibilité, mais impartialité". » Ernest Martinenche se fait un plaisir d'exposer la thèse du docteur en droit international qu'est Sá Vianna : *« Le conflit austro-serbe n'a été que le prétexte du pangermanisme, et ne perdons plus de temps à chercher la cause de la guerre. N'hésitons pas à dénoncer au monde, comme son bourreau, l'empire d'Allemagne, et redoutons une paix précoce qui serait la menace d'une autre conflagration dans un avenir rapproché. Demandons à Dieu, non à cet original vieux Dieu des armées – l'allié de l'Allemagne mahométane – mais à notre Dieu, au Dieu de la Chrétienté, au Dieu qui ordonne l'amour du prochain, au Dieu qui a envoyé ses apôtres pour qu'ils prêchassent la paix à tous les peuples. »* Bref, Satan est allemand !

Ernest Martinenche n'est pas le seul propagandiste, loin de là. Journaliste au *Figaro*, l'Uruguayen Eugenio Garzón part en croisade dans les pays du Cône Sud dès le printemps 1914, quelques mois avant la guerre, afin d'y défendre les intérêts de la France, catholique et latine, contre l'impérialisme des Habsbourg, cette *« maison fatale »* à l'origine d'une dynastie belliqueuse. Son premier discours, il le prononce le 15 avril 1914, à Rio de Janeiro, à l'occasion d'un banquet donné en son honneur par le directeur du journal *O Paíz*, João de Souza Lage. Il y expose ses théories sur la conquête de l'Amérique latine par l'Allemagne, prévue en trois étapes : l'immigration, le commerce et les armes. *« Non seulement les Allemands avaient envisagé notre conquête*, explique Garzón, *mais ils en disposaient déjà. Généreusement, ils cédaient à l'Angleterre une partie du nouveau continent, le Brésil, le Pérou et la Bolivie. Pour leur compte, ils prenaient l'Argentine, le Chili, l'Uruguay et le Paraguay, qui devaient constituer l'Allemagne australe ; ils abandonnaient le reste aux États-Unis. »* Et Garzón de citer à charge Alfred Funck (avec un « n »...), qui affirme que l'Allemagne a des droits acquis sur la province de Rio Grande do Sul et se plaint de ce que son pays n'exerce pas dans cet important État de l'Union brésilienne une influence politique proportionnelle au nombre de ses nationaux qui s'y sont fixés. E. von Liebert n'a-t-il pas souhaité que l'immigration allemande *« se dirige vers le sud, c'est-à-dire vers l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil, pour former dans ces pays une masse compacte d'Allemands, espérant que cette masse puissante, unie à l'Allemagne par les liens du sang et*

de la langue, resserrerait ses relations avec la mère-patrie, de façon à organiser ainsi le grand empire allemand dont a parlé notre empereur en 1896 » ? Aussi le brave Eugenio Garzón peut-il affirmer que *« l'Allemand, en abandonnant son pays pour aller vivre dans nos régions, reçoit la consigne de demander avec une feinte sympathie l'hospitalité civile, accordée par les lois et la Constitution aux hommes qui foulent le sol sacré de l'Amérique et qui désirent partager notre pain quotidien ; mais ce timide pèlerin porte la trahison dans son âme, et dans ses mains fleuries le poignard d'Harmodius* ». La preuve en est que le *Reich*, par la loi du 22 juillet 1913, permet aux Allemands naturalisés en d'autres pays de conserver leur nationalité d'origine.

Au-delà de l'hystérie... On oublie volontiers que les Allemands du Brésil en ont plutôt bavé. Doit-on rappeler que les premiers Teutons y sont arrivés avec les Hollandais qui occupèrent tant bien que mal le littoral pernamboucain entre 1630 et 1654. Véritables traîne-misère, ils avaient fui la famine dans leur pays pour se réfugier dans les prospères Provinces-Unies, où ils édifiaient les polders quand ils n'étaient pas employés comme chair à canon. Un moment, les Bataves pensèrent à eux pour remplacer les esclaves africains...

Quand, au siècle dernier, le Brésil se rouvre à l'Europe, il reçoit son contingent de colporteurs juifs alsaciens, donc germanophones, qui font découvrir aux Brésiliens reclus les merveilles de la mode européenne. Mais de fait, les premiers immigrés allemands débarquent en nombre et sur l'initiative de Dona Maria Leopoldina, le 25 juillet 1824, dans la colonie de São Leopoldo, où ils vont avoir bien du mal à s'acclimater... En 1847, le ministre de la Justice Campos Vergueiro fait venir 80 familles allemandes dans sa *fazenda* d'Ibicaba. Soumis à l'endettement systématique et traités comme des « Nègres », ces colons se révoltent dix ans plus tard, obligeant Berlin à interdire l'émigration vers le Brésil barbare. Néanmoins, la misère poussera jusqu'en 1937 quelque 222 951 « Boches » à s'installer dans ce vrai-faux pays de cocagne, où ils sont considérés comme des citoyens de deuxième zone.

Notons que la plupart des germanophones, souvent d'ailleurs tchèques, polonais, russes, autrichiens, alsaciens..., se concentrent dans les trois États du Sud (Paraná, Santa Catarina, Rio Grande do Sul). Population plutôt éduquée – près de 90% d'entre eux ont terminé leurs études primaires –, ils fondent, sans arrière-pensées annexionnistes, leurs écoles, leurs journaux, leurs associations dans ce Brésil dépourvu de tout.

– À part la musique, la peinture, la philo, la littérature, le cinéma... les Boches, c'est tous des barbares...

Accessoirement, les ouvriers allemands « colportent », dans les États sudistes ainsi qu'en Argentine, les idées de la IIe Internationale et participent à l'enrichissement des mouvements prolétariens autochtones.

Évidemment, l'Histoire officielle préfère retenir que Berlin a parfois mis à contribution la *saudade* du *Vaterland*. Pourtant si, entre la proclamation de la République au Brésil et la Première Guerre, les exportations allemandes en direction du Brésil connaissent une augmentation de 73 %, cela n'est pas dû uniquement à la présence des immigrés. L'Allemagne dispose d'une industrie performante, dont les forces armées se font le porte-drapeau.

Quand, en octobre 1917, l'État brésilien déclare la guerre aux Empires centraux à la suite du torpillage, non loin des côtes françaises, de quatre de ses navires marchands, il s'ensuit des scènes de violence à l'encontre des Allemands, de leurs biens, de leurs écoles. Le 28 janvier 1918, Fanneau de La Horie, attaché militaire français

Dans son *Viagem da Minha Vida*, l'immense peintre Emiliano Di Cavalcanti, qui avait 20 ans en 1917, se souvient : « São Paulo à cette époque vivait la guerre qui se déroulait en Europe, et les nouvelles quotidiennes des batailles faisaient trembler tout le monde. Nous étions pour les Alliés, c'est évident, surtout pour la France, et dans les cafés de la Rua 15, dans les salons de thé de la Rua Direita, nous discutions de l'avenir du monde. » *(suite p. 36)*

à São Paulo, exprime une joie pourtant modérée dans un rapport secret : « *Avant la déclaration de guerre, les Allemands avaient des journaux écrits en allemand. Aujourd'hui, il n'y a plus d'organe de presse allemand, mais certains articles inspirés par eux passent encore dans la presse locale... De même, certains établissement religieux d'éducation ont été fermés. Mais le fait de voir d'autres établissements similaires également s'ouvrir et s'organiser sur un très grand pied, laisse supposer que ces maisons ont la garantie que ces mesures ne sont que provisoires... bien qu'en déca-dence* [l'influence allemande] *est encore bien vivante et elle restera encore longtemps basée sur des forces matérielles : commerce, industrie et la langue et sur des forces morales, la race, la famille et l'éducation largement répandue par des ordres religieux allemands.* »

Néanmoins, la répression « antiboche » et les manifestations pathologiques de patriotisme servent d'abord à museler le mouvement ouvrier, dont un des leaders est d'origine allemande, Edgard Leuenroth.

Car contrairement à ce qui s'est passé en Europe, la plupart des révolutionnaires brésiliens n'ont pas abdiqué leur internationalisme ni rejoint la politique de collaboration de classes connue sous l'expression obscène d'*Union sacrée*... ■

Agathe RIZUM

STRATÉGIQUE MEXIQUE

Il est d'étonnantes coïncidences... les cyberguérilleros cryptomaoïstes du Chiapas sortent de l'ombre le 1er janvier 1994, le jour de la signature de l'ALENA (ou NAFTA). L'Église catholique, dont l'impartialité ne fait aucun doute, et la presse européenne, tout aussi neutre, se font contre les États-Unis les grands défenseurs de ces zapatistes (qui déshonorent la mémoire du grand Emiliano)... *Warum ?* Peut-être parce que le Mexique est à l'échelle planétaire une zone stratégique pour l'Europe depuis au moins le XIXe siècle, comme le prouve, entre autres événements, l'intervention de Maximilien. Hasard troublant, la révolution mexicaine est quasiment contemporaine de la Première Guerre mondiale. Pancho Villa et Emiliano Zapata entrent en effet à Mexico en janvier 1915. En avril de l'année suivante, pour avoir pénétré le territoire sacré des États-Unis, Villa est poursuivi par le général Pershing, futur héros en France.

Le Mexique prérévolutionnaire de Porfirio Díaz parce que trop lié aux intérêts anglais et français constitue un obstacle à l'application de la Doctrine Monroe. Aussi les États-Unis voient-ils d'un bon œil la guerre civile, que d'aucuns définissent comme une « *révolution bourgeoise modernisatrice à laquelle le prolétariat agricole a participé d'une manière décisive* »... avant d'être, bien entendu, trahi, comme le montre l'élimination de Zapata (en 1919) et de Villa (en 1923).

Au début de la Première Guerre, Berlin, dont les intérêts économiques et financiers demeurent limités au Mexique, tente de dresser le pays contre les États-Unis, alliés objectifs de l'Entente avant avril 1917. La *Wilhelmstrasse* redoute l'établissement d'un gouvernement définitivement pro-étatsunien au Mexique et rêve d'une impossible alliance avec le Japon. Or celui-ci est trop accaparé par la Chine et très jeunot pour affronter l'Oncle Sam. L'axe Berlin-Mexico-Tokyo ne verra pas le jour.

Au terme de la *revolución*, même si les États-Unis jouissent à Mexico de relais décisifs, l'Europe et notamment l'Angleterre, qui y exploite le pétrole, n'ont pas dit leur dernier mot. La guerre contre les *cristeros*, ces soldats du Christ, indiens pour la plupart, permet au Vatican mais aussi à la France, l'Allemagne, l'Espagne et... l'Angleterre – le génial mais trouble écrivain catholique Graham Green se rend sur place –, de critiquer ouvertement le régime « athée » et pro-yankee. Mais en 1938, les dés sont jetés pour Londres, le président L. Cárdenas nationalise le pétrole... pour la plus grande satisfaction de Washington.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le Mexique, par l'importance de ses livraisons de matières premières, se révèle un allié indéfectible de la démocratie américaine...

Depuis et malgré tout, l'Europe n'a pas complètement perdu l'espoir de gêner les États-Unis au sud du Rio Grande... ■

1914, L'ANNÉE OU LES SOCIALISTES ONT CESSÉ DE L'ÊTRE...

C'EST au pied du mur qu'on juge le maçon. La Première Guerre ne se serait peut-être pas déroulée avec tant d'aisance dans la boucherie si les partis membres de la IIe Internationale n'avaient pas trahi leurs engagements ni rallié l'Union sacrée. Avec le recul, on peut considérer que le parjure de partis sociaux-démocrates en 1914 constitue peut-être l'un des épisodes les plus importants de ce siècle dans la mesure où, pour la première fois, les représentants des partis ouvriers les plus avancés passent avec armes et bagages au service de la bourgeoisie en intégrant l'appareil d'État.

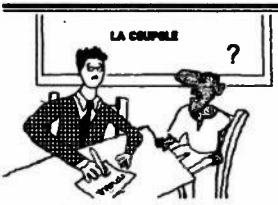
Mais ne soyons pas sévères, en France, nous avons eu Jean Jaurès ! Justement tordons le cou à ce mythe qui veut qu'avec ses petits poings rageurs, le fondateur de *L'Humanité* aurait pu empêcher la guerre. Premièrement la tâche dépassait un homme seul. Deuxièmement, tout indique que Jaurès était plus patriote qu'internationaliste. Dans son ouvrage *L'Armée nouvelle*, il avait rejeté l'idée fondatrice du socialisme moderne selon laquelle les prolétaires n'ont pas de patrie : *« C'est la négation sarcastique de l'histoire elle-même [...], l'idée sacrifiée à la boutade. »* *« Pour lui*, explique Jean-Jacques Becker, *les rapports sociaux s'organisaient dans le cadre de la nation et c'était particulièrement vrai en France. »* Et l'historien d'ajouter : *« En juillet 1914, Jaurès avait soutenu et fait triompher devant le congrès du parti socialiste une motion appelant à la grève générale en cas de menace de guerre, grève générale menée solidairement avec les ouvriers des autres éventuels belligérants. Mais il avait expliqué qu'il n'y avait pas contradiction entre lutter pour la paix jusqu'à... l'éclatement de la guerre et faire le devoir national, une fois la guerre engagée. »* En somme, le pacifisme de Jaurès se limitait... au temps de paix. Le prouvera, entre autres, le ralliement à l'Union sacrée de son ami et ancien communard Édouard-Marie Vaillant.

Assassiné par Raoul Villain, le 31 juillet 1914, Jean Jaurès est enterré comme un héros national le jour même où la France entre en guerre. À la tête du cortège funèbre se trouve un de ses ennemis d'hier, l'ignoble Maurice Barrès, président de la Ligue des patriotes. Enfin, n'accablons pas trop Jaurès, les responsabilités de la IIe Internationale dans son ensemble sont plus lourdes encore.

Lente dérive réformiste. Fondée le 14 juillet 1889 à Paris, la IIe Internationale, malgré des penseurs conséquents comme Franz Mehring, August Bebel ou William Morris, très vite s'empâte, se parlementarise, se réformise, s'embourgeoise et se retrouve avec deux programmes, un minimal et un maximal. Le premier consiste à lutter pour des revendications essentielles comme la diminution de la journée de travail, la reconnaissance des syndicats, etc. Le second, qui englobe le précédent, vise tout simplement l'avènement du socialisme. Notons qu'au Brésil, comme ailleurs, les bolcheviks sont communément appelés maximalistes.

Les années passant, l'aile droite des PS pense qu'on peut changer les choses de l'intérieur, voire par les élections (ce qui n'est pas sans rappeler le républicanisme social en vogue alors dans les milieux *carionacas*). Le redressement révolutionnaire entamé par la gauche vraiment internationaliste tient déjà du mythe de Sisyphe dans des partis largement acquis au réformisme. (Au Brésil, le journal anarchiste *O Amigo do Povo* n'a pas tort de comparer, dès 1902, le *« socialisme parlementaire à un animal féroce que la bourgeoisie, par lui menacée, est parvenue à domestiquer ».*) Une des réactions à l'opportunisme de la IIe Internationale est l'anarcho-syndicalisme.

Quoi qu'il en soit, les résolutions retenues par l'Internationale en 1907 et 1912 sur l'attitude à adopter en cas de conflit sont dénuées de toute ambiguïté : *« Au cas où la guerre viendrait cependant à éclater, il est du devoir de la social-démocratie d'agir pour la faire cesser promptement et de s'employer, de toutes ses forces, à exploiter la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter le peuple et précipiter ainsi l'abolition de la*



– Pendant la guerre, le PS était encore de gauche ?
– Sûr, il était favorable aux 35 h... dans les tranchées...

domination capitaliste. » Le 25 juillet 1914, le comité directeur du SPD allemand, le plus grand parti ouvrier du monde, lance un appel : « *Il y a péril en la demeure, la guerre mondiale menace ! Les classes dominantes qui, en temps de paix, vous étranglent, vous méprisent, vous exploitent, veulent vous transformer en chair à canon. Partout il doit résonner aux oreilles des despotes : nous refusons la guerre ! À bas la guerre ! Vive la fraternisation internationale des peuples !* » Pourtant de son lointain Brésil, Evedardo Dias, à l'instar de beaucoup de révolutionnaires à travers le monde, perçoit la « *comédie de motions de lutte contre la guerre* » au sein de la réunion de Bruxelles, qui se tient quelques jours seulement avant l'embrasement de l'Europe. Et s'il range maladroitement Rosa Luxemburg et Jaurès dans le même camp, E. Dias n'est reste pas moins estomaqué par cette Internationale qui « *conseille aux gouvernements de soumettre à l'arbitrage le conflit serbo-autrichien* »... cela sent déjà la trahison. Et de fait, le parti socialiste français vote les crédits de guerre ; son homologue allemand en fait autant. Le grand livre noir du « socialisme » est ouvert.

La collaboration, déjà... Des partis ouvriers des pays belligérants, c'est peut-être le parti socialiste français qui se montre le plus fervent défenseur de l'Union sacrée. Tant et si bien que le Carnet B, nom du dispositif de répression contre les saboteurs de la mobilisation, tourne en sous-régime. À peine 2 000 anarchistes, syndicalistes-révolutionnaires et authentiques socialistes sont couchés dans ledit Carnet. On procède à quelques arrestations dans le Pas-de-Calais et le Nord, où les socialistes sont plus rouges qu'ailleurs... « *Comme si le passé n'existait pas,* écrit Jean-Jacques Becker, *un Comité de secours national se créa où siégeaient côte à côte des représentants des syndicalistes révolutionnaires dont Léon Jouhaux, le secrétaire général de la CGT, des représentants du parti socialiste, de l'Action française, de l'archevêché de Paris et la fille du nationaliste Paul Déroulède...* » Le 26 août, le gouvernement reçoit la collaboration de deux éminents socialistes, Marcel Sembat et Jules Guesde, introducteur patenté du marxisme en France. Hypocrite, *L'Humanité* attend le 20 novembre 1914 pour publier un article titré « Union sacrée ». Pseudo-révolutionnaire mais vrai opportuniste, l'enragé Gustave Hervé, qui prêchait aux soldats d'abattre leurs officiers, rallie la collaboration, ce qui lui vaut d'être élu, en juillet 1916, par le tout jeune *Canard enchaîné*, « *grand chef des bourreurs de crâne* », coiffant sur le poteau Maurice Barrès. Dans un gouvernement où le ministre de la Guerre n'hésite pas à proclamer : « *Laissez-moi la guillotine et je garantis la victoire* », le social-chauvin Albert Thomas devient sous-secrétaire d'État à l'artillerie et à l'équipement militaire, avant d'assumer la charge de ministre de l'Armement et de Fabrications de guerre, fonction qu'il conserve jusqu'en septembre 1917, à l'avènement du gouvernement Painlevé. Thomas, à travers les comités d'arbitrage régionaux et départementaux, est par ailleurs un des artisans de l'intégration des syndicats ouvriers dans l'appareil d'État. « *À l'initiative de la CGT,* précise Becker, *au début du mois de septembre 1914, une* "commission d'action" *bientôt appelée* "comité d'action" *fut constituée. Elle comprenait des socialistes et des syndicalistes et son but était de* "resserrer les liens entre les militants et les organisations", *afin d'être le plus efficace possible dans le concours à donner aux pouvoirs publics pour trouver des solutions aux questions qui intéressaient les populations ouvrières : ravitaillement, chômage, soupes populaires, allocations...* » Jusqu'alors dominée par les anarchistes et les syndicalistes-révolutionnaire, la CGT, forte de 300 000 membres, participe à l'effort de guerre et se déclare hostile à toutes grèves. La trahison est totale.

Impensable ! En Allemagne, pays plus industrialisé que la France, où les ouvriers d'usine représentent 67 % de la population active, contre 35 % seulement pour l'Hexagone, le scandale de la trahison du SPD est

encore plus accablant. En 1914, le menchevik Trotsky écrit encore : *« La social-démocratie allemande était pour nous non seulement un parti de l'Internationale. Elle était le Parti par excellence. »* Comptant 100 000 adhérents, le SPD dispose d'une presse forte de 73 titres, dont le fameux *Vorwärts*. Et quand, au *Reichtag*, il vote les crédits de guerre à l'unanimité – en réalité 14 députés sur 92 sont contre, mais votent par discipline partidaire –, le groupe « socialiste » se drape aussitôt dans les grands principes de l'Internationale : *« À l'heure du danger, nous n'abandonnons pas notre propre patrie. Nous nous sentons par là en concordance de vues avec l'Internationale, qui a reconnu de tous temps le droit de chaque peuple à l'indépendance nationale et à l'autodéfense, de même que nous condamnons en accord avec elle toute guerre de conquête. »* Le revirement est tellement énorme que Lénine, en exil, crie à la manipulation et imagine que les députés du SPD ont été séquestrés. Comment Berstein ou Kautsky, les « légataires » de Marx, ont-ils pu trahir ?

Comme de l'autre côté du Rhin, les syndicats appellent à l'Union sacrée et interdisent toute grève. Pourtant, l'ampleur de la trahison est réellement stupéfiante, même si l'État en invoquant une guerre défensive avait tendu une sacrée perche aux « socialistes ». Becker fournit les explications suivantes : *« À l'égard des sociaux-démocrates, que Bethmann-Hollweg, en inaugurant ses fonctions en 1909, devait "attacher" à la politique officielle, l'on usait à la fois de tentatives de rapprochement et de mesures d'intimidation : depuis 1908, et surtout depuis 1912, des réunions interministérielles avaient mis sur pied des plans d'"état de siège", qui comportaient la passation des pouvoirs civils aux généraux d'armée, l'internement éventuel des dirigeants ou leur envoi aux armées. »* Comme en France, l'emploi de la force sera inutile contre la plupart des socialistes... la plupart mais pas tous.

Vers le regroupement. Si les états-majors de la majorité des partis ouvriers ont trahi, bien des socialistes n'en font pas autant. Dans les États belligérants sont demeurés fidèles à l'internationalisme prolétarien le groupe *Die Internationale*, constitué dès août 1914 autour de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, qui deviendra la Ligue spartakiste au début de 1916, et les Délégués révolutionnaires, appelés aussi la gauche de Brême *(Lichtsrahlen)* ; le parti socialiste de la Pologne russe (SDKPIL) ; le parti socialiste serbe ainsi que le parti social-démocrate ouvrier de Bulgarie *(Tesniaks)* ; et, on l'aura deviné, qu'ils soient en Russie ou en exil, les bolcheviks, bien qu'une poignée d'entre eux, dont Staline, appelle à la défense contre le militarisme allemand. (En février 1915, les députés bolcheviques sont déportés en Sibérie par le tsar.) Notons que seuls les bolcheviks disposent d'un parti ! En Grande-Bretagne, l'Écossais John Maclean (35 ans en 1914), fondateur du Collège ouvrier, se montre un internationaliste intraitable, organisant la résistance prolétarienne à la guerre. Très influent auprès des ouvriers de la Clyde, il sera plusieurs fois condamné à de lourdes peines de prison, entreprendra des grèves de la faim avant de mourir prématurément en 1922. Il serait inconvenant d'oublier la future gauchiste Sylvia Pankhurst.

Et la France, alors ? Sauve l'honneur du mouvement ouvrier une bonne partie des anarchistes ou des socialistes

En 1914, les socialistes des États neutres européens adoptent des positions diverses...

Aux **Pays-Bas**, les tribunistes, regroupés autour des futurs communistes de gauche Gorter et Pannekoek, très influents en Allemagne, notamment auprès des socialistes de Brême, sont à la pointe du combat révolutionnaire. En **Roumanie** (neutre jusqu'en août 1916), Kristian Rakovsky, chef du PS et ami du menchevik Trotsky, se déplace dans toute l'Europe pour réunir les internationalistes. Il est un des organisateurs de la conférence de Zimmerwald et de celle des partis socialistes des Balkans à Belgrade, les 6-8 juillet 1915. En revanche, le PS d'**Italie**, également neutre jusqu'en août 1916, adopte une position ambiguë, *« ni collaborer ni saboter »*. Néanmoins son aile gauche, avec Serrati et surtout Bordiga, manifeste activement son internationalisme. À l'opposé, le directeur de l'*Avanti !* et ancien membre de la fraction de gauche du PS, Benito Mussolini, devient un des plus farouches bellicistes qui soit en novembre 1914 et reçoit pour faire basculer l'Italie dans la guerre des subsides du « socialiste » Marcel Cachin, futur ponte du PCF. En somme, une alliance prémonitoire...

isolés comme Louise Saumonneau, Raymond Lefebvre, Fernand Loriot ou Boris Souvarine... Citons la fédération PS de Haute-Vienne, les cégétistes métallos, instituteurs... Mais c'est autour des syndicalistes-révolutionnaires que le premier noyau d'internationalistes se constitue. Hostile à l'Union sacrée, Pierre Monatte, directeur de *La vie ouvrière*, démissionne, dès décembre 1914, du bureau confédéral de la CGT. Il est rejoint par Henry Rosmer, Alphonse Merrheim, le secrétaire de la fédération des métaux, et Albert Bourderon, secrétaire de la fédération du tonneau... (Ces deux derniers représenteront le mouvement ouvrier français à la conférence de Zimmerwald en septembre 1915.) Limite tendancieux, Jean-Jacques Becker essaie de discréditer ces « sans-patrie » en expliquant que *« cette opposition est animée par Léon Trotsky* [il dirige en France Nache Slovo, Notre Parole], *arrivé en France en cette fin de 1914 et qui y séjourne jusqu'à son expulsion à la fin de 1916. Elle constitue un groupe assez hétérogène, prend le nom de Comité pour la reprise des relations internationales et dénonce la* "collaboration de classe" ».

Quand la classe ouvrière met fin à la guerre. Dès le 2 décembre 1914, le député socialiste Karl Liebknecht enfonce dans l'Union sacrée un coin de taille en refusant de voter les crédits de guerre. Minoritaire et divisée, la gauche allemande, malgré la police, multiplie les actions. Après avoir été mobilisé malgré son âge (43 ans), Liebknecht vote une nouvelle fois contre les crédits de guerre, le 18 mars, en compagnie notamment d'Otto Rühle. Le 27 mai, il publie le fameux tract *« L'ennemi principal est dans notre pays »*. Par ailleurs, le futur spartakiste Max Duncker dénonce dans une brochure *«la folie annexionniste»* du *Kaiser* et démontre que des victoires impériales le prolétariat allemand n'a rien de bon à attendre.

Du 5 au 8 septembre 1915 se tient à Zimmerwald une conférence réunissant, venus de 12 pays européens, 37 délégués socialistes, dont Lénine, Trotsky, Rakovsky, chef du PS roumain, mais aucun spartakiste (Rosa est encore incarcérée). Tenue du 24 au 30 avril 1916, celle de Kenthal rompt avec le pacifisme émollient sans que toutefois la question du défaitisme révolutionnaire soit tranchée. C'est notamment en Allemagne, chez les ouvriers en usine ou sous les drapeaux, que ces conférences reçoivent un écho des plus favorables. Les grèves se multiplient. Pour leur opposition à la guerre, 17 députés social-démocrates sont exclus du SPD en mars 1916. Le 1er mai, Liebknecht est arrêté après avoir distribué, en uniforme de territorial, des tracts contre la guerre en plein Berlin. Aussitôt, 55 000 métallos berlinois répondent à l'appel des Délégués révolutionnaires, descendent dans la rue et protestent contre la guerre et la condamnation aux travaux forcés de Liebknecht. Quelques semaines après l'incarcération de Rosa, le quotidien berlinois du SPD, le *Vorwärts*, est saisi par la police et remis à la direction (belliciste) du parti. En avril 1917, tandis que se constitue avec l'aval de Kautsky (!) le Parti social-démocrate indépendant (USPD), que rejoindront les spartakistes (!), l'Allemagne connaît une immense vague de grèves. La France, la Pologne la Hongrie et l'Autriche résonnent du mécontentement populaire. Quand s'ouvre l'année 1918, le *Reich* compte un million de grévistes. Des conseils ouvriers naissent à Berlin. La plupart des dirigeants révolutionnaires sont en prison. La rue, elle, n'attend pas. La bourgeoisie se sentant menacée sauve les meubles en

Il n'y eut malheureusement pas que les sociaux-démocrates à collaborer à la guerre. En France, une minorité d'anarchistes a soutenu l'Union sacrée. D'où l'expression « anarchistes de tranchée » que leur colleront les authentiques révolutionnaires. Plus grave, en Russie, le « prince anarchiste » Kropotkine en personne demanda qu'on joignît sa voix *« à celles qui avaient invité tout le peuple russe à rompre une fois pour toutes avec le zimmerwaldisme »*. Devant l'Assemblée constituante, *« assemblée de la terre russe »*, l'ancien officier-explorateur s'écria : *« Promettons-nous donc enfin entre nous que nous ne nous diviserons plus en parties droite et gauche de ce théâtre... car enfin nous avons tous une seule et même patrie, et, pour elle, nous devons tenir ou tomber au besoin, nous tous, ceux de droite et ceux de gauche. »*

prenant contact avec les Alliés et surtout en faisant entrer dans le gouvernement Max de Bade deux ministres social-démocrates dès le 4 octobre. Le 23 octobre, Liebknecht sort de prison, salué par 20 000 personnes – il n'y a pas 50 spartakistes à Berlin... Refusant une sortie suicidaire, les marins de Kiel se mutinent, le 3 novembre. Six jours plus tard, l'insurrection a gagné Berlin. Le Kaiser abdique et s'enfuit en Hollande, Rosa Luxemburg est libérée. Quelques dizaines d'heures après, Berlin signe l'armistice.

« Mais nous passerons d'abord par l'hôtel *Eden* »[1]. S'installe en Allemagne une originale et désastreuse dualité de pouvoirs : le « socialiste » Friedrich Ebert, qui *« hait la révolution autant que le péché »* et se trouve en liaison permanente avec le maréchal Hindenburg, est à la fois chancelier de la République et président du Conseil des commissaires du peuple. L'historien Pierre Broué décrit ainsi la situation : *« Le contraste est frappant entre l'allant, la fougue, la masse des manifestations d'ouvriers et de soldats, la généralisation des conseils, le rôle personnel des militants révolutionnaires, et la faiblesse de ces derniers sur le plan de l'organisation. Inconstestablement, Liebknecht apparaît bien comme le général de la révolution allemande. Il ne manque pas de troupes, mais il n'a ni état-major ni officiers. »* Devant l'absence de parti, les énergies se dispersent : les Délégués révolutionnaires, qui sont la direction incontestée des conseils de Berlin, n'aiment pas être traités en minoritaires par les disciples de *Frau* Luxemburg, laquelle finit par quitter l'USPD et participer avec Paul Levi à la fondation du parti communiste, KAP.

Le camp d'en face ne se pose pas de questions. Les hommes d'Ebert font tout pour désarmer les ouvriers. L'USPD quitte le gouvernement. Y est appelé le « socialiste » Gustav Noske, nommé ministre de la Guerre. Assumant pleinement son rôle de bourreau, il prend contact avec le général Maercker, chef des corps francs, unités d'assaut calquées sur le modèle des mercenaires qui luttent contre l'armée Rouge.

À Berlin, de violents combats opposant la police aux ouvriers ont lieu le 10 décembre, puis à Noël. Ce jour, des militants spartakistes, de leur propre initiative, occupent le *Vorwärts*. La droite « socialiste » se fait un plaisir

– Si les électeurs du FN sont des salauds, ceux du PS, c'est quoi ?
– Des amnésiques...

de les présenter comme des ennemis de la liberté d'expression. Le 1er janvier 1919, le quotidien social-démocrate accuse le préfet de Berlin, Emil Eichhorn, de l'USPD, de recevoir de l'argent de Moscou. Il est relevé de ses fonctions quatre jours plus tard. Le 5 janvier, aux cris de *« À bas le despotisme d'Ebert ! »*, 200 000 Berlinois descendent sur le pavé soutenir cet ancien ouvrier verrier, qui déclare : *« J'ai reçu mon poste de la révolution et je ne le rendrai qu'à la révolution. »* Mais celle-ci vacille... Alors que le gouvernement, replié à la Wilhelmstrasse, n'est pratiquement pas protégé, l'offensive du comité révolutionnaire, composé de Liebknecht, Ledebour et Scholze, n'a pas lieu. L'occupation incontrôlée du *Vorwärts* et les provocations de toutes sortes ont démobilisé les insurgés en armes. Mais pas Noske, devenu commandant en chef et qui

« Dans toutes les révolutions antérieures, les combattants s'affrontaient de façon ouverte, classe contre classe, programme contre programme, épées contre boucliers. [...] Dans la révolution d'aujourd'hui les troupes qui défendent l'ordre ancien se rangent non sous leur propre drapeau et dans l'uniforme de la classe dominante, mais sous le drapeau du parti social-démocrate. [...] La domination de la classe bourgeoise mène aujourd'hui sa dernière lutte historique mondiale sous un drapeau étranger, sous le drapeau de la révolution elle-même. C'est un parti socialiste, c'est-à-dire la création la plus originale du mouvement ouvrier et de la lutte des classes, qui s'est lui-même transformé en instrument le plus important de la contre-révolution bourgeoise. Le fond, la tendance, la politique, la psychologie, la méthode, tout cela est capitaliste de bout en bout. Seuls demeurent le drapeau, l'appareil et la phraséologie du socialisme. » Rosa Luxemburg, 21 décembre 1918.

masse les corps francs autour de la capitale. Le 10 janvier tombe la garnison de Spandau, puis le *Vorwärts*. Des dizaines de révolutionnaires sont abattus. Munis de faux papiers aussi discrets que le nez au milieu de la figure, Liebknecht et Luxemburg refusent de quitter Berlin. Le 15 janvier, ils sont arrêtés, torturés et assassinés par les sbires du « socialiste » Noske. Puis viendra le tour de Leo Jogiches, compagnon de toujours de Rosa, de Heinrich Dorrenbach et tant d'autres...

Même si une partie de sa direction est décapitée, la révolution allemande n'est pas morte en janvier 1919. Les « socialistes » mettront quatre ans à l'écraser... ■

Serge VOLINE

1 – Hôtel et QG des corps francs où transitèrent Luxemburg et Liebknecht avant d'être exécutés. Vers extrait d'*Avis aux navigateurs*, du poète brésilien Jamil Almansour Haddad.

Partageant sa vie entre la France et la *Selva* vénézuélienne, Jacquest Lizot, célèbre anthropologue compétent s'il en est, donnera une conférence sur les Yanomami, lundi 18 mai à 18h30, à la maison de l'Amérique latine, dans le cadre du cycle «Au fil de l'Orénoque», organisé par l'association Fraven.
217, bd Saint-Germain Paris 7e.

« ON NE PEUT PAS DIRE QU'ILS FURENT ESCLAVES DE LÀ À DIRE QU'ILS ONT VÉCU» [1]

Au Ier Congrès ouvrier du Brésil, en 1906, P. Machado ose déclarer : « *Je ne veux pas de révolution. Dans notre terre chérie et bénie de Dieu, le prolétariat vit bien.* » Voilà qui est audacieux et parfaitement faux. Mais ne mettons pas la charrue avant les bêtes de somme...

Datant des années 1880, l'essor industriel ne touche que le District fédéral, Rio de Janeiro, responsable de 33% de la valeur industrielle, l'État de São Paulo (16,5% de cette valeur) et le Rio Grande do Sul (14,9%). En 1907, le pays compte 3 258 établissements industriels et 150 000 ouvriers. Au sortir de la « Grande Guerre », les chiffres seront respectivement de 13 336 et 293 673. Entre-temps, São Paulo, qui fournit 31,5% de la production industrielle nationale, est passé devant Rio (seulement 21%). São Paulo ne tire donc pas uniquement son dynamisme du café. Les immigrés, qu'il reçoit en plus grand nombre que Rio, constituent également une richesse. De fait, beaucoup des premiers vrais industriels *paulistas* et même brésiliens tout court sont nés à l'étranger. Il en est ainsi du Rockefeller *italo-paulista*, Francesco Matarazzo, qui ouvre, au Brás, la première minoterie du pays. (Après « 14-18 », il sera anobli par le roi d'Italie pour service rendu... à la patrie.) Rodolfo Crespi est le propriétaire des grandes filatures de coton à São Paulo. Une de ses filles épousera un rejeton du richissime planteur de l'Ouest *paulista* Martinho Prado Júnior.

On s'en doute, tous les immigrés ne font pas fortune. Au début du siècle, 81% du prolétariat industriel[2] de São Paulo-capitale est italien et travaille dans les quartiers du Brás et de Bexiga. On y produit des pâtes alimentaires, de l'encre, du cirage, des chaussures, le tout destiné à la consommation locale. Les entrepôts et arrière-boutiques dissimulent des fonderies, des menuiseries, des ateliers de confection de toutes sortes. Ouvrières et ouvriers logent à prix d'or – les loyers vont de 15 à 30 000 *réis* – dans des *cortiços*, des pièces minuscules et insalubres constituées autour des anciennes demeures abandonnées, dans des caves malsaines proches des usines.

À Rio, la situation n'est guère meilleure. Dans les années 10, quartiers périphériques et faubourgs populaires enflent démesurément, tandis que les alors lointaines banlieues ouvrières éclosent le long des voies ferrées. Il y a encore dix ans, on se battait dans les rues contre la vaccination obligatoire antivariolique, mise au point par le généreux « *general*

Mata-Mosquito », Oswaldo Cruz, formé par « notre » Pasteur. On l'aura deviné, c'est par dérision que Rio a été élevé, dans une chanson, au grade de *« Ville merveilleuse »*, tant la situation sanitaire demeure des plus précaires.

Dans les usines, le travail est particulièrement harassant, abrutissant, souvent payé aux pièces. On embauche à 6 h, dispose de soixante minutes pour déjeuner, sur le pouce, à la porte de l'atelier. On quitte son poste vers les 18 h... vers 19 h ou 20 h, quand on travaille dans des maisons de commerce. Autrement posé, la revendication des huit heures par jour n'est pas vraiment un luxe. Qui plus est, on ne fait pas la semaine anglaise : on travaille également le samedi.

Les conditions sanitaires au travail sont souvent abominables. Sans aucune protection, les charbonniers des hauts fourneaux sont victimes de bronchites, de pneumonies. Dans leur ensemble, on estime qu'un quart des ouvriers souffre de tuberculose. L'anémie est endémique. Quand viendra la grippe espagnole, les patrons bien sûr refuseront de payer les jours « chômés ». En absence de toute médecine du travail, de toute « Sécu », on va se faire soigner dans les rares cliniques gratuites, chez les bonnes sœurs et leur Bon Dieu qui prêche la soumission.

À l'usine, les enfants de 8 ans travaillent à des tâches physiques au-dessus de leur force. Antônio Torres, dans le *Correio da Manhã* du 23 novembre 1918, écrit : *« La situation de notre prolétariat est insupportable. Dans les usines qui paient le mieux, les enfants reçoivent un salaire de 840 réis pour sept heures de travail par jour, soit 3 360 réis pour une semaine de quatre jours. Ce qui signifie que le fils d'un ouvrier gagne par mois ce que le fils de son patron dépense en se promenant deux heures dans son automobile. »*

De toute façon, à 25 ans, on est souvent déjà vieux...

Dans cette société fortement hiérarchisée au lourd passé esclavagiste, les rapports entre travailleurs et maîtres sont moins hypocrites qu'aujourd'hui. On s'adresse au chef, au patron, le chapeau sur la poitrine, les yeux baissés. Il est interdit de s'habiller de couleurs vives (surtout pas en rouge) ou de fumer. Le temps passé aux toilettes ou même à boire de l'eau est décompté ; à la moindre faute, les amendes pleuvent. Il arrive même parfois que, comme à l'usine de *Tecidos Aliança*, à Rio, les ouvrières soient soumises à des châtiments corporels !

Pour les travailleurs agricoles, les conditions ne sont guère meilleures, sinon pires. Constamment endettés auprès des commerçants en cheville avec le propriétaire terrien, ils voient rarement la couleur de l'argent. Au moindre signe d'insubordination, ils peuvent être tabassés par les sbires du *fazendeiro*, expulsés de la plantation et fichés par la police. Remarquons que quelquefois les ouvriers en ville sont contraints d'acheter dans les magasins du patron qui les emploie. C'est le cas de l'entreprise Jafets par exemple.

Eis o capitalismo !

Pour les femmes, l'enfer de l'usine brûle d'autres feux. En 1912, à São Paulo, 70% des ouvriers du textile sont des ouvrières. Et près d'un tiers ont moins de 16 ans. D'une manière générale, à la fin de la guerre, les femmes représentent 33% de la force de travail industriel de la ville – et les enfants, 8% tout de même... *« Nos fils naissent au-dessus des machines. L'obstétrique barbare »*, écrira un poète. En effet, les femmes travaillent jusqu'à une période avancée de la grossesse. (On pense qu'un tiers des enfants de prolétaires meurt dans les premiers mois.)

Entre 1910 et 1913, le Brésil connaît un miniboom économique qui étrangle les plus démunis par la flambée des prix. Et ce n'est qu'un début. L'Europe en guerre réclame du coton, du sucre, du café, du cuir... les chaussures (en cuir) coûtent deux fois plus cher qu'avant 1914 ! Selon le très conservateur *O Estado de São Paulo*, entre janvier 1914 et

janvier 1916, le prix du sucre a presque doublé. L'industrie textile *paulista*, tournée vers le marché local, est touchée et procède à des licenciements de masse. Avec la guerre, les salaires sont en moyenne amputés de 15% ! Les hôpitaux sont pleins tant les ventres des ouvriers et des plus pauvres sont vides.

Dresser la tête, s'organiser, revendiquer pour soi-même et les autres, c'est souvent perdre son emploi, condamner sa famille à une misère encore plus grande, voire être expulsé du pays s'il l'on est né à l'étranger. Et pourtant dans ces conditions terribles, la classe ouvrière brésilienne va écrire les plus belles pages de son histoire... ■

Maria FLORES

1 – Vers extraits de *Jaurès* de Jacques Brel.

2 – En 1920, les étrangers ne représentent plus que 51% des employés du secondaire dans tout le Brésil.

Nos camarades de la compagnie **À fleur de peau** présentent leur nouveau spectacle, ***Les Clefs furtives de ma mémoire.***
C'est au théâtre Dunois, à 20h30, jusqu'au 18 avril. Le spectacle partira en tournée en mai. Ne le ratez pas. En attendant, le public parisien pourra derechef se régaler avec ***Petite Énigme pour un grand mystère,*** donné par cette compagnie, à l'espace Paris Pleine, les 24 et 25 avril.
Théâtre Dunois : 108 rue du Chevaleret Paris 13e.
Rés. : 01 45 84 72 00.
Rens. 04 42 00 77 75.

ANARCO-COMUNISTAS E SINDICALISTAS REVOLUCIONARIOS

AVANT guerre, le Brésil a beau recevoir en grande pompe des hommes de gauche ou supposés tels comme Georges Clemenceau, Jean Jaurès et Jules Guesde, il n'en demeure pas moins un pays qui traite la question ouvrière plutôt comme une affaire de police que comme un problème social. Libertaires et socialistes sont souvent considérés comme des agents de l'extérieur venus saboter l'économie... Signe des temps, la loi du sénateur Adolfo Gordo de 1904, copiée sur le modèle argentin, qui vise à l'expulsion de tout agitateur étranger. Elle sera constamment retouchée et améliorée jusqu'aux lois dites scélérates de 1927. Les débuts du mouvement ouvrier sont par conséquent périlleux dans ce Brésil qui a très mauvaise presse en Europe. Bien des gouvernements dissuadent en effet leurs ressortissants d'y émigrer.

En avril 1894, des ouvriers d'origine italienne tentent à São Paulo d'organiser le 1er mai. Ils sont arrêtés, torturés et menacés d'expulsion. À l'époque, les journalistes qui rendent compte des activités ou des revendications des milieux prolétariens sont eux aussi inquiétés.

En règle générale, les premiers travailleurs à redresser la tête sont des ouvriers qualifiés ou des artisans, qui ont moins à craindre du patronat et de la police. À l'opposé, les jaunes et autres briseurs de grèves sont le plus souvent des Brésiliens de vieille souche. On l'aura compris, il faut un courage certain pour se lancer comme les cheminots et les ouvriers du tabac dans la grande grève de 1891 à São Paulo, ou comme les employés de la *Companhia Paulista de Estradas de Ferro*, en 1906. La police n'est pas avare en coups de trique ; les *pistoleiros* sont bon marché...

Mais la première victoire se concrétise à São Paulo en mai 1907, où à l'issue d'une grève générale réunissant 10 000 ouvriers, ceux-ci obtiennent une réduction de la durée du travail.

Prévoyants, *fazendeiros* et industriels du Sud-Est font appel à des Nordestins, réputés dociles, ainsi qu'à des Japonais, dont les premiers candidats à l'esclavage tropical débarquent en 1908. L'année suivante, pour délit d'opinion, sont expulsés le directeur d'*Avanti !*, Vicenzo Vacirca (qui sera plus tard député socialiste en Italie), l'éditeur de *La Battaglia*, Oreste Ristori, et Edmondo Rossoni, syndicaliste des plus actifs. La répression est telle que le modeste *Partido Socialista* se transforme en neutrissime *Centro Socialista Paulistano*.

Les acteurs et dirigeants des grands mouvements ouvriers de 1917-20 sont d'obédience libertaire, le Brésil comptant très peu de sociaux-démocrates. Ceux-ci, jauressiens ou

marxistes, n'ont guère d'influence au-delà de quelques cercles d'intellectuels. Au Parlement, on trouve très peu de députés de gauche dans la mesure où le monde ouvrier rejette la farce électorale. En revanche, les anarchistes y jouissent d'une influence incontestable. Encore convient-il de distinguer les différents types d'anarchistes.

À Rio, les syndicalistes-révolutionnaires, qui se nomment aussi anarcho-syndicalistes, sont majoritaires. Pour eux, le syndicat est le lieu d'articulation des intérêts des producteurs et des luttes de ces derniers. À São Paulo, où le courant syndicaliste-révolutionnaire n'existe pas, les anarcho-communistes sont les plus nombreux. Adeptes d'Erico Malatesta, ils pensent que le syndicat n'est pas un organisme d'affranchissement du joug capitaliste et reprochent aux syndicalistes-révolutionnaires de se préoccuper plus des salaires que de l'émancipation humaine, comme le signaleront José Elias da Silva, Manuel Campos et Antônio Moutinho dans un manifeste célèbre contre la *Federação Operária do Rio de Janeiro*. Mais ces divergences ne sont pas si profondes puisque tous les leaders ouvriers se retrouvent autour d'une seule et même tactique de lutte : l'action directe, née aux alentours de 1906 et qui continuera jusqu'au début des années 20. L'*ação direta*, c'est la primauté de l'action sur l'organisation, avec comme mythe mobilisateur la grève générale. Foin des intermédiaires comme les députés progressistes, la presse, voire les curés... On agit par soi-même et presque tous les moyens sont bons. En 1906, les cheminots inaugurent en arrachant les rails, en vidant les châteaux d'eau, en détruisant les machines. Contre la brutalité policière, on n'hésite pas à s'armer et à tirer pour sauver sa peau.

Dans un premier temps, les fédérations ouvrières *carioca* et *paulista* condamnent l'action directe avant de l'adopter.

L'action au-dessus de l'organisation va porter ses fruits à défaut de porter l'estocade au système qu'elle était censée abattre... ■

Elba CUNINA

MODESTES DÉBUTS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Tobias Barreto est vraisemblablement le premier intellectuel brésilien à lire *Le Capital* de Marx, dont il cite des passages dans *Questões Vigentes*. En 1872 circule le premier article consacré à Marx. Il est rédigé par Melo Morais Filho et Luís Bívar. Six ans plus tard surgissent divers clubs socialistes : *O Internacional Socialista* à Salvador, *O Socialista*, à Rio de Janeiro, etc. En 1889 est créée par l'ingénieur sergipano Silvério Fontes l'*União Socialista de Santos*. Le Ier Congrès socialiste brésilien, présidé par Luís da França e Silva à Rio, s'ouvre le 1er août 1892. La même année, à São Paulo cette fois, se tient le Ier Congrès socialiste du Brésil, plus ou moins convoqué par le PS français et qui rassemble 400 délégués ne représentant qu'eux-mêmes. En sort le *Partido social-democrata*, à la vie plutôt éphémère. Le *Centro Socialista* de São Paulo lance en 1896 *O Socialista* rédigé en quatre langues (portugais, italien, espagnol et allemand). Le 28 mai 1902, on tente de fonder à São Paulo le *Partido Socialista do Brasil*.

En 1906 l'*União Operária de Recife* entre en contact avec le *Partido Operário Independente do Rio* et la *Federação Socialista de Salvador*. Ces socialistes participent au *Congresso Operário* de Rio où les anarchistes rejettent l'idée de créer un parti, optant pour une centrale ouvrière, la *Confederação Operária Brasileira*, fondée le 20 avril 1906, sur le modèle de la CGT.

En 1906, le *Centro Karl Marx* de São Paulo publie *Parola dei Socialisti*, qui n'est donc pas accessible aux lusophones.

En 1907, à Recife, le 1er mai est fêté au théâtre *Santa Isabel* sous un énorme portrait de Marx. Mais qui l'avait lu en dehors d'intellos comme Euclides da Cunha ou Artur Orlando ?

Le PSB, éditeur d'*Avanti !*, est représenté au *Comitê de Defesa Proletária* durant la grève générale de São Paulo en 1917. En revanche les sociaux-démocrates condamneront la tentative de *golpe* libertaire de novembre 1918. ■

Nicole AGÈNE

LA MONTÉE EN PUISSANCE

Avant d'en arriver au premier grand pic que constituent les grèves générales de juillet 1917, jetons un coup d'œil sur la combativité de la classe ouvrière, qui s'exerce autour de la question des huit heures par jour, de la stabilisation du pouvoir d'achat, de l'amélioration des conditions de travail, de l'abrogation de la loi Gordo et de la lutte contre la guerre...

1913

– Janvier : le président Hermes da Fonseca signe un décret annulant la protection que la loi sur l'expulsion de 1907 offre aux étrangers ayant des enfants nés au Brésil ou étant mariés à un(e) Brésilien(ne). • Grève des tisserands de Sorocaba, le menuisier Joseph Joubert est condamné à quatre mois de prison et à une forte amende pour avoir blessé un commissaire de police.

– 1er mai : à São Paulo, la *Federação Operária* est dissoute. À Santos, 10 000 personnes manifestent en chantant *L'Internationale*. • 3 : après quatre mois de prison et de tortures, le dirigeant syndical Adolfo Anta est libéré sous la double pression de la rue et de la presse de gauche. • Grève des colons agricoles dans les *fazendas* du district de Ribeirão Preto. Dure répression policière.

– 1er juin : manifestation monstre à Rio contre la loi Adolfo Gordo, qui prévoit aussi l'expulsion sommaire des ouvriers étrangers qui s'affilieraient à des syndicats de classe. À Santos, la foule est violemment dispersée par la police.

– 8 septembre : ouverture à Rio du IIe Congrès ouvrier, convoqué par la *Confederação Operária Brasileira*, sous l'autorité de l'anarcho-syndicaliste Astrojildo Pereira.

1914

Naissance du *Centro de Estudos Sociais* à Rio, qui répond au *Centro Libertário* de São Paulo.

– 17 février : 2 000 ouvriers de la *Fábrica de Tecidos de Juta*, à São Paulo, se mettent en grève, leurs salaires n'ayant pas été payés depuis deux mois. • 21 : les patrons *paulistas*, devant la baisse du prix du café enregistrée en 1913 et la crise qui en découle, passent à l'offensive : réduction des salaires, augmentation du temps de travail... mais aussi licenciements massifs dans le textile... à São Paulo, Minas et Rio, on passe parfois à la semaine de trois jours. • Début d'*A Voz do Trabalhador*, organe de la *Confederação Operária Brasileira*.

– 8 mars : le directeur de *La Battaglia*, Oreste Ristori, à l'issue de la manif de Bom Retiro, quartier de São Paulo, prend la parole contre la cherté de la vie.

– 11 avril : fondation, à São Paulo, d'*A Internacional*, association de classe pour la défense des employés des restaurants, confiseries, bars, cafés... • 14 : grève générale au Pará durement réprimée. L'atelier de typographie du journal *O Imparcial*, qui avait

pris la défense des grévistes, est saccagé par la police sur l'ordre du président de l'État, Enéias Martins. Malgré tout, les travailleurs obtiennent satisfaction de certaines de leurs revendications.

– 1er mai : Sur le Largo da Sé a lieu la première manifestation à São Paulo contre les augmentations des produits de premières nécessités, des loyers, contre le lock-out et la baisse des salaires... • À Rio, le Largo de São Francisco, où est prévue la manifestation, est occupé par la police. Les ouvriers se dirigent alors vers le siège de la *Federação Operária*... envahi par la flicaille, qui arrête des dizaines de personnes, qu'elle passera à tabac. • À Petrópolis, la police charge les manifestants puis appréhende Elias da Silva, délégué de la commission exécutive de la Confédération ouvrière. • 25 : le siège de l'*União dos Trabalhadores Gráficos de Belém* est investi par la police, qui embarque cinq de ses dirigeants.

– 5 juin : à Santos, Adolfo Anta est condamné à vingt-quatre ans de prison pour avoir abattu un agent provocateur de la police qui l'avait agressé dans la rue.

– 2 août : la préfecture de poli-

ce de São Paulo fait savoir qu'elle interdit toute manifestation publique contre la guerre, qui menace en Europe... La manif a quand même lieu... On applaudit les orateurs qui ponctuent leurs discours de *« Á bas la guerre ! »*, *« Á bas la boucherie provoquée par le capitalisme ! »*, *«Paix entre nous, guerre aux impérialistes !»*... • À Santos, le rassemblement antiguerre est tellement important que la police renonce à intervenir violemment. Elle se résout à fermer le siège de la *Federação Operária* et arrête Manuel Campos et Ângelo Pérez, qui avaient pris publiquement la parole. • 15 : à Rio, une manifestation énorme se termine par le pillage des magasins et des entrepôts. La flicaille, submergée, est incapable de contenir la foule. • 26 : l'avocat socialiste Benjamim Mota, malgré les menaces du patronat, obtient l'acquittement d'Adolfo Anta (et de Manuel Perdigão). • Ce même jour, la police arrête les organisateurs d'un happening à São Paulo convoqué par le *Comitê Proletário de Defesa Popular*.

– 13 septembre : les principaux quartiers ouvriers de São Paulo sont en pleine agitation contre les patrons qui spéculent sur la guerre. Charge de la police montée.

– Octobre : fondation, par Tércio Miranda, d'*A Luta Social*, à Manaus. • 30 : grève des « textiles » de Sorocaba contre les réductions de salaire (-25%) et le chômage technique.

– 3 novembre : les cheminots de Sorocabana entrent en grève contre la baisse des salaires et surtout les traitements inhumains. Répression policière... Ils retournent au travail avec les promesses de réformes du gouverneur de l'État, propriétaire de la voie de chemin de fer. • Les premiers effets économiques de la guerre en Europe se font ressentir : raréfaction des produits de consommation courante, augmentation des loyers, cessation des petites opérations de crédit, spéculations en tous genres... La misère emplit les hôpitaux. La classe politique demeure étrangement silencieuse sur le sort du prolétariat.

1915

15 mars : à Três Lagoas, les ouvriers du chemin de fer *Noroeste*, surnommé la « Route de la mort », se mettent en grève. Souvent travailleurs involontaires, réquisitionnés par la police, ils n'ont pas été payés depuis neuf mois et se plaignent de ce que le concessionnaire leur fait payer deux fois plus cher les produits de base. L'armée règle le conflit... empilés, les cadavres des grévistes sont brûlés... • 26 : réunion de la *Comissão Popular de Agitação contra a Guerra* sur l'initiative du *Centro de Estudos Sociais*.

– 1er mai : sur la Praça da Sé de São Paulo, des milliers d'ouvriers assistent à la manif pacifiste soutenue par les *Centro Socialista Internacional*, *Centro Libertário*, *Deutschen Graphischen Verband*, *Universidade Popular de Cultura Racionalista*, *Allgemein Arbeiterverein*, *Círculo de Estudos Sociais Francisco Ferrer*, *Grupo Anarquista Os Sem Pátria*, *União dos Canteiros*, *Federação Espanhola*, les journaux *Avanti !*, *La Propaganda Libertaria*, *A Lanterna*, *Volksfreund*. Publication du manifeste « À bas la guerre ! Vive l'Internationale des travailleurs ! » • Campinas, Santos et les autres grandes villes de São Paulo manifestent pour la paix. • À Rio de Janeiro, 5 000 personnes dénoncent la mystification patriotique. • 17 : la *Confederação Operária Brasileira* (COB) se prononce officiellement contre la guerre.

– Juin : hausse très sensible des prix.

– Juillet : grève des boulangers, des employés de café et d'hôtel ainsi que des chauffeurs de taxi.

– Septembre : la COB lance un manifeste adressé à tous les socialistes, syndicalistes et organisations ouvrières du monde, convoquant un Congrès international de la paix à Rio de Janeiro, afin de trouver les *« moyens efficaces de faire cesser la guerre européenne »*. Le manifeste, signé notamment par Antônio F. Vieytes et Astrojildo Pereira, recommande de saboter et de boycotter tous ceux qui, au Brésil, collaborent à l'effort de guerre, et condamne le capitalisme comme *« le principal fauteur de guerre »*.

– 18-20 octobre : *Congresso Anarquista Sul-Americano* à Rio, au siège de la *Federação Operária*.

1916

– 10 février : grève des tailleurs de pierre de Ribeirão Pires (São Paulo). Le siège de leur syndicat est incendié par la

police, qui n'hésite pas à passer à tabac les ouvriers et leurs femmes. Dans la capitale d'État, les manifestations, interdites, se multiplient contre la vie chère.

– Mars : l'entreprise construisant la voie de chemin de fer São Paulo-Goiás interrompt les travaux : elle doit 17 mois de salaire à ses employés. À Catalão, siège de l'entreprise, les ouvriers se réunissent quand intervient la police, qui tire. Bilan : neuf morts, une centaine de blessés, dont 14 gravement touchés. • À Rio, la police *carioca* saccage le siège de la COB.

– 18 juillet : malgré la police, des commémorations monstres accompagnent la mort du vieux dirigeant syndical Leal Júnior.

Dans le monde aussi, 1916 aura été une année tourmentée : la Roumanie et l'Italie sont entrées à leur tour en guerre ; il y a eu l'hécatombe de Verdun ; les Pâques sanglantes de Dublin... Pour la bourgeoisie, 1917 sera « l'année terrible », celle des deux révolutions en Russie, puis du retrait de la guerre de celle-ci, des mutineries... À São Paulo et Rio, 1917 sera marquée par les grèves générales de juillet, qui auraient pu ébranler[1] le Brésil. ■

1 – Typographe anarcho-syndicaliste, figure légendaire du mouvement ouvrier brésilien dès le début de ce siècle, Everardo Dias traduit en portugais le célèbre livre de John Reed sur la Révolution russe, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*. Il se convertira ensuite au marxisme.

JUILLET 1917 : PREMIER ESSAI

DÉBUT avril 1917, suite à l'entrée en guerre des États-Unis, le Brésil suspend ses relations diplomatiques et commerciales avec l'Allemagne. Par surcroît, celle-ci, ayant repris la guerre sous-marine à outrance, coule le *Paraná* tuant trois membres d'équipage. Voilà un bon prétexte pour resserrer la surveillance policière des milieux ouvriers, d'autant que la colère gronde devant la vie quotidienne de plus en plus difficile...

En un an, le prix du riz augmente à São Paulo de 29%, celui des haricots de 160%... Jusqu'en juillet 1917 les prix ne vont cesser de flamber. Du Mato Grosso à Belém, de Recife à Porto Alegre, les grèves éclosent. Dans la capitale fédérale, malgré l'interdiction de manifester, 25 000 ouvriers descendent dans la rue le 11 mai et se défendent de la police à coups de pierre. La *Federação Operária* de Rio envoie une délégation au président Venceslau Brás, qui refuse de les recevoir. Il ne parle pas à des anarchistes. Surtout pas quand ils tiennent des meetings contre la guerre et répandent l'idée que si le Brésil entre dans le conflit, il en sortira endetté et au bord de la banqueroute, ce qui accentuera la misère de la classe ouvrière. Croyant en l'imminence d'une révolution sociale, le social-démocrate Maurício de Lacerda propose au gouvernement un ensemble de lois sur le travail. Or, les fédérations ouvrières ne l'appuient pas, qui croient en l'action directe.

Gravement touchés par la crise, les ouvriers du textile de São Paulo déclenchent les hostilités en juin. Le 9 ont lieu des heurts sérieux avec la police à l'usine Mariângela. Le lendemain, les ouvriers de l'usine Rodolfo Crespi de Moóca réclament 25% d'augmentation. Devant le refus patronal et la menace de lock-out, la grève est déclenchée. Le 15, la police charge les travailleurs qui manifestent et procède à de nombreuses arrestations. Nonobstant, les grèves continuent et gagnent l'intérieur de l'État, comme à l'usine textile Votorantim de Sorocaba, où débarque l'armée. Au début juillet, la capitale voit la grève des « textiles » s'étendre, notamment au quartier de Bom Retiro. L'*União dos Operários em Fábricas de Tecidos* de São Paulo demande que les ouvriers du textile des autres États les rejoignent dans la grève afin que Crespi ne puisse honorer ses commandes. Le 3 juillet, la police montée disperse à coups de sabre les ouvriers et ouvrières qui se dirigent vers la Praça da Sé. Les affrontement sont sévères... Rapidement les *Ligas de bairros* ainsi que le *Comitê de Defesa Proletária* se mettent en place. Certains employeurs prennent peur, comme ceux de la Nami Jafet, qui consentent des augmentations. Si, leurs revendications une fois satisfaites, beaucoup d'ouvriers, ont repris

le travail, d'autres, comme les peintres de la *Companhia Antártica Paulista*, stoppent les machines le 7 juillet. Faisant mine de négocier, la direction appelle la police, qui envahit l'usine et arrêtent les grévistes. C'est la goutte qui fait déborder le vase. Les 8 et 9 juillet, on assiste à de denses manifestations ouvrières au Brás et à Moóca. On déserte les ateliers. Les usines où de rares jaunes (ou *crumiros*) continuent de travailler sont parfois lapidées. Quant à la police militaire qui monte la garde, en position de tir, devant la porte des entreprises, elle ne parvient pas vraiment à intimider ces milliers de grévistes.

Le 10 juillet, dans la rue Flórida, devant l'usine Mariângela, la cavalerie charge les ouvriers, tandis que les agents de police, sur les ordres du commissaire, tirent dans la foule. Tandis que de nombreux blessés sont emportés sans ménagement vers des hôpitaux insalubres et que la police effectue des arrestations en masse, le commissaire général, Tirso Martins, ordonne fermeture des ligues et des unions ouvrières de la capitale. Les meubles et fournitures de celles-ci se retrouvent confisqués et placés dans les hangars du corps des pompiers. La classe ouvrière riposte par la grève générale.

En quelques heures la ville est totalement paralysée. Les messages de solidarité des ligues ouvrières arrivent de tout le pays et sont lus au salon *Germinal*. La police arrête à cette occasion quelques meneurs, dont Nalipinski. On distribue des tracts aux soldats, les enjoignant de refuser de tirer sur leurs camarades ouvriers. São Paulo compte quelque 20 000 grévistes !

Le 11 juillet, on apprend, suite à la charge de la police à Mariângela, la mort du jeune ouvrier Antônio Igneguez Martínez, à l'hôpital Santa Maria da Misericórdia. Le commissaire général n'hésite pas à prétendre que ce sont les grévistes eux-mêmes qui l'ont abattu, et non ses agents provocateurs... Mais personne n'est dupe. La commission de défense prolétarienne demande aux ouvriers et à la population de São Paulo de manifester leur solidarité en accompagnant la dépouille mortelle de Martínez jusqu'au cimetière d'Araçá. Le 12 juillet, c'est une foule immense qui suit, sous forte surveillance militaire, le cortège funèbre. Elle approche dangereusement de la *Polícia Central*. Fusent alors des *« libérer nos camarades ! »*, *« libérez Nalipinski ! »*. On évite de justesse l'affrontement. Au cimetière, l'atmosphère est au recueillement. Un discours est prononcé, qui émeut y compris une partie des soldats. La foule revient vers la Praça da Sé où des leaders ouvriers prennent la parole. Et c'est le soir venu que les incidents se multiplient. Le peuple a faim de justice et faim tout court. Au Brás, des groupes spontanés d'ouvriers se forment, certains pillent les magasins. À Moóca, une véritable bataille rangée les opposant à la troupe se solde par des dizaines de blessés. Sur l'avenue Rangel Pestana des coups de feu éclatent, tirés probablement des

toits. On compte des morts et des blessés parmi la soldatesque. La police se replie tandis que s'érigent des barricades dans les rues du Brás et de la Moóca. La police montée n'arrive pas vraiment à empêcher le pillage des entrepôts de farine. Plus graves (pour l'État), les cas d'insubordination se multiplient dans les 1er et 4e bataillons de la *Força Pública*. La *Guarda Cívica* vacille. Arrive en renfort, de Lorena, le 53e bataillon de chasseurs. Le gouverneur mobilise à la hâte à Campinas, Piracicaba, Sorocaba... Le 13 juillet, la ville et sa ceinture ouvrière semblent incontrôlables. L'État va jouer à la fois de la carotte et du bâton...

L'anarchiste Edgar Leuenroth est arrêté pour incitation au pillage. Tirso Martins interdit les meetings dans la rue et décrète le couvre-feu. La police réactive elle-même le service des tramways. Les ouvriers tentent de s'y opposer. La police tire, une balle perdue tue une jeune fille de 12 ans. Un maçon qui demandait aux passagers de ne pas emprunter de trams conduits par des policiers est abattu sur place. Tout l'État de São Paulo semble au

bord de l'embrasement : la grève générale s'est étendue à Santos. Dans la capitale, la situation est chaotique, les pillages ou plutôt la reprise collective continuent ; certains patrons cèdent sur les 20% d'augmentation – ce qui ne rattrape pas la hausse des prix ; les premiers bataillons de fusiliers débarquent... Et la presse s'en mêle. Le 14 juillet, les journalistes lancent un appel solennel aux deux camps et se proposent de jouer les médiateurs. Artur Guarnieri, le chef des francs-maçons de São Paulo, souhaitent que les esprits se calment. Le dimanche 15 juillet, le gouverneur Altino Arantes s'engage à relâcher les ouvriers arrêtés, à garantir le droit de réunion, à renforcer la législation sur le travail des enfants en usine, à empêcher celui des femmes et des enfants de nuit, à garantir des prix à la consommation raisonnables et, enfin, à lutter contre les marchandises frelatées. Le 16 juillet, « grâce » à l'intervention de la *Comissão de Imprensa*, la plupart des entreprises, sauf les étrangères comme la canadienne *Light & Power* ou la britannique *São Paulo Railways*, signent un accord entérinant les revendications ouvrières. Le lendemain, le *Comitê de Defesa Proletária* enterre la hache de la guerre de classes.

Le 18 juillet, 80 000 manifestants, dans la plus grande discipline, écoutent Edgard Leuenroth, Antônio Candeias Duarte et Teodoro Municelli, chantent *L'Internationale* puis se dispersent dans l'ordre. Ils ont momentanément gagné...

Or, c'est le 18 juillet que, sous l'impulsion d'un ouvrier d'une usine de meubles, Flávio dos Santos, le mouvement de grèves en chaîne se déclenche à Rio. Cinq jours plus tard, la capitale du Brésil compte 50 000 grévistes. On retrouve, entre autres anarchistes, à la tête du mouvement le professeur José Oiticica *(voir encadré page suivante)*. La police d'Aurelino Leal, surnommé le *Trepov carioca* (en référence à l'ex-chef de la police du tsar), les laisse manifester tranquillement avant de procéder à de vastes arrestations et de fermer la *Federação Operária* et le *Centro Cosmopolita*, où des éléments ont tiré sur les forces de l'ordre. Malgré les intimidations de ces dernières, les grévistes obtiennent quelques succès, comme des augmentations, même si l'État prétend que la journée de huit heures, le travail des enfants et la prise en charge des accidents du travail relèvent du Congrès et de la loi. La 2 août, la grève générale a cessé.

Il n'y a pas eu de Grand Soir. Comment aurait-il pu en avoir vu que les grèves générales, plus spontanées que jamais, ont de pris tout le monde de vitesse ? Il n'y a eu non plus d'articulation entre les révolutionnaires de São Paulo, Rio et Santos ; le prolétariat agricole a cherché en vain des consignes précises pour efficacement se joindre au mouvement. Edgard Leuenroth a été « cueilli » dans des conditions invraisemblables qui montrent le peu de place accordé par les leaders ouvriers à la sécurité. Néanmoins, le prolétariat a fait preuve d'une belle unité, d'une formidable combativité et a su spontanément cibler son ennemi : le capital, fauteur de guerre et de misère, et l'État. Et si la déclaration de guerre à l'Allemagne va permettre à la bourgeoisie d'affaiblir un temps les luttes ouvrières, celles-ci vont renaître comme jamais à la nouvelle de la révolution bolchevique... ■

Igor DELESTE

Emiliano Di Cavalcanti se rappelle... « *Et la célèbre grève de 1917 ? Les quartiers du Brás et Moóca assiégés ! [...] Je me souviens de la stupidité de mes collègues de l'académie contre les grévistes. Je me souviens d'Oswald de Andrade aux réflexes réactionnaires catholiques qui le dominaient, et qui voulait faire des incursions armées à l'aube pour déloger les grévistes. Je me souviens d'une manifestation ouvrière qui avança jusqu'au centre de la ville et qui fut dissoute sous les coups de sabots de la police montée.* »

On le voit, en juillet 1917, Oswald l'anthropophagiste ne s'était pas encore converti au communisme... ■

Petit fonctionnaire épris de littérature, Astrojildo Pereira (1880-1965), dit Alex Pavel, participe au IIe Congrès ouvrier, en 1913. Anarchiste, il est membre du comité insurrectionnel en 1918. Quatre ans plus tard, il participe à la fondation du PCB. Succédant à Nequete au poste de secrétaire général, il est représentant du parti à la Comintern, à Moscou. Victime, au Brésil, de la « prolétarisation » à la stalinienne, il démissionne en 1932.

« LE PATRIOTISME EST L'ULTIME REFUGE DE LA CANAILLE »

Depuis avril 1917, l'idée que le Brésil finira bien par déclarer la guerre à l'Allemagne fait son chemin. D'autant que le mois suivant, les « sales Boches » torpillent deux autres vaisseaux brésiliens, *O Tijuca* et le *Lapa*.

La presse chauffe les esprits. Tous les jours, *A Noite* publie un article du belliciste Medeiros e Albuquerque. Dans sa livraison du 7 mai, celui-ci se laisse aller jusqu'à accuser l'État de Santa Catarina d'être un *« relais de l'impérialisme germanique »*. Partant en croisade contre l'étranger, ce même quotidien se plaint par exemple que, lors d'une réunion officielle, le chef de l'orchestre exécutant l'hymne national brésilien ait été un Italien. (Et des fils de la Botte, la bourgeoisie a l'occasion d'en voir pendant les grèves de juillet...) En septembre, soit un mois avant la déclaration de guerre, le gouvernement de São Paulo, surfant sur l'onde xénophobe qui submerge la bourgeoisie, prend l'initiative d'expulser 20 leaders ouvriers nés à l'étranger, dont Edgard Leuenroth. Ses avocats vont mettre plus de six mois à faire sortir de prison *« l'auteur psychologique et intellectuel de la grève générale de 1917 »*. Le *Jornal do Comércio* est un des rares quotidiens à attaquer de front les ouvriers en réclamant *« contre les Lénine de São Paulo une répression énergique qui, pour être efficace, exigera que le gouvernement décrète la loi martiale »*.

Pour le moment, l'État essaie également de les diaboliser... L'anarchiste d'origine italienne Gigi Damiani est accusé d'avoir souillé l'honneur d'une mineure. On fait passer le Polonais Antônio Nalepinski pour un maquereau qui vivrait aux dépens de sa femme, brésilienne. José Sarmento Marques, un

Pourtant, le casque à pointe, c'est pratique pour la capoeira !

des négociateurs de la fin de la grève de juillet, aurait déjà été condamné à la prison au Portugal pour un délit de droit commun. Violant l'esprit de la loi, le 6 octobre 1917, la Court suprême refuse de considérer les anarchistes étrangers installés depuis des décennies au Brésil comme des résidents. Le même mois, alors que l'expulsable Evaristo de Morais prépare un appel en *habeas-corpus* et que Nereu Rangel Pestana apporte les preuves de sa résidence, le gouvernement de São Paulo expédie sur le *Curvello*, ancré à Santos, une douzaine de leaders ouvriers, parmi lesquels Florentino de Carvalho, Nalepinski et Sarmento Marques. Mal traités à bord et à l'escale bahianaise car identifiés à des bandits et des proxénètes, ces déportés, après une tentative d'évasion à Recife, sont abandonnés aux Barbades.

Même si les réactions à la *réaction* sont nombreuses, bien des voix sont étouffées par les bêlements cocardiers. Le chef de l'État, Venceslau Brás, et le ministre de la Guerre, Caetano de Faria, président une série de cérémonies où paradent des centaines de jeunes réservistes prêtant serment devant le drapeau vert et jaune. Le gouvernement crée la Ligue de défense nationale, entraîne des volontaires et des réservistes. Des *Tiros de Guerra* surgissent dans les clubs et les collèges. Le *Partido Republicano Feminino* prépare les volontaires du sexe dit faible pour la Croix-Rouge et l'École d'infirmières. La fête (nationale) du 7 septembre voit défiler les glorieux représentants des *Tiros de Guerra*, qui n'iront jamais à la guerre...

José Oiticica e Rodrigues Leite (1882-1957), fils de sénateur fortuné, est professeur quand il devient, à la suite de ses lectures, anarchiste. En 1913, il s'implique dans le mouvement ouvrier, où ses talents d'orateur font merveille. Il est un des grands leaders de juillet 1917. Il l'est aussi des mouvements de novembre 1918 et de mai 1919. Dans les années suivantes, il prendra fermement position contre le bolchevisme.

Tout comme on accuse Lénine d'être un agent de Berlin, on prétend que les anarchistes agissent pour l'étranger. Ministre des Finances, le francophile João Pandiá Calógeras affirme que « *le gouvernement impérial allemand est secrètement mais avec efficacité intervenu dans les affaires internes du Brésil* ». Notamment pendant les grèves. La preuve en est que les anarchistes s'opposent à l'entrée en guerre du Brésil contre le *Reich*. Car après le 26 octobre 1917, date du torpillage du *Macau*, l'état de belligérance est finalement décrété. L'Église, quelques syndicats et certains intellectuels se mobilisent.

L'archevêque d'Olinda, Dom Sebastião Leme, tranche avec la neutralité vaticane : « *Chaque navire brésilien qui coule dans les mers est une pièce de la mère-patrie qui s'en va. Unis avec les autorités légitimement constituées, nous saurons comment remplir notre devoir.* » Le syndicat des tisserands fait le sien en demandant que toute grève soit suspendue. Celui des fabricants de chaussures récolte de l'argent pour la Croix-Rouge. Des ouvriers intègrent le *Batalhão Rui Barbosa*. À Rio, les grévistes du textile se rallient à l'appel du président de la République et reprennent le travail au nom d'un « *patriotisme extrême* ». Les marins civils de la *Lloyd Brasileiro* reçoivent un entraînement militaire. La *Companhia Docas* de Santos prévient le président de la République qu'elle fournira des uniformes à ses employés s'engageant dans les *Linhas de Tiro* ou dans la réserve de la marine et leur garantira un travail de retour de leur service militaire.

Jalouse de la modernité de son homologue française, la gauche socialiste connaît aussi ses traîtres : Carlos Escobar (comme son nom l'indique), Nereu Rangel Pestana, Carlos Marçal. Pour justifier la rupture de la neutralité, ce dernier cite paisiblement Gustave Hervé, les anarchistes de tranchée à la Kropotkine et Jean Grave, voire, ce qui est malhonnête et absurde, Bakounine, « *ennemi de la guerre mais pas de la sauvagerie* ».

Serviteur zélé de la bourgeoisie, l'intelligentsia vole déjà au secours de la patrie pas vraiment en danger. Longtemps opposé à la « *Grande Guerre commerciale* », mais favorable depuis des années au service militaire obligatoire, le poète Olavo Bilac lance un appel national et solennel à la mobilisation. Et tandis que la presse vaguement de gauche monte à l'assaut – *O Combate* accuse l'aristocratie caféière d'être germanophile –, certains écrivains font de la résistance. Monteiro Lobato, le père de *Jeca Tatu*, se déclare l'ami de la culture allemande, rien que pour contrarier le très réactionnaire *Estado de São Paulo*. Membre de la *Liga Pró-Aliados*, Lima Barreto la quitte et s'en prend aux capitalistes profiteurs de guerre, aux Matarazzo, Prado et consorts qui se font du gras en affamant le peuple.

Comme si cela ne suffisait

Lénine faisant le ménage en Europe...

Lénine, espion allemand, car rentré de Suisse vers la Russie dans un train blindé avec la bénédiction du Kaiser. La légende a la peau dure. Au Brésil, où les anarchistes étaient eux aussi des espions teutons, la presse fait preuve d'une imagination certaine. *O Combate* du 25 juillet 1917 le présente comme le « *chef de l'espionnage allemand en Russie, qui a dépensé des millions de roubles ces derniers mois* ». Le lendemain de la prise du palais d'Hiver, le *Correio da Manhã* affirme que « *Lénine est mort en 1916 en Suisse et* [que] *le faux Lénine, qui dernièrement a agité la Russie, n'est autre qu'un certain Zaberlun, ancien ami de celui-ci.* »

Saisis en 1945 dans les décombres du ministère berlinois des Affaires étrangères, des documents prouvent que, comme l'écrit Jacques Droz, « *du côté russe, ce n'est pas de Lénine, dont ils ont pourtant favorisé le retour en Russie – sans se rendre compte parfaitement de l'importance de ce qu'ils faisaient –, mais du gouvernement provisoire que les Allemands attendent la fin de la guerre à l'Est, en faisant entendre, par des déclarations officieuses ou par l'envoi d'intermédiaires, qu'un armistice honorable pourrait être conclu.* » ■

pas, l'hystérie drapeautique vire à la violence et aux pillages xénophobes. En novembre, un journaliste qui s'est montré ironique envers certaines démonstrations nationalistes est attaqué à coups de sabre par des volontaires de la patrie. À Porto Alegre sont incendiés le *Clube Germânia* et une usine de limonade appartenant à un Allemand, Victor Fischer. Chez ce félon teuton, on a retrouvé une guitare (preuve de ses mœurs dissolues) et de la fausse monnaie, c'est du moins ce qu'affirme la presse... À Rio, tout ce qui a un rapport avec l'Allemagne est pillé et saccagé, de la pharmacie à l'école, du bar au club en passant par les journaux, comme le *Diário Alemão*, dont l'atelier typographique est détruit. Quant aux commerçants syriens, possesseurs le plus souvent d'un passeport ottoman, ils prennent ostensiblement soin de préciser qu'ils ne sont pas turcs. Ancré au port de Rio et battant pavillon allemand, le *Golburk* est saisi par les autorités et son équipage, déporté dans la prison d'Ilha do Governador.

La réaction s'en donne à cœur joie. L'évêque de Campinas, João Batista Correia Néri, fait remarquer qu'il faut instiller une « *conscience nationale* » aux travailleurs agricoles. « *L'obligation d'aider à nourrir les Alliés en exportant d'une manière encore jamais vue des céréales vers l'Europe* [...] *inéluctablement augmentera le prix des produits de première nécessité chez nous* », comme si cela n'était pas déjà fait. Odieux, le gras prélat éructe : « *Ouvriers agricoles brésiliens ! De vous, pour qui le travail est une seconde nature, la nation attend tout, sûre de votre coopération et de votre abnégation.* »

Mais tout le prolétariat ne répond pas aux sirènes du patriotisme. Si les grèves diminuent, c'est avant tout en raison de l'état de siège voté par le Congrès après la déclaration de guerre. De fait, l'ennemi est d'abord à l'intérieur... La *Federação Operária* de Rio de Janeiro, déjà fermée depuis juillet, est qualifiée par Aurelino Leal, de « *redoute d'anarchistes à la solde de l'étranger où l'on prêche la dissolution de la famille, la négation de la mère-patrie, la subversion de l'ordre légal et l'assassinat de l'autorité* ».

La presse antiguerre se retrouve bien sûr interdite. Parmi les journaux fermés, il est celui du jeune Antônio Bernardo Canelas (18 ans), qui a fui Rio pour Maceió. Là, aidé d'un Alagoanais de 21 ans, Otávio Brandão, il publie *A Semana Social*. En « une », ils osent titrer « *À bas la guerre impérialiste !* ». Canelas doit quitter précipitamment Maceió pour Recife. L'hebdomadaire est mis à sac par des bellicistes de l'arrière qui crachent « *mort à Canelas !* ».

Le Brésil est entré (officiellement) en guerre depuis quelques semaines que parviennent déjà les premières nouvelles de la révolution d'Octobre[2]. Le mouvement ouvrier semble à genoux, la lueur libératrice venue de l'Est le remet vite sur ses pieds... ■

Serge VOLINE

Fils d'un pharmacien allemand émigré au Brésil, Edgard Leuenroth quitte l'école à 10 ans puis devient typographe à 14. Il milite dans un cercle socialiste en 1903 avant de devenir anarchiste, l'année suivante. Grande figure véritablement incontestée de l'anarchisme révolutionnaire, plusieurs fois arrêté, il résiste à la bolchévisation du mouvement libertaire.
Il meurt en 1968.

1 – Phrase de Samuel Johnson, citée dans *Les Sentiers de la gloire*.

2 – Le chancelier Nilo Peçanha n'est pas tenu tout de suite au courant par Gustavo Vianna Kelsch, le diplomate en poste en Russie, de l'arrivée au pouvoir des bolcheviks, le 7 novembre (selon notre calendrier) 1917. Le 4 décembre 1918 marque la date de la fin de la représentation brésilienne en Russie. Celle de la Russie au Brésil s'achève le 15 décembre 1920. L'Itamaraty n'enverra d'ambassadeur à Moscou qu'en 1945.

1918, L'ANNÉE ROUGE

Momentanément étouffé par la loi martiale, le prolétariat brésilien n'a pas dit son dernier mot. Dans un monde déjà globalisé, l'agitation révolutionnaire en Europe lui redonne des forces et l'espoir. Voyons ce qui se passe dans l'Ancien Monde...

– 2 janvier : début des grèves sauvages dans les industries de guerre austro-hongroises. • 8 : Woodrow Wilson présente ses « 14 points », privant ainsi la Russie de l'exclusivité de sa politique de paix. • 12 : • en Angleterre, John Maclean est arrêté et condamné à trois ans de prison pour avoir protesté contre la mobilisation des jeunes Britanniques de moins de 18 ans. Dans sa plaidoirie, censurée, Johnny avait déclaré : *« Je ne suis pas ici en tant qu'accusé; je suis ici en tant qu'accusateur du capitalisme ruisselant de sang de la tête aux pieds. »* • 20 : soulèvement des marins austro-hongrois à Cattaro. • 26-27 : influencés par Petrograd, les ouvriers prennent les armes à Helsinki et dans le sud du pays. • En solidarité avec la Russie soviétique, 700 000 ouvriers autrichiens manifestent. • L'Allemagne compte 1 million de grévistes, beaucoup sont envoyés sur le front...

– 18 février : dénonçant l'armistice de Brest-Litovsk, les Allemands attaquent la Russie.

– 3 mars : signature du traité de paix de Brest-Litovsk. Les troupes russes se retirent de Roumanie, isolant la révolution conduite par Rakovsky, obligé à nouveau de se réfugier en Russie. • Les révolutionnaires allemands ressentent un certain malaise devant le repli de leurs camarades russes. • 6-8 : débarquement des Britanniques à Mourmansk.

– 1er avril : s'ouvre à Chicago l'immense procès contre 101 *wobblies* (membres des *Industrial Workers of the World*, IWW, anarcho-syndicalistes de choc). Couvert par John Reed, il va durer cinq mois. • 3 : ancien aide de camp de Guillaume II, le général Rüdiger von der Golz prend pied en Finlande, avec la bénédiction des Alliés. La terreur blanche qu'il y déclenche fait entre 8 et 15 000 morts. • 5 : débarquement britannique à Vladivostok.

– 1er mai : à Milan, la classe ouvrière manifeste contre la guerre. • 100 000 personnes descendent dans la rue fêter la libération de Maclean, finalement relâché. • Partie de chez Renault, la grève s'étend à 250 000 ouvriers de la région parisienne. • Grève victorieuse des travailleurs du bassin de Firminy, qui obtiennent la libération de six des leurs camarades menacés du conseil de guerre. • Grève à Vienne (France), où trois dirigeants de la CGT ont été condamnés à de lourdes peines pour *« provocation au meurtre et provocation de militaires à la désobéissance. »* • 20 : vastes mutineries dans l'armée austro-hongroise. • 26 : le soulèvement de la Légion tchèque sonne le début de la guerre civile en Russie. (Quelques mois plus tard les bolcheviks, acculés sur une portion minuscule du territoire russe, déclenchent l'impitoyable et pas toujours justifiable terreur rouge, sous fond de communisme de guerre.)

– 2 août : les Japonais débarquent en Sibérie. • 4 : les Anglais occupent Bakou.

– Octobre : agitation en Autriche-Hongrie contre l'envoi au front des régiments les plus rouges. • 21 : libération de Karl Liebknecht. • 25-27 : grève générale en Espagne. Naissance du *Sindicato Único* après le congrès de Sáns de la CNT de Catalogne. Début des deux années rouges, *el bienio bolchevique*. Les jeunes du PSOE se déclarent prorusses.

– Novembre : débandade dans les armées des Empires centraux. • 3 : décisive mutinerie de Kiel. • 6 : la création du conseil ouvrier de Lublin déteint dans les autres régions industrielles. • 7 : fondation en Pologne du « gouvernement populaire » du socialiste Daszynski. • 9 : libération de Rosa Luxemburg. • Grève générale en Suisse pour fêter le premier anniversaire de la révolution d'Octobre. • 12 : la république des conseils de Bavière est proclamée. • 15 : le soviet polonais de Dabrowa appelle à la grève générale. • 18 : les Français débarquent à Odessa, les Anglais, à Batoum.

– Décembre : les ouvriers japonais protestent contre l'envoi de riz aux troupes contre-révolutionnaires en Russie. • 4 : formation des premiers corps francs en Allemagne. Ils sont composés d'anciens combattants fraîchement démobilisés. • 18 : la police de Bucarest ouvre le feu sur une manifestation ouvrière : 60 morts. • 23-25 : « Noël sanglant » à Berlin. ■

« OCTOBRE » EN NOVEMBRE

Les sirènes nationalistes et bellicistes ne trouvent plus guère d'écho parmi les travailleurs. Dans une lettre ouverte au chef de la police, Aurelino Leal, le libertaire José Oiticica fait remarquer que si les associations ouvrières ont été contraintes de fermer, c'est pour mieux renaître. Et de préciser que *l'União Geral dos Trabalhadores*, qui prend la relève de la *Federação Operária*, le 19 mars 1918, dispose désormais de six fois plus de membres : *« L'acte arbitraire qui a fait que Votre Excellence ferme la* Federação *fut un lien très fort qui a resserré l'unité des travailleurs. »* À Recife s'ouvre la *Federação das Classes Trabalhadoras.*

Le 1er mai 1918 offre un visage contrasté. D'un côté, on assiste à une carnavalisation de cette fête revendicative orchestrée par la police d'Aurelino Leal, lequel ose monter à la tribune, acclamé par une foule de jaunes. De l'autre, des milliers d'ouvriers demeurant sur le terrain de la lutte de classes saluent la Russie soviétique, demandent l'arrêt immédiat de la guerre, attitudes que stigmatise le *Centro Industrial Gráfico*, qui les taxe de *« traîtres à la patrie »*. Quoi qu'il en soit, les conditions de vie apportent de l'eau au moulin des révolutionnaires : le prix des denrées alimentaires de base ne cesse de grimper et les huit heures ne sont toujours pas réalité.

En août éclate la grève de la *Companhia Cantareira* et de la *Viação Fluminense*, compagnie de transport (trams et ferries) entre Rio et Niterói. Une des raisons en est que les traminots ont reçu une augmentation de salaire et pas les marins. Le conflit fait tache d'huile. La nuit tombée, on enregistre des affrontements entre la police et des groupes d'ouvriers. Mieux, le 58e bataillon du colonel Estilac Leal rejoint les grévistes et vient à s'en prendre à la voiture du commandant de la *Força Militar*, José Ribeiro. Le 7 août, dans la rue da Conceição, ouvriers et soldats du 58e protestent aux cris de *« à mort la police et le gouvernement ! », « vive l'anarchie ! vive l'internationalisme ! »*. La *Força Militar* charge : elle y laisse des blessés sur le pavé, mais moins que les insurgés. Parmi eux, l'ouvrier José Oliveira do Amaral et le soldat Nestor Pereira da Silva ne se relèvent pas. Ce dernier a droit à des funérailles gigantesques, au cours desquelles on apprend le décès d'un autre soldat, Antônio Lara França. De nombreux renforts militaires (loyalistes) affluent vers la capitale. Le 9 août, sans avoir obtenu d'augmentation pour les marins, les traminots reprennent le travail. La police arrête des dizaines d'anarchistes, dont Astrojildo Pereira et João da Costa Pimenta, qui du fond de sa cellule glaciale entame une longue grève de la faim. Libéré, il participera au conseil insurrectionnel de novembre 1918...

Caricature montrant Trotsky signant la *« paix malheureuse »* de Brest-Litovsk sous la pression des Allemands.

Prise du palais... au printemps. Selon le mot de l'historien Marc Ferro, la prise du palais d'Hiver de Petrograd fut un *« mouvement de masse auquel seul un petit nombre a participé »*. Forts du lointain exemple bolchevique et en synchronie avec la révolution mondiale, les anarchistes cariocas songent à un coup contre l'État afin *« établir un gouvernement populaire de représentants des travailleurs et des soldats »*. Ils n'estiment pas un instant que le Brésil doive attendre d'être un pays industriellement développé pour que s'y épanouisse la république des soviets. Pour ce faire, ils élaborent un plan en vue de s'emparer des points straté-

L'éclectisme des moyens de lutte fait florès en 1918. Lors d'une grève des ouvriers boulangers, une famille d'artisans portugais joue les jaunes. Un client (anarchiste) lui confie une dinde à rôtir dans son grand four. La boutique explose : le volatile était farci à la dynamite...

giques de la capitale fédérale avec le soutien des éléments les plus déterminés de la classe ouvrière (travailleurs du textile, du bâtiment, métallurgistes) et celui de certains régiments réputés rouges.

Au conseil insurrectionnel libertaire, censé coordonné l'opération, on retrouve le professeur José Oiticica, du prestigieux Colégio D. Pedro II, l'avocat socialiste et bahianais Agripino Nazaré, le fonctionnaire récemment licencié Astrojildo Pereira, Manuel Campos, ancien directeur de *Na Barricada*, Álvaro Palmeira, enseignant disposant d'une grande influence parmi les travailleurs de la construction civile, le typographe Carlos Dias, les syndicalistes du textile Manuel Castro et Joaquim Morais, ainsi que José Elias da Silva, João da Costa Pimenta et le journaliste José Romero.

Oiticica pense déclencher le putsch le 15 novembre, quand le Sénat et la Chambre seront réunis à l'occasion de l'investiture du président de la République, Francisco Rodrigues Alves. Or celui-ci meurt de la grippe et aussitôt se trouve remplacé par son *vice*, Delfim Moreira. L'insurrection est repoussée au 18. *A posteriori*, beaucoup estimeront le moment mal choisi. La population de Rio se débat en pleine épidémie d'influenza – elle fera près de 15 000 morts rien que dans la capitale. Par ailleurs, bien des travailleurs ne sont pas encore désintoxiqués du carnaval politicien que constitue l'investiture... Enfin, le conseil insurrectionnel est aussi méfiant que les spartakistes allemands... Lui est présenté par Ricardo Correia Perpétua, chargé de distribuer des tracts aux soldats de la *Vila Militar*, le lieutenant de cavalerie Jorge Elias Ajus. Celui-ci encourage la formation de soviets dans toute la ville. Quelle fougue ! En fait, Ajus est un espion...

Le 14 novembre, le conseil se réunit chez Oiticica. La grève insurrectionnelle est prévue pour le 18 novembre à 15h30. À cette heure précise, on escompte que 15 000 grévistes se dirigent vers le Campo de São Cristóvão, où se situe le dépôt d'armes du ministère de la Guerre. Il est décidé que les ouvriers de Botafogo s'empareront du palais présidentiel, où ils hisseront le drapeau rouge ; que les « textiles » de Bangu investissent l'usine de poudre du Realengo ; que Manuel Campos et les hommes du département de Santé s'occupent des armes du dépôt de la police centrale. Simultanément, des employés de la *Light & Power* plongeront la ville dans le noir, tandis que des saboteurs en interne couperont le téléphone. On prévoit 40 barils de pétrole et essence pour incendier la mairie, le siège de la police et les baraquements de l'armée de terre.

Le 17 novembre au soir, l'espion Ajus prévient que, cantonné dans sa caserne, il lui sera impossible de participer au soulèvement. Il propose de tout reporter au 20. Impossible, lui répond Agripino Nazaré, 4 000 ouvriers sont sur le pied de guerre et 1 600 bombes ont déjà été distribuées...

C'est en toute logique que, quelques heures seulement avant le déclenchement de l'insurrection, la police débarque dans le bureau de la rue Alfândega où se trouvent les comploteurs. José Oiticica, Manuel Campos, Ricardo Perpétua, Astrojildo Pereira, Augusto Leite et Carlos Dias sont immédiatement incarcérés. Parviennent à s'évanouir dans la nature, malgré une chasse à l'homme titanesque, João da Costa Pimenta, Manuel Castro, Joaquim Morais, Raimundo Martins.

À 16 h, les ouvriers du textile débrayent dans tout le District fédéral. À Bangu, ce sont plus de 6 000 travailleurs, de la métallurgie comme de la construction civile, qui quittent leurs ateliers. Mais la soldatesque veillant au grain, vers 17 h, seulement quelques centaines de travailleurs se retrouvent au Campo de São Cristóvão. Les plus intrépides prennent d'assaut le commissariat du 10e district et jettent des bombes. Cependant, il n'est pas encore 18 h que le 55e bataillon de chasseurs s'est rendu maître du Campo de São Cristóvão, point névralgique de l'insurrection. Par ailleurs, la capitale n'est pas paralysée. On compte peu de grévistes chez la *Light & Power*. L'hôtel de ville, d'où l'on peut contrôler l'alimentation en eau de la capitale, n'est pas tombé. En revanche, de nombreux soldats de la *Vila Militar* ont répondu positivement au tract des anarchistes qui disait : « *Soldats et marins : le patriotisme et la*

discipline sont les moyens dont se servent vos oppresseurs pour vous tromper. Vous devez avoir un seul patriotisme et une seule discipline : celle de libérer la classe des pauvres et des humiliés à laquelle vous appartenez. » Néanmoins, les troupes loyalistes neutralisent les poches de résistance autour de l'écluse de Ribeirão das Lajes et les clubs de tir. L'insurrection est un échec.

La police d'Aurelino Leal, alias *Torquemada* (aussi !), interdit énergiquement tout meeting et procède à 78 arrestations d'anarchistes. Quelques-uns sont espagnols. En haut lieu, on réclame leur expulsion. Quant aux Brésiliens de naissance, ils se voient proposer un séjour au bagne de l'île de Fernando de Noronha. La police n'a pas apprécié de ne ne plus disposer du monopole de la violence. Elle se montre peu clémente envers ces 18 anarchistes qui ont tenté de dynamiter l'écluse de Ribeirão das Lajes. Peu compréhensive à l'égard de ces travailleurs du *morro* de Santa Teresa qui ont gentiment lancé des bâtons de dynamite sur la caserne de la PM, rue Evaristo da Veiga. Peu amène vis-à-vis de ceux, nombreux, qui se sont fait un plaisir d'arracher les rails du tramway.

La presse y va de ses aboiements. Tandis qu'*A Época* se demande si le maximalisme a débarqué, l'éditorial du *Jornal do Brasil* emprunte le mode affirmatif : « *L'ordre au-dessus de tout* » ! Les journaleux montent en épingle le drame de l'usine textile *Confiança*, où le leader syndical Manuel Martins a été retrouvé poignardé dans les bureaux de la direction. On l'accuse d'avoir attaqué physiquement des membres de l'encadrement, blessé trois employés loyaux et tué un quatrième, Júlio Morais. Les résultats des autopsies ne seront jamais divulgués. Malgré l'interdiction de la police, l'enterrement de Manuel Martins, où fleurissent moult drapeaux rouges, attire les foules. Le lendemain du « *soulèvement bolchevique* » *(levante maximalista)*, comme le titre *O Paiz*, on compare les insurgés à des « *aventuriers et utopistes déséquilibrés* ». Le 22 novembre, *O Paiz*, encore lui, se laisse aller à écrire : « *Les coreligionnaires de Lénine et de Trotsky ont pris le pouvoir en Russie parce que la vodka avait détérioré l'organisme de la plèbe moscovite en même temps que la perversion épurée par une culture subtile avait rendu débile, dans les classes dirigeantes, la volonté de dominer et la capacité de gouverner.* » Ce même jour, le président Delfim Moreira signe un décret dissolvant l'*União Geral dos Trabalhadores* et suspendant les syndicats – déjà fermés par la police – du textile, du bâtiment et de la métallurgie. Ce dernier est accusé par l'espion Ajus d'avoir tenté de faire sauter la tour de la *Light & Power Company*.

Après les coups, l'État passe la pommade. Le *Jornal do Brasil* juge honorable de lutter pour la journée de huit heures, pour une législation sur les accidents du travail. Dans ses colonnes, le gouvernement est présenté comme « *l'ami et protecteur naturel des travailleurs disciplinés* », ceux qui refusent « *l'esclavagisme des agitateurs* ». Remarquons que 200 de ceux-ci logent à la *Casa da Detenção*. Leurs tortionnaires se gardent bien de les déporter car ils ne savent toujours pas où sont dissimulées les bombes censées faire sauter les pompes à eau de la Ville merveille. La presse craint le pire : dès le 27 novembre, le patronat a procédé à des licenciements et embauché des jaunes ; pourtant 20 000 tisserands ne sont toujours pas retournés au chagrin ; Rio compte encore, par ailleurs, 7 500 grévistes ; enfin, l'amirauté redoute que, comme en novembre 1910, une partie des matelots, noirs, ne se révoltent.

Les journaux choisissent l'air de la calomnie pour discréditer la révolution. Manuel Campo est trouvé en possession de 500 000 *réis* : il les a forcément volés aux honnêtes travailleurs. La presse joue sur la corde xénophobe : « *Entre tous ces hommes, les tenants de l'ordre public n'ont pas trouvé un seul vrai Brésilien, ce qui suffit à prouver sans aucun doute que l'anarchisme ne rencontre aucun terrain propice dans l'esprit des travailleurs de chez nous.* » Qu'importe si Oiticica, Astrojildo, Costa Pimenta et Agripino Nazaré sont 100% *made in Brazil*. Tout aussi grotesque, le *Correio da Manhã* écrit que l'objectif des soviets est « *le déshonneur des vierges* ».

Le déshonneur, le parti socialiste le connaît quand, démon-

trant sa vraie nature, il condamne, dans la *Folha Nova* du 4 janvier 1919, en ces termes le soulèvement anarchiste : « *Nous sommes des réformistes, nous voulons l'émancipation du prolétariat, mais ces actes, copiés d'une manière terne sur des pays différents par l'éducation, ne sauraient mériter nos applaudissements.* » Néanmoins devant de tels arguments, la rue ne plie pas. La pression des étudiants du Colégio D. Pedro II et de l'École de médecine fait que José Oiticica est relâché dès le 10 décembre mais confiné dans le Nordeste, en Alagoas. Et voici que la grève menace de toucher les industries de Petrópolis et même l'usine de poudre du Realengo. Malgré la débâcle, les leaders révolutionnaires ne sont pas mis hors d'état de nuire. João da Costa Pimenta se cache à São Paulo, Agripino Nazaré, à Bahia. De sa prison, Astrojildo appelle à ne se prononcer, pour l'élection présidentielle, ni pour Epitácio Pessoa ni pour Rui Barbosa. Car, en réalité, l'opposition et le gouvernement ont entre-temps fait bloc au Sénat pour « *réprimer toute subversion d'ordre public* ». Non sans arrière-pensées, puisqu'il pense trouver chez eux quelques alliés, le sénateur et général Lauro Müller ne condamne pas les libertaires et réclame le changement : « *Au lieu de voter des motions inutiles, nous devrions prendre sérieusement des réformes à caractère social, au profit du prolétariat, comme il en existe dans toutes les nations du monde.* » Mais dans le monde comme au Brésil, l'heure n'est plus aux réformes. ■

Serge VOLINE

THE IRON HEEL

En 1912, lors de sa campagne, Woodrow Wilson déclare : « *Notre marché intérieur ne suffit plus, nous avons besoin d'en conquérir de nouveau à l'extérieur.* » C'est donc pour la liberté (d'exporter) que les EUA entrent en guerre en avril 1917 mais aussi pour écraser un mouvement ouvrier largement pacifiste. Car il y a péril en la demeure. Aux municipales de 1917, le PS fait 22% à New York et 34% à Chicago, dans tout le pays, les grèves se multiplient, on estime à 330 000 le nombre de réfractaires à la mobilisation. L'État fait vite voter l'*Espionage Act*, en juin 1917, qui, comme son nom l'indique, assimile à des espions socialistes et *wobblies*, c'est-à-dire membres de l'*Industrial Workers of the World*, grand syndicat libertaire. C'est ainsi que, pour violation de l'*Espionage Act*, quelque 900 « rouges » ou pacifistes sont condamnés, parmi lesquels le socialiste Eugene Debs, cinq fois candidat à la Maison blanche. Le 1er avril 1918 s'ouvre le plus long procès de l'histoire du pays, celui de 101 *wobblies*. Ils sont tous condamnés, certains très lourdement comme Bill Haywood et 14 autres camarades, qui écopent d'une peine de vingt ans. En liberté provisoire, Haywood fuira vers la Russie soviétique. C'est précisément la destination des anarchistes Emma Goldman et Alexander Berkman, condamnés puis expulsés, en décembre 1919, en compagnie de 249 immigrants. (Emma Goldman vivra au pays des bolcheviks jusqu'au massacre de Kronstadt.) Notons que l'*Espionage Act* demeurera en vigueur pendant des décennies. Le gentil J. F. Kennedy pensera même l'appliquer en temps de paix !

Contre les déviants, la bourgeoisie a également recours aux bonnes vieilles méthodes : incendies des locaux des syndicats ou des partis de gauche, lynchages, intimidations. Organisateur de la grève qui a rassemblé 75 000 mineurs contre l'entrée en guerre, Joe Hill est enlevé de nuit dans le Montana, traîné derrière une voiture puis pendu sous un pont. Forte de 170 000 salauds, l'*American Protective League* traque les mauvais citoyens y compris après guerre. Le FBI aussi. Dans ses locaux de New York est assassiné le typo anarchiste Andrea Salsedo au printemps 1920. Quelques jours plus tard, deux autres libertaires, innocents, sont arrêtés : ils s'appellent Sacco et Vanzetti... La droite américaine se radicalise : au milieu des années 20, le *Ku Klux Klan* revendique 4,5 millions de membres !

Parmi les œuvres inspirées de la *World War I*, citons *1919* de Dos Passos, *No More Parades*, de Ford Madox et *Johnny Got His Gun* d'un certain Dalton Trumbo. ■

1919 : L'ANNÉE DES RÉVOLUTIONS

En 1919, Lloyd George, le Premier ministre britannique, confie secrètement : *« L'Europe entière est envahie par l'esprit de la révolution. [...] L'ensemble de l'ordre politique, social et économique est remis en question par les masses de la population, d'un bout à l'autre de l'Europe. »* Plus loin, ce criminel de guerre ajoute : *« Si on commençait une entreprise militaire contre les bolcheviks, cela rendrait l'Angleterre bolcheviste et il y aurait un soviet à Londres. »* Justement...

– 13 janvier : en mission dans la Baltique, les marins britanniques du *Killbride* lèvent la crosse et hissent le drapeau rouge. • 15 : Luxemburg et Liebknecht sont assassinés à Berlin. • 31 : « Vendredi rouge » à Glasgow. La police charge 70 000 manifestants et fait 40 blessés...

– Février : en Allemagne, les corps francs assassinent des dizaines de révolutionnaires. • 5 : grèves à Barcelone. • 14 : de rudes combats dans la Ruhr opposent les ouvriers aux assassins d'État.

– Mars : fondation de la IIIe Internationale. • La grève (multiraciale) des ouvriers des tramways paralyse Johannesburg. • 3-8 : semaine sanglante à Berlin, le « socialiste » Noske cautionne l'exécution de 3 000 personnes. Le jeune PC allemand est quasiment décapité. • 10 : émeutes au Caire, puis dans tout le pays, suivies d'une répression sanglante. • 21 : en Hongrie, les communistes sont appelés au gouvernement. • 31 : débuts de la grève générale dans la Ruhr.

– 13 avril : installation de la République des conseils de Bavière. Elle ne dure que deux semaines. Parmi les contre-révolutionnaires, on trouve Eugenio Pacelli, futur Pie XII, Rudolf Hess et un mouchard nommé Adolf Hitler... • 16 : l'armée soviétique de Hongrie plie devant l'offensive roumaine. • Mutineries des marins français de la mer Noire. Arrestation d'André Marty. • 17 : une partie des matelots du *France* refusent de bombarder les troupes bolcheviques.

– 1er mai : 500 000 manifestants à Paris. 200 000 grévistes en Yougoslavie. • En Allemagne jusqu'au 10, les corps francs « assainissent » les poches insurrectionnelles à la mitrailleuse. • 4 : manifestations anti-impérialistes en Chine. • 8 : à Paris, le Comité pour la reprise des relations internationales se transforme en Comité de la IIIe Internationale, avec Loriot, Rosmer, Monatte, Martinet, Souvarine... • Création du groupe *Clarté*, autour d'Henri Barbusse et de Boris Souvarine. • 11 : les corps francs nettoient Leipzig. • 13 : les blancs sont aux portes de Petrograd. • 15 : début de la grève générale à Winnipeg. Elle durera jusqu'au 26 juin. • 28 : fin de la grève dans la Ruhr.

– 20 juin : Petrograd est assiégée par les blancs et une escadre britannique. • 28 : signature du traité de Versailles.

– 20 juillet : grève générale en Yougoslavie en solidarité avec la Hongrie et la Russie, suivie de deux importantes mutineries aux frontières nord Croatie-Slavonie.

– 2 août : fin de la Hongrie soviétique, début de la terreur blanche et de la dictature de l'amiral Horthy. 5 000 révolutionnaires sont exécutés. 100 000 Hongrois émigrent. • L'étau se desserre autour de Petrograd.

– 22 septembre : 365 000 grévistes dans les aciéries états-uniennes. La grève dure jusqu'au 20 janvier 1920. Sa répression fait 22 morts.

– 23 octobre : l'armée blanche de Denikine bat en retraite jusqu'à la mer Noire. • Adhésion du PS italien à la IIIe Internationale.

– 1er novembre : grève des mineurs aux États-Unis.

– 18 décembre : la CNT espagnole adhère à la IIIe Internationale. • 25 : grève sauvage des ouvriers du transport en Bulgarie. ■

Né en 1896, l'anarchiste Otávio Brandão se fait connaître très jeune comme poète et journaliste. Il épouse d'ailleurs en 1921 une poétesse, Laura, populaire par ses odes à la classe ouvrière. En 1922, il rejoint le PC, dont il devient un des dirigeants. Tandis que Laura est arrêtée et déportée au Rio Grande do Sul en 1929, Otávio est convoqué à Moscou en 1932 car en désaccord avec la Comintern. Il n'en revient qu'en 1946. Arrêté au Brésil, il s'exile et se retire de la politique à la fin des années 60.

L U T A F I N A L

La guerre a beau être terminée en Europe depuis quelques mois, les conditions de vie des travailleurs brésiliens demeurent inchangées. Les augmentations de salaires arrachées après les grands mouvements sociaux ne compensent pas l'inflation, d'où, selon Everardo Dias, une *« période de pré-insurrection latente »*, caractérisée par une foultitude de grèves. En effet, au cours de 1919, l'État de São Paulo connaît 37 grandes grèves, dont 20 dans la seule capitale. Soit davantage qu'entre 1915 et 1918 ! L'espoir suscité par les révolutions russe, allemande et hongroise est très vif dans le prolétariat des grandes villes. À Rio de Janeiro, où il existait déjà une *Liga Comunista Feminina*, dirigée par Maria de Lurdes Nogueira, est crée le (premier) parti communiste, le 9 mars 1919. (À São Paulo, les noyaux anarchistes fonderont la *Liga Comunista* puis, le 16 juin, le *Partido Comunista*.) C'est ainsi que le très libertaire PC de Rio se déclare organisateur de la manifestation du 1er mai.

Entre-temps, en avril, à São Paulo, Hélio Negro alias Antônio Candeias Duarte et Edgard Leuenroth ont publié dans l'urgence un livre de 128 pages intitulé *O que É o Maximalismo ou Bolchevismo*. Plein de malentendus quant à la révolution d'Octobre, l'ouvrage n'hésite pas à mêler les idéaux libertaires et la grande innovation de la révolution russe : le soviet ou conseil. Il est écrit que *« l'administration générale de la République communiste sera confiée au conseil général des commissaires du peuple, constitué par les représentants de tous les commissaires régionaux élus par les délégués des soviets, révocables à tous moments. »*

Le soviet du Brás. Le plus beau 1er Mai de toute l'histoire du Brésil emprunte son décor à la place Mauá, à Rio. Pas de *batucada*, pas de vivats au chef de la police, mais 60 000 travailleurs, parmi lesquels Astrojildo Pereira, récemment libéré, chantant *L'Internationale*, écoutant José Fernandes, expulsé du Brésil en 1917, et qui s'exprime au nom du parti communiste. Ils boivent également les paroles de José Elias da Silva, qui pourfend l'intervention des pays de l'Entente contre les républiques soviétiques de Russie, de Bavière et de Hongrie et réclame la libération de cinq ouvriers emprisonnés à Magé, après les événements de novembre 1918.

À São Paulo, sur la Praça da Sé, 20 000 manifestants écoutent aussi avec attention le délégué du parti communiste du Brésil, Manuel Campos, ainsi que Florentino de Carvalho, de retour d'exil, Hélio Negro et Leuenroth, particulièrement applaudi. Puis la foule parade dans les rues avec à sa tête un cortège de jeunes filles en blouses rouges chantant la chanson d'Eugène Pottier.

Suite à ces démonstrations de force, les grèves se multiplient au quatre coins du pays. La police les réprime violemment. Pourtant, au lendemain du 1er mai, conformément au manifeste de Minervino de Oliveira, les ouvriers du bâtiment arrêtent de travailler après leurs huit heures quotidiennes. À São Paulo, le même jour, un ouvrier de l'usine Matarazzo du Brás est renvoyé après s'être querellé avec son contremaître. Ses camarades débrayent, sortent dans la rue, appelant les travailleurs des autres entreprises à venir les rejoindre. *« À la fin de la journée*, écrit l'historien étatsunien Dulles, *on estime que 10 000 travailleurs sont en grève. »* Deux jours plus tard, São Paulo compte 20 000 grévistes, l'État dans son ensemble, au moins 50 000. C'est plus qu'en 1917 ! À l'exemple des conseils ouvriers russes ou turinois émerge au Brás un *Conselho Geral dos Operários* réunissant les salariés en grève de toutes les usines. C'est le premier et le dernier soviet de l'histoire du Brésil. Malheureusement, on en connaît assez peu de choses. On sait seulement que le gouverneur Altino Arantes le redoute au point de concéder l'égalité salariale homme-femme, la semaine de quarante-huit heures, l'interdiction de travailler de nuit pour les femmes et les enfants. En fait, Arantes ne cherche qu'à gagner du temps comptant sur sa police, organisée par les Français. Pour l'instant il se garde bien de libérer la centai-

ne de révolutionnaires qui croupit dans ses geôles.

L'État fédéral use d'un triple langage. Le Congrès sort de son tiroir le projet de code du travail que Maurício de Lacerda avait présenté deux ans plus tôt ; le secrétaire d'État à la Justice assure les ouvriers de sa sympathie, tandis que la police protège les jaunes, arrête des révolutionnaires jusque dans les classes d'école, comme Adelino de Pinho ou João Penteado, tire à vue sur les manifestants ou déporte vers le Nordeste Domingos Pereira. Et alors qu'*O Estado de São Paulo* s'en prend aux immigrés, les ouvriers de Rio réclament par voie de pétition au président de la République enfin la réalisation des huit heures. La grève se propage dans tous les secteurs d'activités sans que toutefois la police soit débordée. Tant et si bien, qu'à la mi-juin, les 10 000 « textiles », particulièrement combatifs, reprennent le travail après six semaines exténuantes de grève.

Un *Nordeste* particulièrement combatif. Le 5 juin, Salvador da Bahia connaît une grève générale sans précédent. Agripino Nazaré se fait l'avocat des travailleurs qui réclament les huit heures sans réduction de salaire. Et comme le gouverneur, Antônio Moniz, un libéral de gauche, prof d'économie, ne fait pas donner la troupe, les serviteurs de l'État, avec à leur tête le sénateur-candidat à la présidence, Rui Barbosa, l'accusent de bolchevisme. Le 9 juin, les patrons cèdent aux principales revendications. Mais, la classe ouvrière bahianaise demeure vigilante et solidaire... Le 10 août, un syndicat, dans cette ville qui compte 70 % de descendants d'esclaves, se prononce contre le racisme aux

États-Unis, lesquels s'illustrent par la chasse aux hommes de couleur à Chicago. Et comme la misère règne toujours, fin août-début septembre, on assiste au pillage de certains magasins ainsi qu'à des grèves contre les licenciements des « rouges ».

En 1949, le Cearense Joaquim Pimenta, professeur à l'École de droit de Recife, se souvenait des journées de mai 1919 dans la capitale du Pernambuco comme de la « *plus grande grève aux plus grandes proportions jamais vue au Brésil jusqu'à ce jour* ». Fondée par Antônio Bernardo Canelas (alors en Europe) et José Elias da Silva, la *Federação de Resistência das Classes Trabalhadoras* entre en conflit avec les très arrogants et britanniques gérants de la *Pernambuco Tramway Company*, qui leur dénient augmentations de salaire et meilleures conditions de travail, alors que l'ancienne capitale du Brésil hollandais est durement frappée par la grippe espagnole. Quand les travailleurs de la *Great Western Railway*, également britannique et qui possède le réseau de l'est du Pernambuco, rejoignent les grévistes, le rapport de force a basculé du côté de Joaquim Pimenta, qui mène les négociations pour les travailleurs. À Recife on dénombre 56 000 grévistes ! Pendant quatre longs jours, la capitale est complètement paralysée. N'y circule, ornée de drapeaux rouges, que la voiture de la commission exécutive de la *Federação* et de son avocat, vêtu de sa cape noire et de sa casquette de bolchevik. Le gouverneur, par ailleurs grand patron du textile, réagit lui aussi devant l'intransigeance des Anglais, qui, asphyxiés, finissent par céder.

Le talon de fer. Quand tente de se réunir, les 21-23 juin à Rio, la première conférence communiste (libertaire) du Brésil, le ciel est déjà lourd de

LIMA BARRETO, O MAXIMALISTA

« QUANT *à Lima Barreto, s'il avait écrit en français, il aurait été connu dans le monde entier* », assurait Georges Bernanos, qui vécut un exil volontaire et néanmoins brésilien de huit ans. Peu encensé par la critique de son vivant, Lima Barreto demeure pourtant un des écrivains et chroniqueurs les plus doués de sa génération, que certains n'hésitent pas à comparer à Machado de Assis, un autre métis.

Afonso Henriques de Lima Barreto est né à Laranjeiras le 13 mai 1881, soit sept ans jour pour jour avant l'abolition de l'esclavage. Or si son père était portugais, sa femme était bel et bien une esclave. Contraint pour des raisons financières d'abandonner ses études à l'âge de 14 ans, Lima Barreto travaille comme petit fonctionnaire au ministère de la Guerre. En butte au racisme et à l'arrogance de la bourgeoisie, il s'évade dans la littérature – cet agnostique fait de l'art en général une religion... – et aussi dans l'alcool. Faussement présenté comme un bohème, il plonge au contraire sa plume dans la réalité de la société de son époque, comme le prouvent notamment les articles qu'il publie durant la guerre, dont il rend responsable la bourgeoisie. Favorable à l'Entente jusqu'en 1917, il quitte la *Liga Pró-Aliados* quand le Brésil entre en état de belligérance et égratigne de sa plume les profiteurs de guerre. Le 6 octobre 1917 dans *Debate* il signe un article intitulé *"Coisas americanas"*, où il attaque le chancelier Nilo Peçanha, mulâtre comme lui. Comment peut-on se réjouir d'être allié de Washington quand on connaît *« la douloureuse situation des hommes de couleur aux États-Unis ». « À choisir, oui monsieur, je préférerais mille fois l'Allemagne. »* Dans *"Vera Zassúlitch"*, paru le 14 juillet 1918, il s'enthousiasme pour la Révolution russe : *« Tous les hommes d'intelligence et de cœur, indépendants, tant ici que là-bas, sont demeurés méditatifs devant une Révolution qui a si profondément atteint les fondements* [...] *de toutes les conceptions-matrices des agglomérations humaines, appelées civilisées. »* Voilà qui ne fait pas de Lima Barreto un marxiste. Par ailleurs, profond admirateur de Machado de Assis – il est venu le saluer sur son lit de mort... –, Astrojildo Pereira, anarchiste avant de devenir le deuxième secrétaire général du PCB, explique ainsi la formation politique de l'auteur de Clara dos Anjos : *« Il souffrait du mal commun de l'éclectisme, un certain mélange de matérialisme positiviste, de libéralisme spencerien, d'anarchisme kropotkinien et autres ingrédients similaires. » « Pourtant*, argumentent les auteurs d'*O Ano Vermelho*, *il n'a jamais déserté la tranchée de la révolution. »* Dans *"No ajuste de contas"* publié dans l'*ABC* du 11 mai 1918, il avait tout seul élaboré une espèce de plate-forme politique baptisée *« manifeste maximaliste »*. Lima Barreto le conclut ainsi : *« Terminé cet article, qui va assez loin, je confesse que ce fut la révolution russe qui me l'a inspiré entièrement. »* Il se clôt du reste par un sincère *"Ave Rússia !"*. Dans *"Sobre o Maximalismo"*, paru le 1er mars 1919, il appelle de tous ses vœux une *« convulsion violente qui détrône et dissolve une fois pour toutes cette* societas sceleris *de politiciens, de commerçants, d'industriels* [...] *de journalistes* ad hoc, *qui nous pillent, nous affament, embusqués derrière leurs lois républicaines. Il faut, car il n'y a pas d'autres moyens, l'exterminer.* [...] *En résumé, on peut dire que tout le mal vient du capitalisme, de l'insensibilité morale de la bourgeoisie, de son appétit de profit sans frein d'aucune sorte, qui ne voit dans la vie que l'argent, l'argent, qu'importent la mort et la souffrance. »* Avec humour, Lima Barreto épingle le *Trepov carioca*, Aurelino Leal, et prend sans ambages la défense des anarchistes et des grévistes. Mieux, trois semaines après la révolte du fort de Copacabana, le 5 juillet 1922, l'auteur des *Recordações do escrivão Isaías Caminha* n'assimile aucunement les authentiques révolutionnaires avec les sous-officiers petits-bourgeois aux velléités réformistes : *« Je serais capable de*

nuages... Pour contrer la grève des employés de la *Porto Alegre Power & Light Company*, le patronat a recours à des chômeurs et même à des retraités. Le gouverneur du Rio Grande do Sul prend des sanctions contre la presse prolétarienne, joue la provocation policière (à laquelle certains répliquent par des bombes) et le 11 septembre Porto Alegre retrouve sa quiétude bourgeoise. À Rio, Aurelino Leal entend finir le gros œuvre avant l'intronisation du président Epitácio Pessoa, en novembre. Dans leur chasse à l'anarchiste, les polices uruguayenne, argentine et paraguayenne prêtent, pour la première et non la dernière fois, main forte à leur homologue brésilienne. Dans le même temps, les forces de l'ordre *carioca* et *recifense* déportent secrètement une douzaine d'anarchistes, dont Ricardo Correia Perpétua, le propagandiste de novembre 1918. On utilise les pompiers pour jouer les jaunes. On saute sur l'occasion quand, au Brás, au soir du 19 octobre, l'anarchiste José Prol manipule une bombe artisanale qui le tue, lui et trois de ses amis, blessant légèrement sa femme et ses deux enfants. Éditeur d'*A Plebe*, qui a pris la défense de José Prol, Gigi Damiani est arrêté puis déporté avec Manuel Perdigão Saavedra, Alessandro Zanella et Sílvio Antonelli (plâtrier et éditeur d'*Alba Rossa*, journal en langue italienne). Tous vivent au Brésil depuis des décennies et y ont des enfants...

En octobre 1919, la police, qui dispose de centaines de mouchards, se montre d'une efficacité et d'une brutalité qui n'ont d'égale que la promptitude du patronat à embaucher des jaunes. C'est ainsi que la grève générale de Santos s'essouffle vite, que font long feu les mouvements sociaux dans la capitale *paulista*. Le 27 octobre, la police, après avoir fermé la plupart des syndicats

Joaquim Pimenta, l'avocat rouge de la grève générale de mai 1919 à Recife.

et même les *escolas modernas* (destinées à la classe ouvrière) de João Penteado et Adelino de Pinho, arrête et déporte vers le Rio Grande do Sul Everardo Dias, José Righetti et João Pimenta, secrétaire général du syndicat des travailleurs du livre. Dans leur cellule humide, consumés par les fièvres, à peine nourris, ces leaders libertaires sont fouettés comme au bon vieux temps de la Traite. Quelques semaines plus tard, en compagnie d'autres camarades, Dias, qui a passé trente-deux ans au Brésil, où il a eu six filles, est embarqué dans un triste état de santé, pour l'Europe. Ses avocats font des pieds et des mains et finalement il revient à Rio le 5 février 1920. Remarquons que bien des déportés sont incarcérés une fois arrivés en Europe subissant par conséquent une double peine...

Étudiants, calotins, journalistes, etc. Pour briser les grèves, l'État fait aussi appel aux étudiants – alors seuls, les fils de bonne famille fréquentent l'Université. Ces derniers, fort agacés par les éditoriaux d'*A Plebe* qui leur reprochaient leur attitude de jeunes jaunes, mettent à sac le journal le 28 octobre. Cette feuille prolétarienne cesse toute parution quelques semaines plus tard.

Les autorités, qui n'hésitent

---

me faire tuer pour implanter ici le régime maximaliste ; mais en faveur de Fagundes ou de Breberodes [membres de la révolte des *tenentes*], *je ne donne pas une goutte de mon sang. Je suis convaincu qu'il faut faire table rase du régime social et politique qui nous gouverne ; mais changer seulement le nom des gouvernants ne participe en rien à notre bonheur à tous.* » Et lui qui a toujours couru après le sien sait de quoi il parle : « *La vie de l'homme et le progrès de l'humanité exigent plus que de l'argent, des coffres-forts débordant de pièces d'or, des villas imbéciles aux lambrequins vulgaires. Ils exigent du rêve, ils exigent de l'art, ils exigent de la culture, ils exigent de la fraternité, de la compassion, ils exigent de l'amour, ils exigent du bonheur, et celui-ci, personne ne peut l'atteindre, à moins d'être un bourgeois obtus et drogué par le profit, quand on est entouré par la faim, la souffrance, la maladie, la misère de presque toute la population.* »

Après plusieurs séjours à l'hôpital, Lima Barreto s'éteint en novembre 1922. Il avait 41 ans. ■

Henrique BARBOSA

pas à envoyer les fusiliers marins contre les dockers de Santos, disposent également d'un allié de choix autrement plus perfide que l'armée : l'Église. À l'origine de la *Corporação Católica*, la curetaille envoie ses vautours en soutane, *urubus de batina*, prêcher auprès des syndicats la paix sociale conformément à la doctrine de Léon XIII. Le *Centro Operário Católico Metropolitano* est on ne peut plus clair : « *Les travailleurs catholiques promettent un soutien inconditionnel aux classes conservatrices dans l'urgence du moment et se déclarent au côté du gouvernement dans la répression de l'anarchisme.* » On est loin des évêques britanniques d'obédience trotskyste...

Dans le même temps est fondé le département du Travail, dont le but est de purifier le syndicalisme des tendances révolutionnaires. Au niveau mondial, en 1919, apparaît le Bureau international du travail... pour combattre la vague bolchevique.

De son côté, la presse occulte délibérément les actes de sédition dans l'armée, les lourdes condamnations, voire les déportations vers des zones aussi hospitalières que l'Acre, la Sibérie brésilienne. Elle est également efficace pour « blacklister » les indésirables, les fauteurs de troubles, la chienlit et publier leurs noms dans ses colonnes. Leurs talents de délateurs xénophobes, les médias bourgeois ont l'occasion de les exercer tout au long de l'année 1920, émaillée de grèves de plus en plus violentes, ce qui atteste de l'essoufflement de la classe ouvrière, quoique la grève des marins de Santos, à la fin 1920, entraîne de vastes mouvements de solidarité dans tous les ports du pays. Il faut préciser que le prolétariat a des raisons de montrer quelques signes de fatigue : la crise est repartie de plus belle après que la cotation du café s'est effondrée en septembre 1919. Faisant un rapprochement avec la situation décrite par Trotsky dans les années qui suivirent la révolution russe de 1905, l'historien nord-américain Dulles écrit : « *Loin d'inspirer les travailleurs pour qu'ils s'engagent dans de nouvelles luttes,* [la crise] *les dispersa et les affaiblit plus que jamais. Sous le poids des lock-out, du chômage et de la pauvreté, les masses épuisées finirent définitivement découragées.* » Le fait est que les patrons ont recours ouvertement à des *crumiros* et que la répression policière s'accentue. C'est ainsi que la grève générale de mars 1920 à São Paulo est écrasée par 16 000 policiers. Les prisons sont pleines à craquer. La peur règne sur cette cité remise au pas qu'Everardo Dias compare au « *fief de la Sainte Inquisition* ».

Réformisme et violences. Si l'on en croit Jacy Alves de Seixas, les mots d'ordre changent de nature à partir de la grève de la *Leopoldina Railways* de Rio de Janeiro, en mars 1920. Ses leaders se prononcent contre le sabotage, pour la lutte non violente et l'on assiste au grand retour des médiateurs sociaux-démocrates comme Maurício Lacerda.

Au début 1921, le président Epitácio Pessoa a d'autant plus les mains libres pour promulguer deux lois scélérates contre la « *menace anarchiste* » que certains révolutionnaires *cariocas* tombent dans le piège de la violence déconnectée des masses. Le 9 février 1921, une bombe pulvérise les grilles de la Bourse, une autre éclate devant le palais de l'Itamarati. Le 15, l'entrée du *Clube Naval* vole en éclats sous une charge de dynamite. Pour soutenir les ouvriers licenciés du *Lloyd Brasileiro*, la grève générale est décrétée et... très peu suivie. La police interpelle le secrétaire du syndicat des employés de boulangerie : elle a retrouvé chez lui des explo-

João Jorge da Costa Pimenta (1886-1971) commence comme apprenti boulanger avant de travailler dans le livre. En tant qu'anarchiste, il est un des organisateurs du IIe Congrès ouvrier. Éditeur en 1917 de *Na Barricada*, il joue un rôle important dans les grèves de 1917, fait partie du conseil insurrectionnel de 1918 et échappe un temps à la police. Dirigeant du syndicat du livre, il fonde *A Vanguarda*, en 1920, puis est un des neuf fondateurs du PCB en mars 1922. Membre de l'opposition syndicale de Barbosa, il rejoint les antistaliniens à la fin des années 20. Après l'insurrection (de gauche) de 1935, il passe de nombreuses années à la prison de Maria Zélia.

sifs. Entre-temps, les rares députés de gauche au Congrès sont battus lors des élections du 20 février.

Comme si la bourgeoisie brésilienne ne disposait pas encore assez de nervis débarquent d'Ukraine, qui l'eût cru, quelques milliers de mercenaires de l'armée du général Pierre Wrangel, remplaçant de Denikine. Après quelques victoires, ces « blancs » ont été défaits le 14 novembre 1920 par l'armée Rouge. Ils sont alors 145 673 à être évacués, dès le 7 décembre, par les marines anglaise et française vers Constantinople. Moniz Bandeira estime à 40 000 le nombre de ceux qui installent au Brésil, dont 10 000 à São Paulo. Si d'aucuns travaillent dans la bistroterie, d'autres sont employés comme contremaîtres, hommes de main, briseurs de grève...

Au moment où les bagnes regorgent de « subversifs », les ouvriers sont embrigadés dans la campagne contre la faim dans le Nordeste... Après la matraque, l'Église, les étudiants, le retour des réformistes, l'humanitaire joue aussi son rôle contre-révolutionnaire.

Qui plus est, les premières dissensions entre anarchistes éclatent au sujet de la Révolution russe...

Le grand schisme. Reprenant une interview de Trotsky parue dans le *Chicago Daily News*, on peut lire dans *Voz do Povo* du 16 février 1920 que « *la dictature* [bolchevique] *est presque entièrement une conséquence de la guerre dans laquelle nous sommes engagés.* [...] *Aussitôt que le conflit se terminera, la liberté de la presse et les autres libertés seront rétablies* ». Des anarchistes connus il n'y a que Florentino de Carvalho qui condamne le régime policier russe et José Oiticica, qui, dès le début de 1920 dans cette même *Voz do Povo*, publie une série d'articles, *"Mau Caminho"*, sur les déviances bolcheviques. *A Plebe* contre-attaque notamment dans sa livraison du 1er octobre 1920 : « *Anarchistes, bons anarchistes, pas d'hésitation ou de tiédeur. Ou nous sommes pour le soviet ou nous sommes pour la bourgeoisie.* » Mais la rupture est consommée quand paraît, le 4 décembre 1920, encore dans *A Plebe*, *"O terror bolchevista na Rússia"*, où est dénoncée la répression tchékiste contre les organisations anarchistes. Rapidement la traduction des textes d'Emma Goldman et d'autres libertaires jusqu'à présent probolcheviques apporte quelque lumière sur le sort de Kropotkine, de Nestor Makhno... (en revanche, au Brésil, on discutera très peu de Kronstadt).

Mais devant l'échec du mouvement ouvrier, dû en partie à un manque d'organisation, bien des libertaires se tournent avec résolution vers les bolcheviks, qui ont osé « *monter à l'assaut du ciel* ». Ce n'est donc pas un hasard si le PCB est fondé en mars 1922 par des anarchistes et non par des socialistes. Mais c'est déjà une autre histoire... et il est temps de conclure. ■

Serge VOLINE

Algumas conseqüências

• **Géopolitique** – Après 1918, l'Amérique est plus que jamais aux Américains, c'est-à-dire à la bourgeoisie des États-Unis. Les premières multinationales *US* prennent pied au Brésil. « *En 1930*, rappelle l'historienne Armelle Enders, *15 filiales de compagnies nord-américaines exercent leurs activités dans le pays.* » La *Standard Oil of New Jersey* acquiert le droit de chercher du pétrole en Amazonie, où par ailleurs s'installe la *Ford*, intéressée par le latex. L'Angleterre et la *City* se cramponneront au Brésil jusqu'à la révolution libérale de 1930.

• **Économie** – « *Entre 1915 et 1929*, poursuit Armelle Enders, *la production industrielle du Brésil double. C'est surtout dans le domaine des biens de consommation, qui passent de 35% dans la première décennie du XXe siècle à 21% dans les années 20, que l'effet de l'industrialisation se fait sentir. Les industries textiles et agro-alimentaires nationales suffisent à approvisionner le marché intérieur. Le Brésil ne parvient pas en revanche à combler son retard en biens d'équipement et continue à importer la quasi-totalité de ses besoins en acier laminé. L'essor indéniable des chemins de fer n'a eu quasiment aucune répercussion industrielle au Brésil ? En 1920, sur les 2 315 locomotives qui circulent sur les 28 500 km de rails (importés) et qui consomment du charbon (importé), seules deux d'entre elles y ont été assemblées ! Le Brésil continue à importer*

également du blé des Etats-Unis et d'Argentine pour alimenter les grands moulins de Rio et de São Paulo. » L'après-guerre annonce l'inéluctable déclin des oligarchies liées au café. À São Paulo, la précieuse graine noire ne représente plus que 26% des exportations. (Conséquence mineure de la lente industrialisation : devant la possibilité d'un travail en ville, le *cangaço*, banditisme d'honneur, décline dans le sertão, même si ses plus fiers représentants, Lampião et Corisco, surgissent après la « Grande-Guerre »...)

• **Politique** – avec le président *paraibano* Epitácio Pessoa (1919-22), on assiste à un léger renouvellement du personnel technocratique. Sous son règne, de grands travaux sont entrepris. Pour la première fois, un plan de lutte contre la sécheresse dans le Nordeste est envisagé. Néanmoins devant le blocage du système et la mise au pas du prolétariat, une partie des progressistes se tourne vers le mouvement *tenentista*. Ces sous-officiers démocrates, qui n'excéderont jamais 10% du total des officiers de l'Armée, sont les enfants des réformes des armées qui se sont échelonnées de 1905 à 1918. Selon Beluco Marra, *« les lieutenants devinrent les intellectuels organiques de la classe moyenne naissante [...] en lutte ouverte contre l'état-major des forces armées, et favorable à quelques réformes dans la structure de la société; ces fractions prirent des formes anti-impérialistes et attaquèrent les intérêts de l'Angleterre et des États-Unis dans le pays ».*

• **Culture** – *« La Première Guerre mondiale,* analyse Armelle Enders, *donne une vigueur accrue à la question d'une possible voie intellectuelle brésilienne, moins dépendante des modèles élaborés en Europe et particulièrement à Paris. »* Néanmoins, *« l'art moderne brésilien naît dans la bourgeoisie paulista peu avant la Première Guerre mondiale. En rupture avec le néo-impressionnisme en vogue dans le sillage de l'académie des Beaux-Arts, dont le siège se trouve à Rio, l'exposition consacrée à l'œuvre d'Anita Malfatti (1889-1964), à São Paulo en décembre 1917, fournit au Brésil sa première grande controverse artistique ».* C'est également en 1917 qu'est enregistré le premier samba, *Pelo Telefone*.

• **Immigration** – Les États-Unis ayant fermé leurs portes à la main-d'œuvre qualifiée, de nombreux techniciens ou OS des Empires centraux émigrent notamment au Brésil. C'est le cas des Allemands et des Hongrois, chassés par la misère et la contre-révolution – à la fin des années 30, on compte 80 000 Hongrois au Brésil, dont 80% dans l'État *paulista* –, mais aussi des minorités exclues par les nouveaux découpages de l'Europe.

• **Révolution** – Le prolétariat ne tire presque aucun bénéfice du sursaut économique de l'entre-deux-crises. Pire, la répression ne fléchit pas. Tout au long des années 20, on déporte tous azimuts, y compris vers Oiapoque où les anarchistes « jouissent » par rapport aux communistes d'un traitement de défaveur. Mal orienté par la Comintern, totalement ignorante de l'Amérique latine, le PCB ne parvient pas, dans un climat d'états de siège et de coups d'État, à devenir un parti vraiment influent dans le prolétariat. Lequel est bien entendu distrait par d'autres choses plus importantes que son émancipation comme le football, qui prend son essor dans les années 20, le carnaval, qui cesse d'être une fête de la *high society* – la première école de samba surgit en 1928.

À défaut de pain, le peuple aura des jeux... ■

Partie en retard dans la conquête ultramarine, mais taillant des croupières à la Grande-Bretagne sur des marchés comme l'Argentine ou le Brésil, l'Allemagne, forte de 65 millions d'habitants, fait modeste en 1914 avec ses 2,5 millions de km² de colonies et ses 12 millions d'indigènes. L'empire britannique, sur lequel le soleil ne se couche jamais, s'étend sur 30 millions de km² et administre 354 millions d'êtres humains.

Défaite dès le 8 décembre 1914 près des Malouines, la flotte allemande ne peut évidemment rivaliser avec la perfide Albion, qui dispose de deux fois plus de croiseurs. En quelques mois, le blocus imposé par Londres coupe les colonies allemandes de la métropole. Indéfendables, car trop distantes géographiquement, les colonies teutonnes tombent comme des châteaux de cartes. La Nouvelle-Guinée allemande devient australienne dès septembre-

SOUS LE CAPITALISME... LA GUERRE

Les conséquences de la Première Guerre mondiale sont aussi considérables que multiples. On pourrait parler de l'invention du bracelet-montre – pratique dans les tranchées – ou du char d'assaut, des différents phénomènes culturels engendrés par la guerre. On pourrait s'interroger sur le sens de cette phrase du brasilophile Cendrars : « *Les Alliés ont gagné parce qu'ils avaient Charlot.* » Contentons-nous de généralités et commençons par l'Europe, dont la production chute d'un tiers, et qui perd sa place prépondérante dans le monde capitaliste. C'est surtout flagrant pour l'Angleterre, qui, soumise au rationnement alimentaire, sort à genoux du conflit. En 1929, elle n'aura toujours pas retrouvé son niveau d'exportation d'avant-guerre. Confronté, qui plus est, à la guerre en Irlande, Londres perd de vastes parts de marché au Canada, en Amérique latine, en Asie, et ce au profit des États-Unis et du Japon. En revanche, la France, le pays le plus touché par la guerre, connaîtra un taux de croissance supérieur à celui de l'Angleterre en raison des destructions massives sur son sol. En attendant, en 1919, l'État, surendetté, fait tourner la planche à billet et l'impôt sur le revenu, introduit en 1916, continue de frapper d'abord... les plus pauvres. De plus, Paris prévoit de faire payer l'Allemagne pour les dommages de guerre jusqu'en... 1988 ! Mais débarquant inopinément à Paris pour la conférence de paix, W. Wilson, chouchou de la gauche réformiste, parasite l'action de Clemenceau, américanophile dans le privé – il est marié à une États-Unienne – mais américanophobe quand le locataire de la Maison blanche, champion des autodéterminations européennes, propose que l'Alsace et la Lorraine ne soient rendues à la France qu'au terme d'un référendum ! Justement Wilson veut limiter le péril bolchevique dans une Allemagne qui aux yeux du monde a déjà revêtu un « *visage criminel* » en ayant eu recours à la guerre sous-marine et aux gaz de combat. Humiliée par le Traité de Versailles, exsangue par la crise (en 1926, la production est de 21% inférieure à ce qu'elle était en 1913 !), l'Allemagne sera bientôt mûre pour le revanchisme et le nazisme. Quant à l'Italie, qui s'est vue privée du Trentin, de l'Istrie, de la Dalmatie, de Trieste, elle connaît une « *victoire mutilée* » qui ouvre la porte au fascisme. L'Empire austro-hongrois vole en éclats ; naît la Yougoslavie sans que les Balkans cessent d'être une poudrière. La Sublime Porte n'existe plus. La Turquie devient un État laïc ; le panarabisme et son champion anglais, Lawrence, sont trahis par Londres, qui en revanche promet en novembre 1917, *via* Balfour, la création d'un foyer national juif. Est prévu par la conférence de Sèvres un État kurde... qui ne verra jamais le jour. L'Extrême-Orient résonne des mots d'ordre anti-impérialistes lancés par Moscou ; l'Afrique du Nord s'agite... Et les États-Unis, qui ont vécu une croissance de 15% grâce à la guerre en Europe, sont passés de débiteurs de celle-ci à créanciers, et poussent leurs pions dans les Amériques et en Extrême-Orient, où, avec – et bientôt contre – le Japon, ils revendiquent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire à acheter leurs produits... (Dans les Indes britanniques, entre 1913 et 1929, la part anglaise dans les importations tombe de 64,2% à 42,8% tandis que celle du Japon passe de 2,6% à 9,8%.)

---

octobre 1914, les îles du Pacifique appartenant à Berlin passent sous les administrations néo-zélandaise ou japonaise. L'Empire du Soleil-Levant s'accapare la colonie de Shandong, en Chine fin 1914.

Le Togo allemand devient français le 26 août 1914. Point de départ possible d'une invasion du Nigeria, le Cameroun teuton cède fin février 1916. Entre-temps, le 9 juillet 1915, malgré l'aide des Boers, antianglais, le Sud-Ouest africain, actuelle Namibie, est annexé à l'Union sud-africaine. Seule résiste l'Afrique orientale, et ce après l'armistice, puisque les guérilleros du lieutenant-colonel von Lettow-Vorbeck ne se rendent que le 26 novembre 1918. L'Angleterre récupère le Tanganyika et la Belgique, par le mandat de la SDN de 1923, le Ruanda-Urundi.

En somme, l'empire colonial allemand est dépecé par tout le monde, sauf l'Italie, dont les velléités africaines continuent à être frustrées. ■

– On regretterait presque que les Allemands ne soient pas restés au Rwanda...

On n'a pas assez détruit. Pendant les Années folles, marquées par un renouveau culturel (surréalisme, jazz, Bauhaus, purisme, Novecento, etc.), le capital se reconstruit... jusqu'à la crise de 1929, au cours de laquelle la production mondiale chute d'un tiers ! La grande dépression équivaut à l'échelle planétaire au cataclysme que fut la Première Guerre pour l'Europe. Selon Fritz Sternberg, celle-ci n'aurait été responsable que de 10% de la production mondiale, ce qui, tout cynisme mis à part, est insuffisant pour faire redémarrer la machine. Reste alors une solution : remettre le couvert. Ce sera la Deuxième Guerre mondiale.

D'une manière générale, à la faveur de la guerre, l'État a appris à diriger l'économie, à fixer les prix, réglementer les transports, contrôler le crédit, gérer les ressources naturelles. Il travaille en contact étroit avec les nouveaux barons de l'industrie, comme, en France, avec Louis Renault. Lequel à l'instar de tant d'autres industriels sortis des grandes écoles apprend les nouvelles méthodes de production américaines.

L'État intègre également ses populations. Sous les drapeaux, il n'y a de citoyens à trait d'union, plus d'Italo-Américains, mais des Américains tout court. En France, « 14-18 » pulvérise la paysannerie, la prolétarise, porte un coup sérieux aux dialectes...

Après le krach de 1929, les différents États se lancent dans une politique de grands travaux... et d'armement.

Last but not least, l'État intègre les partis naguère socialistes et digère progressivement les syndicats, qui se cantonnent à l'accommodation (impossible) des salariés au système et accessoirement dévoient leurs luttes.

Bien manœuvré ! Blessées et par conséquent rendues plus dangereuses, les bourgeoisies des pays du centre du capitalisme déploient pour abattre la révolution un arsenal répressif et dérivatif sans précédent allant du prêtre ouvrier au développement des loisirs (notamment du sport-spectacle) en passant par le culte de la patrie... En France, l'affaire Landru contribue à faire oublier les assassins d'État... En Italie, le fascisme remet le prolétariat au travail. Le taylorisme calme les ardeurs ouvrières au Brésil et aux États-Unis...

Le cordon sanitaire autour de la Russie a fonctionné : l'Europe n'a pas été « contaminée ». Des centaines de révolutionnaires, notamment allemands, ont été assassinés (en France, le jeune mouvement communiste a perdu des recrues de valeur comme Raymond Lefebvre, Marcel Vergeat, Jules Lepetit, etc.). En Russie, l'État perce sous la Révolution, qu'on commence à voir s'éloigner, comme le prouve la conférence dite des trois Internationales de février 1921. Un mois plus tard a lieu Kronstadt, contemporain du soulèvement raté en Allemagne centrale (et des dernières grèves au Brésil). Puis vient la NEP. Le communiste allemand Otto Rühle, de retour de Russie en 1922, décèle dans la dictature du parti bolchevique *« le tremplin pour l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie »*, dont le champion sera Staline. Dès 1923, la Comintern, née de la trahison de la IIe Internationale, obéit davantage aux intérêts de l'État russe qu'à ceux de la classe ouvrière mondiale. Moscou normalise ses relations avec les autres capitales. La « bolchevisation » des partis communistes privent ceux-ci de certains de leurs meilleurs éléments.

De défaite en défaite, le prolétariat est doucement préparé à voir minuit s'abattre dans ce siècle... qui bascule une seconde fois dans la guerre mondiale.

Il faudra attendre 1968 pour que la classe ouvrière prenne à nouveau l'initiative... mais cela est encore une autre histoire.

« On pourrait boire aux fontaines ». Quatre-vingts ans après la fin de cette boucherie dont le capitalisme ne se vante pas, le spectre d'une guerre mondiale semble complètement écarté. Ce qui devrait nous laisser plus de latitude pour songer à renverser ce système « belligène » et à en édifier un autre, définitivement humain et respectueux de la vie...

... la vie et rien d'autre. ■

NOTRE PETITE BIBLIOGRAPHIE

Jacy Alves de Seixas, *Anarchisme, syndicalisme révolutionnaire et participation politique au Brésil, mythe et histoire*, thèse de doctorat EHESS, décembre 1989.

Jean-Jacques Becker, *La France en guerre, 1914-1918, la grande mutation*, Paris, Éditions complexe, 1996.

Henri Barbusse, *Le Feu, journal d'une escouade*, Paris, Ernest-Flammarion, 1917.

Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste (1919-43)*, Paris, Fayard, 1997.

Louis-Ferdinand Céline, *Voyage au bout de la nuit*, Paris, Gallimard, 1932.

Everardo Dias, *História das lutas sociais no Brasil*, São Paulo, Editora Alfa-Omega, 1977.

Manuel Domingos Neto, *Présence militaire française au Brésil (1889-1920)*, mémoire de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, Université de Paris III 1976.

Jacques Droz, *Les Causes de la Première Guerre mondiale, essai d'historiographie*, Paris, Éditions du Seuil, 1997.

John W. F. Dulles, *Anarchists and Communists in Brazil (1900-35)*, Austin and London, University of Texas Press, 1973.

Armelle Enders, *Histoire du Brésil*, Paris, Editions Complexe, 1997.

Eugenio Garzón, *Discours prononcés en 1914 à Rio de Janeiro, Montevideo et Buenos Aires*, Paris, Henri Diéval, 1918.

Mario Isnenghi, *La Première Guerre mondiale*, Paris, Casterman-Giunti, 1993.

Louis Lecoin, *De prison en prison*, Antony, édité par l'auteur, 1946.

Ernest Martinenche, *L'Amérique latine et la guerre*, groupement des universités et grandes écoles de France pour les relations avec l'Amérique latine. Extrait du bulletin de l'Amérique latine de mars-avril 1918.

Martin Monestier, *Les Animaux-Soldats, histoire militaire des animaux des origines à nos jours*, Paris, Le Cherche-Midi éditeur, 1996.

Moniz Bandeira, Clovis Melo et A.T. Andrade, *O Ano Vermelho, a revolução russa e seus reflexos no Brasil*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1967.

Les Troupes coloniales dans la Grande Guerre, sous la direction de Claude Carlier et Guy Pedroncini, Paris, Economica, 1997.

La revue bilingue *Latitudes*, éditée par « Cahiers lusophones », consacre son deuxième numéro à quelques aspects très intéressants de la culture et de la littérature brésiliennes. C'est bien écrit, il y a une jolie maquette et une ouverture sur le monde lusophone qui ne fait pas de mal aux brasilianistes purs et durs. Franchement pour 35 F, il n'y a pas de quoi s'en priver.

Latitudes – 75, rue de Bagnolet 75020 Paris.
☎ et fax 01 43 67 64 08.

Tous les mois, l'équipe d'*Infos Brésil* vous propose ses rubriques cinéma, littérature, arts, télévision, musique. En plus de toute l'actualité brésilienne en France (conférences, débats, revues, etc.), *Infos Brésil* rencontre pour vous les personnalités du moment et *Chrono-Brésil*, son supplément actualité, dissèque au jour le jour les évènements les plus importants.

Alors qu'attendez-vous pour vous abonner ?

Infos Brésil 170 F

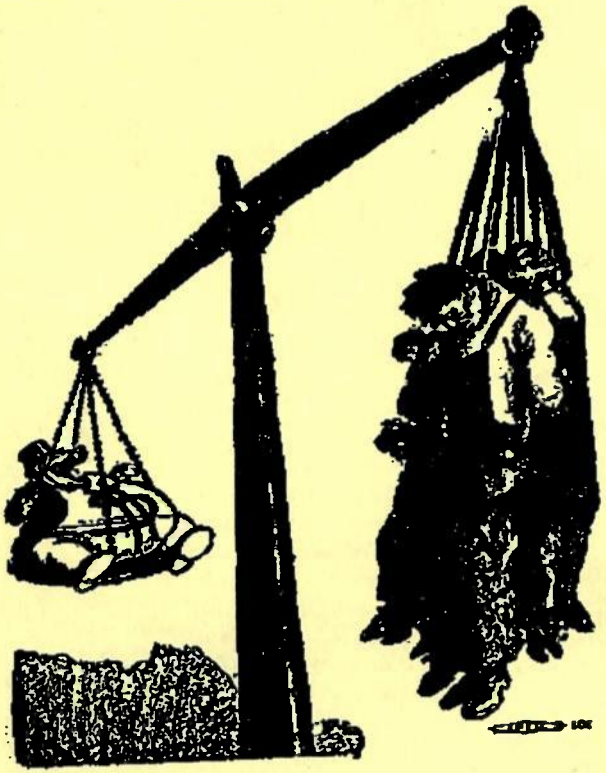
étranger 200 F

Libellez votre chèque à l'ordre de BRAISE.

Infos Brésil : (Elza Frazão) – 177, rue de la Roquette 75011 Paris.

✆ 01 46 70 88 63

Veja, Isto É, Manchete, O Globo-Domingo, A Folha de São Paulo-Domingo
disponibles tous les samedis à la Librairie lusophone
22, rue du Sommerard 75005 Paris •
Commmande possible au 01 46 33 59 39.



Au début du XVIe siècle, pirates dieppois et marins normands, en quête de bois de braise, avaient pris l'habitude de débarquer sur les rivages du Brésil de jeunes Français. Ces *maïrs* ou *maíra,* comme les appelaient les Tupis, devaient leur servir d'interprètes pour leurs prochaines escales. Les relations maritimes étant, à l'époque, quelque peu précaires, ces jeunes à la barbe rousse ne tardaient pas à s'ensauvager, notamment au contact des Amérindiennes au corps dénudé...

ABONNEMENT POUR UN AN (6 numéros) : 50 F

Libellez votre chèque à l'ordre de:
Maíra
4, sentier des Joncs 94230 Cachan
☎ 01 46 65 19 83